

ALIMENTATION COUCHE-TARD INC.

# Rapport annuel 2020





# Table des matières

<b>p.2</b>	Portrait de l'entreprise et faits saillants	<b>p.22</b>	Atteindre plus de clients par la croissance du réseau
<b>p.4</b>	Message du fondateur et président exécutif du conseil	<b>p.24</b>	Mettre en place un environnement qui nous permet de grandir ensemble
<b>p.6</b>	Lettre du président et chef de la direction	<b>p.28</b>	Élever le développement durable au cœur de nos décisions
<b>p.10</b>	Développer une expérience client différenciée	<b>p.30</b>	Affronter une menace invisible avec une vision à long terme
<b>p.14</b>	Adapter notre offre aux besoins des clients	<b>p.32</b>	Se réoutiller pour devenir une entreprise encore meilleure et plus forte
<b>p.20</b>	Favoriser l'excellence opérationnelle et développer l'envergure de nos activités	<b>p.35</b>	Résultats financiers

# Portrait de l'entreprise

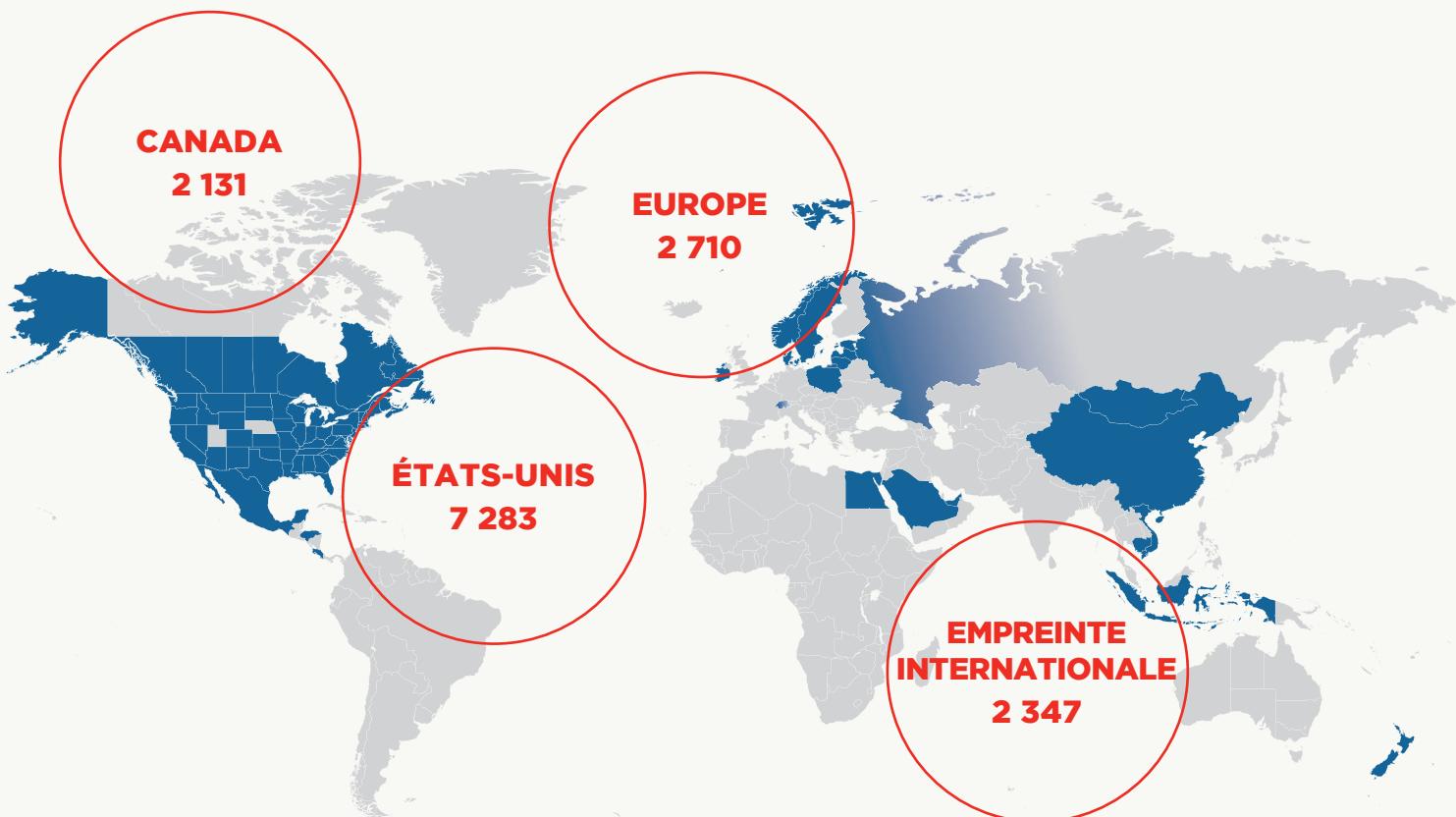
## NOS GENS

Autour du monde, nos gens travaillent sans relâche pour faciliter la vie de nos clients un peu plus chaque jour. Cette année, ils en ont fait encore davantage dans les circonstances les plus difficiles que notre entreprise ait jamais connues.



## NOS SITES

Notre empreinte internationale s'étend sur cinq continents. Nous continuons de grandir à travers des acquisitions et la croissance organique, toujours selon notre vision de devenir la destination préférée pour l'achat de marchandises et de carburant à travers le monde.



# Faits saillants

**2020**

**ÉTATS-UNIS    EUROPE    CANADA**

Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable	2,1 %	0,1 %	2,8 %
Diminution du volume de carburant par magasin comparable	(3,9 %)	(3,9 %)	(6,0 %)

**TOUTES LES DONNÉES FINANCIÈRES SONT EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAIS À L'EXCEPTION DES MONTANTS PAR ACTION, QUI SONT EN DOLLARS AMÉRICAIS.**

\*Les notes de bas de page sont à la page 34.



# Message du fondateur et président exécutif du conseil



**ALAIN  
BOUCHARD**

Alors que nous célébrons le 40<sup>e</sup> anniversaire d'Alimentation Couche-Tard, qui aurait pu prédire les circonstances actuelles ? Face à l'une des périodes les plus difficiles que nous ayons connues, je suis rempli de fierté et de reconnaissance.

Lorsque mes partenaires et moi avons ouvert notre premier magasin d'accommodation à Laval, au Québec, nous ne pouvions imaginer la taille et l'envergure qu'atteindrait notre entreprise. De plus, à l'époque nous n'avions certainement jamais envisagé l'arrivée d'une pandémie mondiale qui exigerait de nous une réponse rapide pour protéger nos gens, nos clients et notre entreprise.

Notre culture de croissance, d'agilité, de discipline et d'innovation nous a bien servis.

Nous avons toujours priorisé nos gens, et cela nous a été bénéfique. Ce sont eux qui ont rendu possible nos réalisations des 40 dernières années. Lorsque la COVID-19 a fait son apparition, nous nous sommes assurés d'être là pour nos employés, alors qu'ils surmontaient des difficultés financières, émotionnelles et de santé. Ceci leur a permis en retour d'être présents pour nos clients et d'en faire leur priorité.

Notre préparation était déjà bien amorcée pour faire face à un monde en changement, dans lequel les nouvelles générations de clients ont des goûts et des besoins différents. L'innovation fait partie de notre ADN et nous nous sommes toujours mis au défi d'évoluer au rythme de nos plus jeunes clients et des nouvelles technologies.



Avec la crise, nous avons d'ailleurs accéléré le rythme des innovations afin d'améliorer l'expérience client en la facilitant davantage et en la rendant plus sécuritaire pour tous.

Notre discipline financière habituelle nous a permis d'affronter la situation avec confiance et compétence. Nous étions déjà une entreprise solide, prête à nous adapter aux défis qui ont été soulevés par la pandémie, tant sur le plan opérationnel que financier. Il n'aura jamais été aussi important de fournir à nos clients ce dont ils ont besoin, quand et où ils le souhaitent, et ce, le plus simplement possible.

Parce que nous nous soucions de toutes nos parties prenantes, nous continuons d'intensifier nos efforts en vue de contribuer à créer un monde plus propre et plus sécuritaire : nous réduisons notre empreinte énergétique; nous donnons davantage de pouvoirs et de responsabilités à nos talents provenant de différents horizons; et nous faisons partie de la solution dans nos communautés. Tout ceci est réalisé grâce à une approche unifiée et communiquée avec plus de transparence et d'ouverture au dialogue. C'est une proposition gagnante, tant pour notre entreprise, nos employés et les communautés que nous desservons, que pour l'environnement. Cet été, nous publierons notre deuxième rapport sur le développement durable à l'échelle de l'entreprise—un effort global dont je suis très fier.

Nos 40 années de travail acharné portent fruit. Nous continuerons d'être une entreprise dédiée à la croissance et au service de nos clients. Nous sortirons de cette crise en étant une entreprise encore meilleure et plus forte, bien positionnée pour les 40 prochaines années, poursuivant notre parcours en vue de devenir la destination préférée pour l'achat de marchandises et de carburant à travers le monde.

Je tiens à remercier tous nos gens, actionnaires, partenaires et clients. Nous faisons face à cette situation ensemble et vous pouvez continuer de compter sur nous.



# Lettre du président et chef de la direction



**BRIAN  
HANNASCH**

*« Je n'ai jamais été aussi fier d'être président de cette entreprise ! »*

Cette année en a été une dont nous nous souviendrons longtemps. Je suis avec Couche-Tard depuis presque 20 ans et je n'aurais jamais pu anticiper une telle année, en particulier ces trois derniers mois au cours desquels une menace invisible a chamboulé nos entreprises, nos communautés et nos familles. Au début de cette année historique, nous étions une entreprise solide. Grâce à la compassion, aux soins et au dévouement des membres de notre équipe et de nos clients, nous l'avons conclue en étant une entreprise encore meilleure et plus forte.

Retournons en janvier, alors que nous arrivions à la fin de notre troisième trimestre et que nous étions sur la bonne voie pour enregistrer notre meilleur exercice financier à ce jour. Nous atteignions des jalons de notre stratégie quinquennale, en stimulant la croissance organique; en optimisant notre réseau grâce à de nouvelles constructions; en développant notre programme alimentaire; en déployant rapidement notre nouvelle marque globale dans nos magasins et nos stations-service; et en améliorant l'expérience client grâce à des solutions novatrices. Je suis extrêmement fier de ce progrès et du travail d'équipe qui l'ont rendu possible.

Cette base solide positionnait Couche-Tard avantageusement pour faire face à la volatilité financière et aux défis de la pandémie. Nous disposions de bonnes liquidités, d'un bilan solide et de plans de contingence robustes, ce qui nous a permis de demeurer concentrés sur les besoins de nos gens et de nos clients.



Pour une entreprise dont la mission est de « faciliter », ce n'était pas facile, mais, encore une fois, cela m'a rendu fier.

Il est évident qu'au cours de cette crise notre entreprise et le secteur de l'accommodation sont devenus encore plus essentiels pour nos communautés. Historiquement, lors d'ouragans et d'autres catastrophes naturelles, nous avons su démontrer notre importance pour nos communautés.

Cependant, durant cette pandémie, nous nous sommes démarqués à l'échelle mondiale en étant toujours là pour nos clients.

Nos magasins sont restés ouverts, nous avons maintenu des protocoles de santé et de sécurité stricts et avons servi des millions de boissons gratuites aux travailleurs de la santé et aux premiers intervenants, ainsi que des repas gratuits aux familles dans le besoin grâce à notre partenariat avec *Feeding America*®.

Il ne fait aucun doute que l'avenir est incertain et qu'il y aura encore de nombreux défis à relever, mais je suis confiant qu'à mesure que nous nous réoutillerons pour la nouvelle normalité, nous tirerons parti des leçons apprises lors de la COVID-19 et poursuivrons notre progression avec des technologies et des offres pertinentes, en visant toujours à faciliter la vie de nos clients un peu plus chaque jour. Je suis reconnaissant de la confiance que nos gens, nos clients, nos partenaires et nos actionnaires nous ont témoignée tout au long de l'année et de la pandémie.

Si nous mesurons une entreprise en fonction de sa réponse aux défis et aux controverses, je dois dire que Couche-Tard réussit d'une manière que nous n'aurions jamais pu imaginer. Nos gens en magasin sont devenus des héros de première ligne, nous faisons partie de la solution dans les communautés où nous travaillons et vivons et, avec notre discipline financière habituelle, nous sommes positionnés pour poursuivre notre croissance. Je n'ai jamais été aussi fier d'être président de cette entreprise !



**UNE ENTREPRISE  
ENCORE MEILLEURE  
ET PLUS FORTE**

Alors que nous avons fait face à un défi mondial sans précédent au cours de notre quatrième trimestre, cet exercice a été marqué par des progrès constants et significatifs vers l'atteinte de notre vision stratégique : nous développons une expérience client différenciée à la fois dans nos magasins et dans nos stations-service, nous adaptions et innovons notre offre pour répondre aux besoins changeants de nos clients, nous stimulons l'excellence opérationnelle en optimisant l'envergure de l'entreprise, nous développons notre réseau, nous perfectionnons la base de talents de nos gens et nous élevons le développement durable au premier plan de nos priorités. Dans ce rapport, nous allons mettre l'accent sur chacun de ces secteurs de croissance de l'exercice financier 2020, alors que nous sommes devenus une entreprise encore meilleure et plus forte.

---

# Développer une expérience client différenciée

À tous les niveaux de l'entreprise, nous travaillons sans relâche à transformer et à améliorer l'expérience client. Notre travail sur la marque, les prix, les promotions, les programmes de fidélisation et l'innovation forme un tout intégré, conçu pour faciliter la vie de nos gens et de nos clients.

---

## ÉTABLIR ET FAIRE CROÎTRE UNE MARQUE GLOBALE FORTE

Au cours de la dernière année, nous avons poursuivi le déploiement de notre marque globale Circle K à l'ensemble du réseau. Nous avons terminé la conversion de nos magasins européens au début de l'année financière et avons ensuite centré notre attention en Amérique du Nord, où nous affichons maintenant notre nouvelle marque dans plus de 6 300 magasins.

Nos actions portent fruit, car la notoriété de la marque n'a jamais été aussi élevée et les indices de suivi de la marque (« brand tracker ») en Europe et en Amérique du Nord surpassent ceux de l'industrie. Dans l'ensemble du réseau mondial, nos clients peuvent facilement identifier nos marques Circle K et Couche-Tard et nous observons une augmentation de la fidélisation et de la rétroaction. Le changement de marque nous permet notamment de parler avec une seule voix et d'unifier notre message, ce qui s'est avéré particulièrement utile lors de la pandémie de la COVID-19, afin de soutenir nos gens, nos clients et nos communautés.

Les mesures visant à renforcer notre marque se sont étendues à nos stations-service dans nos marchés en Amérique du Nord, où nous avons converti près de 600 marquises de stations-service au cours des deux dernières années, pour un total de près de 2 300 magasins sous la marque Circle K. Nous avons également renforcé notre avance dans le domaine de la mobilité, forts de notre succès en Norvège, où Circle K est désormais la marque la plus reconnue pour la recharge des voitures électriques, en déployant nos premières bornes de recharge de marque Circle K en Suède et en Irlande. Face à l'évolution des habitudes provoquée par l'arrivée des voitures électriques et le besoin de les recharger, nous avons travaillé fort pour adapter notre expérience client et augmenter l'achalandage à l'intérieur de nos magasins en développant un nouveau format de magasins plus grands en Europe, en améliorant notre offre alimentaire et en donnant à nos clients une raison de s'engager plus fréquemment auprès de notre marque dans leur quotidien.



« Le fait d'opérer sous une seule marque globale présente plusieurs avantages, notamment celui d'accroître la notoriété de la marque auprès des consommateurs et des employés potentiels, de s'exprimer d'une seule voix dans l'ensemble du réseau et de tirer parti de notre envergure en matière d'approvisionnement et dans les campagnes de marketing nationales. »

**Margaret Barron**

Vice-présidente, Marketing et Marques

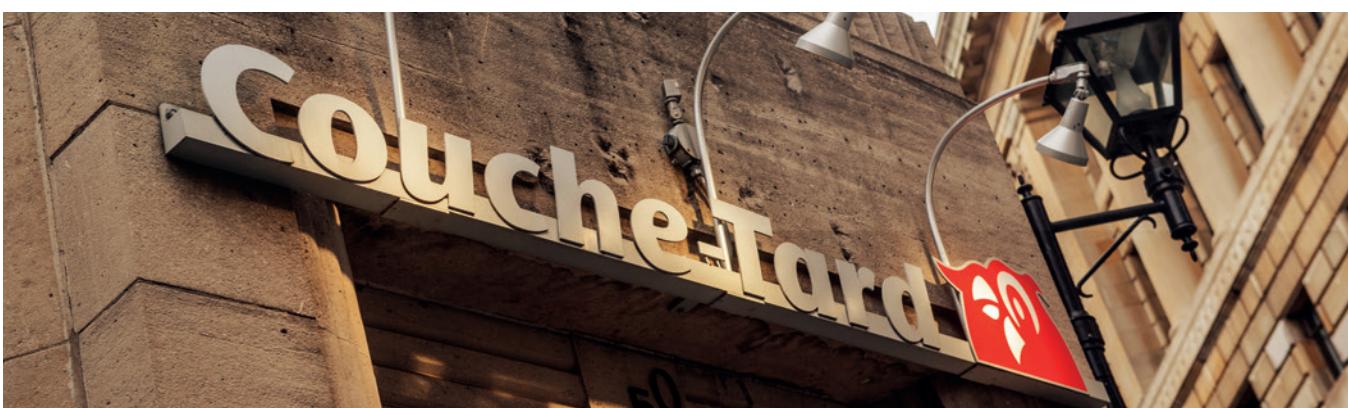
## FIDÉLISER GRÂCE À DES OFFRES PERSONNALISÉES

Ce fut une année déterminante pour nous quant à l'amélioration de l'expérience client et du pouvoir d'achat. Nous avons accéléré plusieurs initiatives pour augmenter la valeur du panier d'achat ainsi que la fidélisation tactique.

Nous avons poursuivi le déploiement de notre plateforme LIFT à l'ensemble du réseau, ce qui nous a permis de suivre l'historique des achats de nos clients et de leur offrir des rabais personnalisés en fonction de la composition de leurs paniers. Nous avons maintenant déployé cet outil dans près de 7 600 magasins de notre réseau nord-américain et nous prévoyons le déployer en Europe. Nous avons aussi étendu le programme *Smart Value*, un outil promotionnel clé dans le modèle d'affaires de Holiday, à l'ensemble du réseau nord-américain. Ce programme a connu un grand succès dans la croissance du panier d'achat tout en offrant aux clients une valeur sûre pour les produits qu'ils aiment le plus.

L'été dernier, nous avons lancé *Easy Rewards* aux États-Unis, notre programme de fidélisation qui permet d'accumuler des points convertibles en remises en espèces pour des achats de carburant, de nourriture et de boissons, et qui offre également des prix et d'autres avantages. La fréquence des visites et les ventes de carburant ont connu une bonne croissance parmi les membres du programme. Nous avons également lancé dans tous les marchés américains notre programme de fidélisation *Easy Pay*, qui offre des remises quotidiennes sur le carburant à nos clients les plus fidèles.

Nous avons aussi fait nos premiers pas dans une approche de tarification dynamique et à la fine pointe de la technologie qui offre notre carburant et nos marchandises à des prix adaptés à nos différents marchés. Dans la réalité d'aujourd'hui, nous sommes convaincus que la flexibilité dans le monde du commerce au détail fera partie intégrante du succès et, à ce titre, nous avons déployé à l'échelle de l'entreprise des capacités de tarification qui permettent d'avoir une expérience client qui se distingue.



*« Grâce à notre parcours client et à nos pratiques d'innovation numérique, nous continuons de réduire les points de contact et de friction tout au long du parcours en magasin ou aux stations-service. Cela nous permet de demeurer centrés sur la résolution des problèmes réels de nos clients, et pas seulement sur la poursuite de la technologie. Nous continuons de réinventer l'expérience client en développant notre capacité à servir nos clients partout et à tout moment. Notre collaboration avec des start-ups et le milieu universitaire augmente encore davantage notre vitesse d'exécution. »*

**Magnus Tägtström**

Chef de service, Innovation numérique globale





## ACCÉLÉRER L'INNOVATION AU NIVEAU DU PARCOURS CLIENT

Notre capacité à investir dans l'innovation fait partie de nos forces et, au cours de la dernière année, nous avons poussé nos équipes à examiner de nouvelles façons de faire des affaires et de servir nos clients. Nous avons continué de développer nos initiatives de ludification à la suite de leur succès en Europe, et nous avons étendu nos projets pilotes de livraison à domicile à un plus grand nombre de sites. Nous avons également développé de nouvelles méthodes de paiement et des options plus pratiques pour nos clients.

Ayant obtenu des résultats probants avec notre travail de ludification en Europe, nous avons lancé plusieurs jeux et promotions mobiles à l'intention de nos clients aux États-Unis et au Canada. Elles ont été très bien accueillies et ont contribué à augmenter l'achalandage dans nos magasins, tout en bonifiant l'interaction de nos clients avec nos marques.

Afin de mieux répondre aux besoins changeants de nos clients, tant avant que pendant la pandémie, nous avons examiné de nouvelles façons d'offrir plus de commodité à nos clients à travers notre vaste réseau. Nous avons étendu notre projet pilote de livraison à domicile au Texas et en avons lancé un en Floride et dans d'autres régions avec de nouveaux partenaires. Nous avons développé d'autres solutions sans friction, notamment *Cliquer et ramasser* et la livraison à la voiture, en tirant parti de notre application Circle K pour les commandes et les prépaitements, ainsi que la lecture des plaques d'immatriculation pour les paiements de carburant en Norvège.

Au fur et à mesure de l'évolution de la crise de la COVID-19, nous avons redoublé d'efforts dans le cadre de ces initiatives, en s'appuyant sur notre structure opérationnelle agile et décentralisée pour accélérer l'expansion de nos plateformes de livraison et d'accès à faible contact. Ces innovations serviront définitivement l'entreprise et nos clients à l'avenir, alors que nous devenons une entreprise encore meilleure et plus forte.

---

# AdAPTER NOTRE OFFRE AUX BESOINS DES CLIENTS

L'ampleur de notre entreprise et notre agilité nous permettent de partager les meilleures pratiques et d'apprendre rapidement les uns des autres à travers notre réseau mondial, en améliorant constamment notre offre en matière de commodité et de carburant.

## TRANSFORMER NOTRE OFFRE ALIMENTAIRE

L'année dernière a marqué un tournant dans notre offre alimentaire globale, puisque nous sommes passés d'une phase d'élaboration des fondements à celle de l'exécution de la stratégie. Ce programme d'offre alimentaire, inspiré du modèle de Holiday et lancé cette année aux États-Unis, crée une offre satisfaisante qui vise à augmenter l'achalandage, à fidéliser et à ravir nos clients.

Nous avons introduit le programme dans quelques magasins pilotes au début de l'année, mettant à l'essai divers formats pour déterminer ce qui fonctionnait le mieux avant de le déployer à l'échelle de notre réseau nord-américain. Nos équipes ont également pris des décisions sur les options de menu, les prix, les sources d'approvisionnement des ingrédients et les emballages. Ils ont également établi des partenariats clés pour assurer une fluidité et une constance dans la chaîne d'approvisionnement. Nous avons déterminé les besoins en équipement tout en s'efforçant de minimiser les investissements requis. Nous pensons que cet effort considérable rendra notre offre alimentaire très rentable et enrichira l'expérience client grâce à la simplicité de préparation et à la rapidité du service.

Nous visons à déployer cette nouvelle offre alimentaire dans 1 500 magasins en Amérique du Nord d'ici l'automne 2020 et nous l'avons déjà mise en place dans plusieurs centaines de sites. Avant l'arrivée de la pandémie de la COVID-19, nous l'introduisions dans une douzaine de magasins par semaine, avec le projet d'accélérer considérablement ce rythme au cours de l'été. Il est à noter que nous avions pu constater des résultats positifs et de l'enthousiasme de la part de nos clients, en particulier pour notre assortiment de sandwichs pour le petit déjeuner, notre offre de pizza Hot & Ready, la meilleure de sa catégorie, et nos irrésistibles biscuits fraîchement cuits en magasin.

Bien que les mesures de sécurité découlant de la pandémie aient eu un impact sur l'échantillonnage et la vente des aliments frais ainsi que sur la formation des employés, nous avons maintenu notre rythme dans l'élaboration de la structure du programme, en mettant en place l'équipement nécessaire et les bases matérielles essentielles. Au fur et à mesure que la pandémie s'estompera, nous réactiverons notre offre et maintiendrons le cap sur nos plans de déploiement aux États-Unis. Nous commencerons également à étendre le programme au Canada.

*« Notre nouvelle offre alimentaire en Amérique du Nord est le programme de la plus grande envergure que nous ayons entrepris et il ne fait aucun doute qu'elle transformera fondamentalement notre entreprise. Au cours de l'année dernière, nous avons fait d'énormes progrès en jetant les bases de ce programme. Nous avons hâte de proposer ce nouvel assortiment à nos clients et nous sommes déterminés à bien faire les choses. »*

**David Hall**

Vice-président, Service alimentaire





## OFFRIR LA MEILLEURE VALEUR AU NIVEAU DU CAFÉ ET S'ADAPTER AUX GOÛTS LOCAUX

Nous avons déployé notre programme de *Café sur demande* dans 95 % de notre réseau américain, avec l'installation d'environ 13 500 machines qui moulent et infusent le café une tasse à la fois, offrant ainsi du café frais 24 heures sur 24. En janvier, nous avons lancé notre toute première campagne médiatique nationale pour le café, offrant une valeur extraordinaire, à partir de 1 \$ la tasse pendant toute la durée de la campagne. La réaction des clients au *Café sur demande* a été très positive, celui-ci permettant d'obtenir le café le plus frais possible, tout en réduisant les déchets et les coûts d'entretien. Grâce à la capacité analytique de ces nouvelles machines, nous sommes en mesure de connaître la demande pour les mélanges individuels et la taille des tasses, et de mieux identifier les heures de pointe par magasin.

Nous continuons de faire évoluer notre offre de café dans les différentes régions où nous exerçons nos activités, car les préférences en matière de café peuvent varier considérablement d'un marché à l'autre. En Europe, nous avons introduit des mélanges certifiés Circle K avec de nouveaux équipements qui permettent d'offrir la même qualité qu'un café de barista en moins de 90 secondes, ce qui facilite la personnalisation et la sélection pour le client. Au Québec, nous avons fait une recherche auprès de groupes de discussion afin d'offrir un café de la plus haute qualité et de déterminer le mélange qui résonnait le mieux auprès de nos clients. En février, nous avons commencé à déployer ce mélange dans nos magasins Couche-Tard.

*« Froster a été un ajout important à l'offre de produits dans nos magasins. Dès son lancement à l'été 2019, nous avons observé des résultats positifs au niveau des ventes et beaucoup de contenu viral publié sur les réseaux sociaux. Nous avons introduit Froster dans un nombre important de magasins et continuons d'obtenir une excellente performance. C'est l'une de mes innovations préférées à ce jour! »*

**Judy Glover**

Gestionnaire principale de marché, Irlande

## STIMULER L'ACHALANDAGE AVEC DE NOUVELLES OFFRES EXCLUSIVES

Aux États-Unis, nous avons lancé une campagne nationale estivale axée à la fois sur *Polar Pop* et *Froster*. Nous avons également étendu le programme *Polar Pop* à nos sites Holiday, en lançant des saveurs exclusives et inédites pour stimuler l'engagement et les ventes. Au Canada, nous avons étendu le programme *Polar Pop* à 130 magasins supplémentaires et lancé des saveurs nouvelles et exclusives à durée limitée.



*« Lorsque vous atteignez le niveau de pénétration que nous avons en Norvège avec les VE, cela peut être un important moteur d'achalandage ainsi qu'un avantage concurrentiel, soit d'être là avant la concurrence. Nous attirons des conducteurs de VE qui pourraient aller ailleurs. »*

**Håkon Stiksrud**  
Chef de service, E-mobilité

## ACCROÎTRE LA NOTORIÉTÉ DE LA MARQUE DE CARBURANT CIRCLE K

Le carburant demeure l'un des principaux vecteurs de nos activités et nous continuons de nous concentrer sur cette catégorie de produit distincte et essentielle. À ce titre, nous avons travaillé à mettre notre marque Circle K plus en vue dans nos stations-service et nous avons consacré beaucoup d'efforts à l'élaboration de stratégies de tarification qui profiteront à nos clients et augmenteront les volumes de carburant.

Au cours de la dernière année, nous avons testé des stratégies de marque modifiées dans près de 150 sites aux États-Unis, en positionnant notre marque Circle K et ses couleurs sur les marquises des stations-service, soit seule, soit jumelée avec les marques de nos partenaires pétroliers. Nous avons également converti entièrement un plus grand nombre de sites à la marque Circle K, qu'il s'agisse de stations-service ou de magasins, dans le but de créer un écosystème plus solide et d'améliorer l'expérience client. Nous continuerons de travailler sur des stratégies qui permettront de développer la marque de carburant Circle K.

Nous nous sommes également concentrés sur l'élaboration de nouvelles approches promotionnelles et tarifaires qui profiteront à nos clients. Ce travail consiste notamment à mettre à l'essai des stratégies de tarification plus dynamiques dans 2 400 sites de notre réseau. Dans plusieurs parties du réseau, nous avons également pris des mesures pour améliorer l'expérience client dans nos stations-service en offrant des gants biodégradables et un meilleur éclairage.

## AUGMENTER NOTRE PRÉSENCE AU NIVEAU DES BORNES DE RECHARGE ET DE LA MOBILITÉ

Notre marché norvégien est en avance dans l'adoption des véhicules électriques (« VE »), et nous sommes un chef de file dans cette évolution en proposant à nos clients une solution de recharge facile, que ce soit à la maison ou lors de leurs déplacements. Nous avons actuellement installé plus de 450 bornes de recharge sur 81 sites dans tout le pays. Dans le marché urbain d'Oslo, nous avons été les premiers à convertir une station-service entière avec des bornes de recharge électrique, et nous sommes fiers d'être un pionnier mondial dans ce domaine.

Nous avons également développé une solution de recharge à domicile de marque Circle K et avons installé plus de 1100 bornes de recharge en partenariat avec des complexes résidentiels. Cette offre a aussi été étendue aux immeubles de bureaux. Grâce à ces initiatives, Circle K est devenue la destination de recharge électrique la plus reconnue en Norvège et nous pouvons maintenir l'engagement de nos clients dans notre écosystème tout en leur faisant gagner des points à dépenser dans nos magasins.





## MISER SUR NOS RÉALISATIONS EN TANT QUE DÉTAILLANT RESPONSABLE

En tant que détaillant expérimenté et responsable de produits dont la vente aux mineurs est interdite par la loi, notamment le tabac, les produits de vapotage, l'alcool, le CBD et les loteries, nous ne ménageons aucun effort pour nous conformer aux lois et aux règlements de chacun de nos marchés. En outre, nous veillons à ne vendre que des produits de fabricants de confiance qui suivent la même approche. Les produits interdits aux mineurs continuent de représenter une part importante de nos ventes : aux États-Unis, nous avons bénéficié de la demande croissante de tabac sans fumée et d'autres produits du tabac alternatifs, en particulier les produits de nouvelle génération sans tabac. Au Canada, nous avons observé une forte attirance pour les produits de vapotage de première qualité, que nous avons introduits dans nos magasins à la fin de l'exercice précédent.

Au cours de la dernière année, la réglementation et les changements apportés à la catégorie des produits du tabac aux États-Unis ont été importants, notamment l'augmentation de l'âge minimum à 21 ans pour la vente de tous les produits du tabac et le retrait des capsules de vapotage aromatisées dans les points de vente au détail.

Nous avons surveillé l'impact sur nos activités et nous sommes prêts à nous adapter aux changements dans les préférences des clients et aux nouvelles réglementations gouvernementales. Nous avons adopté la même approche responsable à l'égard des produits à base de CBD dans les juridictions où ils ont été légalisés, et nous avons l'intention d'être le chef de file du marché nord-américain dans ce segment.

Nous explorons également les opportunités reliées au cannabis au Canada, car elles s'inscrivent dans le cadre de notre travail sur l'innovation de l'expérience client et de notre expérience historique avec les produits dont la vente aux mineurs est interdite par la loi. Nous avons conclu un accord stratégique avec l'entreprise Canopy Growth pour exploiter des points de vente au détail de cannabis de marque Tweed en Ontario, au Canada. Nous avons également investi une première tranche de 26 millions de dollars canadiens dans Fire & Flower Holdings Corp., une chaîne de vente au détail de cannabis qui compte des magasins dans plusieurs provinces canadiennes. Ces deux entreprises nous permettent d'apprendre les rouages de ce marché et de son potentiel de croissance.

# Favoriser l'excellence opérationnelle et développer l'envergure de nos activités

Les gérants de magasin font face à certains des plus grands défis de notre entreprise, c'est pourquoi nous écoutons attentivement leurs commentaires et avons fait d'importantes améliorations au niveau de l'excellence opérationnelle. Notre objectif est de permettre aux employés en magasin de mieux servir nos clients en réduisant les défis en lien avec les tâches administratives et la main-d'œuvre.

## PROMOUVOIR L'EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

L'excellence opérationnelle a été un thème important cette année. En Amérique du Nord, nous avons mis en place un modèle de travail de premier ordre qui s'adapte aux besoins de chaque magasin et détermine la répartition de la main-d'œuvre en fonction de certains paramètres clés. Le déploiement est terminé aux États-Unis et débutera au Canada dans les prochains mois. Un nouvel outil de planification de la main-d'œuvre automatise la création des horaires et facilite les échanges d'affectations. Cela ne profite pas seulement à notre personnel, mais cela assure également une capacité accrue afin de répondre aux besoins de nos clients.

En Europe, nous avons réduit les heures de travail reliées aux tâches administratives dans les magasins de près de 15 % depuis le début de notre stratégie quinquennale.

*« Alors que nous allons finaliser le déploiement dans la majorité des magasins au Canada et aux États-Unis, nous voulons souligner le travail d'équipe monumental qui a été effectué pour le projet d'organisation des magasins Easy Visit. À la suite de ces efforts, nos équipes ont réagit très positivement, surtout parce que cette nouvelle organisation permet à nos gens de recommencer à neuf, avec moins d'encombrement et la création d'un espace de travail plus positif pour les équipes. »*

**Eric Lindstrom**  
Chef de service, Excellence opérationnelle,  
Amérique du Nord



De plus, en Amérique du Nord, au cours de la dernière année seulement, près de 5 000 magasins ont été rénovés dans le cadre de l'initiative Easy Visit, ce qui a permis de rafraîchir l'arrière de nos magasins, les bureaux, la caisse, les entrepôts et les zones réfrigérées.

Alors que nous innovons dans le domaine de l'excellence opérationnelle, la sécurité de nos gens et de nos magasins est une priorité absolue pour nous. Au cours de la prochaine année, nous déployerons un projet de coffre-fort intelligent pour réduire la manutention de l'argent, ainsi qu'un service de soutien amélioré avec un numéro d'accès unique. Nous introduisons également un outil d'intelligence artificielle pour aider à réduire les pertes et à améliorer la vérification pour les produits dont la vente est interdite aux mineurs par la loi.

Notre modèle de gestion de la main-d'œuvre uniforme à travers toutes nos divisions européennes a facilité l'adaptation à l'achalandage et aux différentes routines reliées à la COVID-19, incluant l'ajout de minutes essentielles pour le nettoyage supplémentaire et les autres routines requises à toutes les heures, dans chaque magasin. Pendant la crise, nos équipes d'excellence opérationnelle à l'échelle mondiale ont travaillé jour et nuit pour s'assurer que nos magasins demeurent sécuritaires et respectent les normes d'assainissement les plus élevées, tout en répondant aux besoins de main-d'œuvre lors des fermetures et ouvertures de magasins causées par le virus.

## TIRER PARTI DE NOTRE STRUCTURE DE COÛTS EFFICACE

Au-delà de notre volonté d'améliorer l'expérience de nos clients et de nos gens, notre travail en matière d'excellence opérationnelle vise à réaliser des économies au niveau de nos dépenses, notamment au niveau des frais d'exploitation, des marges et des dépenses en capital, ainsi qu'à optimiser l'envergure de notre chaîne d'approvisionnement. Ce travail nous aide à maintenir des avantages structurels et économiques qui nous permettent de profiter des opportunités de développer le réseau.

Nous avons identifié plusieurs opportunités d'optimiser les coûts au cours de l'exercice 2020, dont la plupart sont déjà en cours d'exécution, achevées ou réalisées. Nous avons entrepris la négociation de centaines d'ententes et avons initié des changements clés dans l'organisation pour soutenir la transformation. Nous avons également mené à bien de nombreux projets de normalisation, qui ont tous permis d'accroître l'efficacité et de simplifier des processus administratifs, et nous finalisons notre migration vers une plateforme unique de gestion intégrée aux États-Unis.

Si notre décentralisation nous permet de maintenir notre agilité, nous constatons également les avantages de la normalisation dans certains domaines et de la mondialisation de certaines fonctions pour tirer parti de notre taille et pour faciliter la tâche de nos gens. En équilibrant ces stratégies, nous maintenons notre avantage en tant qu'exploitant à faible coût dans l'industrie.

# Atteindre plus de clients par la croissance du réseau

Notre stratégie quinquennale visant à doubler à nouveau nos résultats financiers exige d'accroître notre part de marché aux États-Unis et d'étendre nos activités à de nouveaux marchés et secteurs de croissance. Le maintien de notre discipline financière nous permet de tirer parti des opportunités qui se présentent.

À l'approche de l'exercice 2020, nous avons accéléré le rythme de la construction de nouveaux magasins, après un effort important pour développer notre réserve de projets. Les nouvelles constructions ont connu un bon élan jusqu'à ce que la pandémie déclenche une pause dans bon nombre de ces projets. Nous avons également introduit un nouveau design pour nos sites nord-américains qui reflète le format des magasins Holiday et améliore le parcours client.

Nous avons poursuivi le déploiement de notre nouveau concept de magasin en Europe, qui se trouve maintenant dans plus de 300 sites, avec des produits alimentaires, du carburant, des systèmes de recharge, du WIFI, des toilettes et des stationnements améliorés. Ces magasins offrent une ambiance accueillante et un espace confortable pour s'asseoir, des aliments de haute qualité présentés de manière attrayante et un merchandisage amélioré dans le reste du magasin. Nous avons tiré parti des enseignements acquis grâce à nos premiers projets pilotes, ce qui a permis d'améliorer la rentabilité et les ventes.



*« Nous avons maintenant des magasins Circle K nouvellement rénovés dans nos neuf pays européens. L'offre, la modernité et la convivialité attirent une nouvelle clientèle et favorisent une croissance des ventes. Autant nos clients réguliers que les plus jeunes profitent de l'expérience client améliorée, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du magasin. »*

**Per Selin**

Directeur, Développement de concepts et formats, Europe



Cette année, nous nous sommes départis de notre participation dans CrossAmerica Partners LP, une société en commandite principale et un distributeur de carburant en gros de premier plan, et nous leur avons simultanément transféré une partie de nos contrats de vente en gros de carburant pour le transport routier aux États-Unis en échange de leur participation détenue dans la société en commandite CST Fuel Supply LP, ce qui nous a donné la pleine propriété. Ces transactions ont été bénéfiques pour Couche-Tard, nous permettant de nous concentrer sur la croissance de notre activité principale dans le secteur du carburant. Nous avons également consolidé notre position dans notre division Northern Tier en ajoutant un petit réseau de franchises Holiday ainsi que des magasins individuels dans différentes parties de notre réseau.

Notre réseau international de franchisés s'est développé au cours de la dernière année, avec l'ajout de 166 magasins dans nos différentes régions. Nous avons notamment vu nos partenaires du Mexique, de l'Indonésie et du Vietnam accroître considérablement leur présence sur leurs marchés respectifs. Cette croissance nous a permis d'en apprendre davantage sur ces pays et d'adopter les meilleures pratiques et technologies qui profitent au reste de notre réseau.

Nous continuons de surveiller attentivement les opportunités de fusions et acquisitions avantageuses aux États-Unis, un marché que nous connaissons bien et où nous pouvons réaliser des synergies importantes en raison de notre taille. Nous demeurons également intéressés à étendre nos activités aux marchés de l'Asie-Pacifique, où nous observons des tendances démographiques attrayantes et un potentiel important de croissance économique.

*« Dans le cadre de notre nouveau concept de magasin en Europe, nous sommes très fiers de notre station récemment ouverte qui est l'une de nos plus grandes en Suède et qui accueille à la fois des particuliers et des camionneurs. Nous y offrons toute notre gamme de produits et de services, y compris notre tout dernier concept alimentaire, notre concept de places assises et même nos propres bornes de recharge électrique à haute vitesse—tout pour faciliter l'arrêt en cours de route. »*

**Eva Kimborn Heivert**  
Vice-présidente, Opérations, Suède



---

# Mettre en place un environnement qui nous permet de grandir ensemble

Fidèles à notre philosophie d'*Une équipe*, nous recherchons des solutions qui améliorent les communications, facilitent le recrutement et renforcent l'engagement de nos gens, ce qui leur permet de servir plus facilement nos clients au quotidien. Nous nous efforçons également de créer un environnement de travail toujours plus inclusif et de préparer la croissance en formant notre prochaine génération de dirigeants.

---

## DÉVELOPPER NOTRE PLATEFORME NUMÉRIQUE DE RESSOURCES HUMAINES

Cette année, nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre plateforme numérique de ressources humaines dans le but de la rendre accessible à tous nos employés nord-américains au début de l'exercice 2021. Nous avons également préparé le terrain pour son déploiement en Europe. Grâce à cette plateforme, nos employés peuvent tout recevoir, des bulletins de paie aux changements d'horaires, et nous sommes en mesure d'attirer et d'embaucher les meilleurs candidats grâce à des processus directs et simplifiés. Elle a également permis d'améliorer notre efficacité dans l'identification et l'évaluation des talents.

*« Je suis très heureux de pouvoir utiliser une nouvelle technologie pour aider à la formation continue de nos employés. Avec l'aide de notre équipe européenne et des groupes de discussion, nous avons créé une véritable expérience en magasin où les images à l'intérieur des jeux représentent vraiment nos magasins et notre clientèle. Les possibilités de formation sont infinies, et j'ai hâte de voir comment ce format se développera à l'avenir. »*

**Troy Beatty**

Directeur, Ressources humaines, Grand Canyon



Avoir la capacité de communiquer directement avec tous les employés au moyen d'une plateforme mobile a un effet transformateur en créant un environnement de travail beaucoup plus dynamique et engageant, avec de meilleures capacités de formation.

Elle s'est également avérée essentielle pour communiquer rapidement et efficacement des messages cruciaux à nos gens durant la pandémie. L'utilisation de ces systèmes mobiles nous permet également d'obtenir des analyses et des informations précieuses.

L'embauche des bonnes personnes et l'offre d'une formation appropriée sont des facteurs clés de succès dans notre entreprise.

Grâce à la ludification de la formation, nous la rendons conviviale, amusante et plus efficace pour nos gens. Nous avons lancé deux modules de formation dans toutes nos divisions européennes, axés sur les techniques de vente et l'alimentation, qui ont obtenu un taux d'achèvement de 90 % et mené à une augmentation des volumes d'achats. Tirant parti de nos apprentissages et de nos succès en Europe, nous mettrons à l'essai le programme dans certaines divisions choisies aux États-Unis au cours des premières semaines de l'exercice 2021.

## **IDENTIFIER ET SOUTENIR NOS FUTURS DIRIGEANTS**

Nous planifions également de manière proactive nos besoins futurs en matière de talents en élaborant des stratégies de développement et de relève pour assurer notre croissance. Nous continuons à fournir des connaissances approfondies et des possibilités de réseautage à nos dirigeants grâce à un partenariat de la NACS avec les meilleures universités américaines.

Cette année, nous avons également lancé deux programmes développés à l'interne, adaptés à notre culture d'entreprise, afin d'accélérer la croissance de nos employés à fort potentiel. Ces programmes offrent une expérience d'apprentissage par l'expérience en demandant aux participants de travailler sur des défis opérationnels réels avec l'encadrement de dirigeants.



*« En l'honneur de la Journée internationale de la femme, l'entreprise a lancé sa première campagne mondiale sur la diversité et l'inclusion, «Ensemble, faisons une différence». Cette campagne soutient la culture de notre entreprise selon laquelle, ensemble, nous ferons une différence en faisant la promotion d'une main-d'œuvre diversifiée, en soutenant le développement professionnel et le bien-être de chacun de nos employés et en stimulant la croissance opérationnelle. Quel grand jour pour ACT ! »*

**Elisa Goria**

Co-responsable du Conseil des femmes d'ACT





## SOLIDIFIER NOTRE ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION

Cette année, notre président et chef de la direction, Brian Hannasch, a signé l'engagement d'action du président (« *CEO Action For Diversity and Inclusion* »), faisant de nous le premier exploitant de magasins d'accommodation à rejoindre le plus grand engagement d'entreprise dirigé par des PDGs pour promouvoir la diversité et l'inclusion au travail. En outre, l'entreprise a lancé une campagne mondiale interne, « Ensemble, faisons une différence », dans le cadre de laquelle tous nos gens ont pu s'engager personnellement.

Cet effort a été soutenu par le Conseil des femmes d'Alimentation Couche-Tard (« ACT »), qui a célébré sa première année d'existence. Le Conseil continue d'engager et de responsabiliser la direction de l'entreprise afin d'accroître la visibilité et le rôle des femmes et des candidats issus de la diversité au sein de l'entreprise. Le Conseil a également mis en place des séances de formation sur l'avancement professionnel dans l'ensemble du réseau. Un autre jalon atteint a été le déploiement d'une importante initiative de formation visant à sensibiliser à la fois aux préjugés inconscients et à l'inclusion.



# Élever le développement durable au cœur de nos décisions

Cette année, nous avons évalué les opportunités et les menaces liées au développement durable et avons pris la décision stratégique de l'élever au cœur de toutes nos activités. Nous avons constitué une équipe dédiée au développement durable et nommé des membres de la haute direction responsables de domaines prioritaires.



En juillet 2019, nous avons publié notre tout premier rapport global sur le développement durable, ce qui a enclenché notre cheminement autour de secteurs définis qui forment la base des nombreuses initiatives de développement durable qui sont mises en place dans nos sites et régions.

*« Je suis très heureuse d'avoir eu l'occasion de participer à ce cheminement qui consiste à éléver le développement durable pour le placer au cœur des décisions de notre entreprise. Je crois sincèrement que faire ce qu'il y a de mieux pour nos employés, notre environnement et notre société est aussi bénéfique pour l'entreprise. »*

**Helena Winberg**

Gestionnaire principale, Santé, sécurité et environnement et Développement durable

## DEPUIS LA PUBLICATION DE NOTRE PREMIER RAPPORT EN 2019, NOUS AVONS CONTINUÉ À PROGRESSER SUR LA VOIE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE :



### EXPÉRIENCE CLIENT

Nous voulons faciliter l'accès de nos clients à des boissons et des aliments frais, sains et durables, tout en maintenant notre engagement à être un détaillant responsable de produits interdits aux mineurs. Nous voulons offrir un service de lavage de voitures plus rapide, plus propre et plus respectueux de l'environnement. Nous soutenons la transition vers un avenir plus propre grâce à nos options de carburant durable et à nos bornes de recharge électrique, et nous continuons à déployer des carburants renouvelables sur tous les marchés.



### GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

Notre objectif est de trouver des moyens novateurs d'utiliser efficacement les ressources, de réduire notre empreinte carbone et de minimiser les déchets générés par nos produits et services dans le cadre de nos activités et de notre chaîne d'approvisionnement. Nous avons également travaillé fort pour améliorer nos emballages : en Europe, cette année, nous avons développé et introduit des emballages alimentaires plus durables qui réduisent l'utilisation du plastique et augmentent le potentiel de recyclage. Aux États-Unis, nous avons déployé le *Café sur demande*, ce qui réduit la consommation d'énergie et le gaspillage tout en augmentant la qualité.



### NOS GENS

La communauté mondiale formée par nos gens est au cœur de notre entreprise. C'est leur engagement, leur motivation et leur talent qui assurent le succès de nos activités. Nous travaillons en permanence avec des programmes visant à faire en sorte que nos employés se sentent en sécurité, respectés et inclus, alors que nous nous efforçons d'être un employeur diversifié et attrayant, en renforçant les capacités de nos talents afin de leur permettre de s'épanouir. Le sondage de cette année auprès de nos gens confirme que nous allons dans la bonne direction : nous constatons une augmentation de l'engagement général, une amélioration de notre respect mutuel et du sentiment de sécurité au travail.



### ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

Nous nous sommes engagés à être un bon voisin, à contribuer à la sécurité, à la santé et au dynamisme des communautés. En plus de soutenir les causes communautaires locales, nous soutenons, par des investissements et des partenariats stratégiques, des programmes d'aide à la jeunesse et de prévention de la criminalité. Pendant la pandémie, nous avons fait partie des solutions dans nos localités en distribuant des millions de boissons gratuites aux travailleurs de la santé, des repas aux banques alimentaires locales, des trousseaux de soins aux hôpitaux et des livraisons aux personnes âgées et fragiles.



### GOUVERNANCE

Nous nous efforçons de mener nos activités dans le respect des normes les plus élevées d'éthique et d'intégrité, en engageant nos partenaires et en rendant compte de manière transparente dans le cadre de notre engagement à faire preuve d'ouverture en ce qui concerne nos activités commerciales. Nous avons commencé à fixer des objectifs quinquennaux ambitieux pour 2025 et à intégrer le développement durable dans les principaux aspects de nos activités. Nous avons l'intention d'annoncer nos priorités et nos objectifs dans notre deuxième rapport sur le développement durable à l'échelle mondiale au cours de l'été 2020.

**Visitez le [actevolve.com](http://actevolve.com) pour plus d'informations.**

# Affronter une menace invisible avec une vision à long terme

Lorsque la COVID-19 a vu le jour, Couche-Tard disposait d'outils performants pour y faire face : une équipe expérimentée qui s'était préparée aux crises dans le passé et avait réussi à protéger l'entreprise lors de catastrophes naturelles, ainsi qu'un modèle agile et décentralisé nous permettant de réagir rapidement aux conditions locales.

L'équipe de gestion de crise a immédiatement mobilisé le réseau, important les meilleures pratiques de l'Europe, où le virus a frappé le réseau en premier, vers l'Amérique du Nord. En février, nous avions interdit les voyages et les grandes réunions, et nous avions mis en place les capacités techniques afin que les employés de bureaux puissent travailler à distance et maintenir une continuité des activités essentielles de l'entreprise.

## PRIORISER LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ

Plus important encore, nous avons agi rapidement pour assurer la santé et la sécurité de nos employés en magasins, qui sont en première ligne, et de nos clients. De nombreuses mesures préventives ont été mises en place, notamment des procédures d'assainissement approfondies, l'installation de séparateurs en plexiglas aux caisses, l'ajout de séparateurs de file d'attente et de marquages au sol pour assurer une distanciation sociale adéquate, ainsi que la distribution de gants aux pompes à carburant et de masques pour les membres de l'équipe lorsqu'autorisé ou requis.

De plus, nous avons pris des mesures essentielles en matière de sécurité alimentaire en imposant un nettoyage rigoureux dans les magasins et les zones de préparation des aliments, en ajoutant des emballages individuels pour les produits de boulangerie et autres produits alimentaires en libre-service, en suspendant l'utilisation de tasses et de gobelets réutilisables et en cessant l'offre d'échantillons de produits en magasin. Dans les centres de distribution en Amérique du Nord, des contrôles de température ont été effectués pour dépister les éventuels symptômes du virus chez nos gens.





## SOUTENIR NOS EMPLOYÉS DE PREMIÈRE LIGNE

Des mesures supplémentaires ont rapidement été mises en place pour soutenir nos gens et assurer leur bien-être, en particulier pour les travailleurs à taux horaires nord-américains qui ne bénéficient pas des mêmes filets de sécurité gouvernementaux que dans d'autres régions où l'entreprise exerce ses activités. Ces mesures comprennent une prime d'appréciation d'urgence de 2,50 \$ de l'heure et un régime de soins de santé d'urgence comprenant une banque de congés de maladie, ainsi qu'une indemnité de maintien de salaire pour toute personne ayant été diagnostiquée avec la COVID-19 ou placée en quarantaine obligatoire.

## FAIRE PARTIE DE LA SOLUTION

Par-dessus tout, l'entreprise n'a jamais cessé ses opérations et s'est engagée à faire partie de la solution dans les communautés où nous travaillons et vivons. Nous avons été parmi les premiers détaillants à offrir des boissons gratuites à tous les travailleurs de la santé à l'échelle mondiale, distribuant plus de deux millions de boissons au cours des premières semaines de la pandémie. Nous nous sommes engagés à donner 25 millions de repas à Feeding America®, et à la fin de l'année fiscale, nous avions dépassé cet objectif et atteint 40 millions de repas donnés aux banques alimentaires locales. D'autres initiatives significatives ont été mises en place mondialement, notamment des coupons-cadeaux numériques « Les petits mercis » au Canada et en Europe ainsi que la livraison à domicile aux personnes âgées et fragiles en Irlande.

Tout au long de cette crise sans précédent, les membres de notre équipe sont demeurés unis, faisant preuve de compassion, d'attention et de dévouement les uns envers les autres, envers nos clients et envers l'entreprise.

*« À partir du moment où nous avons mis en place nos premières mesures de prévention en janvier, nos équipes à travers notre réseau global se sont unies pour se soutenir mutuellement. Nous avons fait face à cette crise sans précédent avec courage, détermination et une approche unifiée. Je suis extrêmement impressionné par tout ce qui a été accompli en si peu de temps pour aider à protéger et à soutenir nos gens et nos clients. »*

**Michael Sandberg**

Chef de service global, Santé, sécurité et environnement et Développement durable

---

# **Se réoutiller pour devenir une entreprise encore meilleure et plus forte**

À l'aube d'un nouvel exercice financier et d'un avenir où la menace du virus est toujours réelle et l'économie mondiale est incertaine, l'entreprise réfléchit et tire des leçons sur les conséquences durables de la pandémie et la façon dont nous pouvons positionner nos gens et notre entreprise pour qu'ils continuent à prospérer et à se développer à long terme.

Il ne fait aucun doute que l'entreprise, grâce à sa solide performance financière et à son excellent bilan, s'en est bien mieux sortie que beaucoup d'autres. Non seulement nous sommes restés opérationnels tout au long de la crise—même si l'achalandage à l'intérieur des magasins et les volumes de carburant ont été fortement affectés par le confinement à l'échelle mondiale—mais nous avons utilisé à notre avantage notre discipline financière habituelle et notre modèle décentralisé. Au début de la crise, Couche-Tard a réduit ses dépenses en immobilisations, a priorisé ses gens dans sa planification financière et est resté fidèle à ses priorités stratégiques, telles que le développement de son programme alimentaire et la croissance de ses nouveaux magasins.

## **TIRER DES LEÇONS POSITIVES DE LA PANDÉMIE**

Même en ces temps difficiles, nous avons vu une lueur d'espoir pendant la pandémie : l'industrie du commerce de l'accommmodation est devenue un élément essentiel dans ses communautés, les équipes en magasins ont fait preuve d'un courage incroyable en tant que travailleurs de première ligne, et les commentaires des clients, dans les sondages et les médias sociaux, ont été les plus positifs de l'histoire de l'entreprise. À l'avenir, nous avons l'intention de maintenir les mesures plus intensives d'assainissement et de santé mises en place dans nos magasins et nos bureaux, et nous nous attendons à ce que nos clients choisissent plus souvent la facilité et la sécurité de nos sites plutôt que les commerces à grande surface. Nous continuerons également de fournir les produits devenus populaires durant la pandémie, soit les produits d'urgence, l'alcool, le tabac, les aliments préparés, et plus encore.



## SE DIRIGER VERS UN AVENIR SANS FRICTION

Au cours de la pandémie de la COVID-19, nous n'avons jamais cessé nos activités d'innovation, choisissant plutôt d'augmenter la cadence et de nous adapter à l'évolution des comportements de nos clients. Grâce à notre modèle d'affaires agile et décentralisé, nous avons pu étendre de nombreuses plateformes de distribution et mettre en place des technologies habilitantes qui serviront les clients au-delà de la pandémie. Ces initiatives comprennent l'expansion des capacités de livraison à domicile, la livraison à la voiture en Europe et en Amérique du Nord avec précommande et paiement via l'application Circle K, et une technologie de paiement sans friction en Norvège permettant d'accepter les paiements pour le carburant au moyen de la reconnaissance des plaques d'immatriculation.

## UNE ENTREPRISE ENCORE MEILLEURE ET PLUS FORTE

Comme ce rapport l'indique, nous avons maintenu le cap sur notre stratégie quinquennale et nous sommes restés engagés à croître, à la fois de manière organique et par le biais d'acquisitions, dans notre cheminement pour devenir la destination préférée pour l'achat de marchandises et de carburant à travers le monde.

En conclusion, cette année passera à l'histoire. Nous avons utilisé nos bases solides construites durant les 40 dernières années pour nous permettre d'atteindre des performances financières et opérationnelles records, d'affronter un virus mortel avec une vision axée sur le long terme, de devenir un meilleur gardien de l'environnement et d'en sortir une entreprise encore meilleure et plus forte.

*« Les projets de livraison à la voiture et Cliquer et ramasser ont été développés de façon accélérée et nous ont démontrés que nous pouvons accomplir des choses incroyables en tant qu'entreprise. Une équipe fantastique a livré plus que ce à quoi l'on aurait pu s'attendre dans le cadre de la COVID-19. Concevoir, mettre au point, développer et commercialiser une solution en deux semaines seulement et, par la suite, l'étendre à sept autres marchés en un mois, c'est un véritable exploit. »*

**Charlotte Haue**

Gestionnaire de projet, Cliquer et ramasser et chef de service, Numérique, Europe

---

# Faits saillants

## Notes de bas de page

**TOUTES LES DONNÉES FINANCIÈRES SONT EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS À L'EXCEPTION DES MONTANTS PAR ACTION, QUI SONT EN DOLLARS AMÉRICAINS.**

1. Cette mesure est présentée à titre indicatif seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Elle représente le calcul suivant : le bénéfice avant impôts et intérêts divisé par les capitaux employés moyens de la période correspondante. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme ne portant pas intérêt. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16 et la mesure publiée précédemment était de 14,1 %. Nous croyons que cette mesure est utile aux investisseurs et aux analystes.
2. Depuis novembre 2019, ces mesures sont présentées comme si notre participation dans CAPL était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, car nous croyons qu'elle permet une présentation plus pertinente du rendement sous-jacent de la société.
3. Cette mesure est présentée à titre indicatif seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Elle représente le calcul suivant : le bénéfice net divisé par l'avoir des actionnaires moyen de la période correspondante. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16 et la mesure publiée précédemment était de 22,3 %. Nous croyons que cette mesure est utile aux investisseurs et aux analystes.
4. Cette mesure est présentée à titre indicatif seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Elle représente le calcul suivant : la dette portant intérêt plus la dépense de loyer multipliée par huit, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et loyer) ajusté pour tenir compte d'éléments spécifiques. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Aux fins de ce calcul, jusqu'en novembre 2019, la dette portant intérêt de CAPL était exclue, car il s'agissait d'une dette sans recours contre la société, comme l'indique la note de bas de page 2. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16 et la mesure publiée précédemment était de 2,29 : 1. Nous croyons que cette mesure est utile aux investisseurs et aux analystes.
5. Les flux de trésorerie disponibles ajustés sont présentés uniquement à titre informatif et excluent CrossAmerica Partners LP («CAPL»). Ils représentent le calcul suivant : le BAIIA ajusté (bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et perte de valeur) moins le CAPEX net, intérêts payés nets des intérêts reçus, impôts payés, dividendes versés; plus produits de disposition d'actifs, distributions reçues de CAPL et droits de distribution incitatifs reçus de CAPL. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes.

# RÉSULTATS FINANCIERS

## Rapport de gestion

L'objectif de ce rapport de gestion, tel que les autorités réglementaires le requièrent, est d'expliquer le point de vue de la direction sur la situation financière et les résultats d'exploitation ainsi que la performance d'Alimentation Couche-Tard inc. (« Couche-Tard ») pour l'exercice terminé le 26 avril 2020. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance relative à nos objectifs, nos attentes face à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques auxquels nous sommes exposés et les ressources financières dont nous disposons. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés audités et des notes afférentes de Couche-Tard. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Par « nous », « notre », « nos » et « la société », nous faisons collectivement référence à Couche-Tard et ses filiales.

Sauf indication contraire, toutes les données financières indiquées dans le présent rapport sont en dollars américains (« dollars US ») et sont établies selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Nous utilisons également dans ce rapport des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS. Lorsque de telles mesures sont présentées, elles sont définies et le lecteur en est avisé. Le présent rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2020. Ce dernier document ainsi que des renseignements complémentaires concernant Couche-Tard, y compris la plus récente notice annuelle, sont disponibles sur le site SEDAR à <https://www.sedar.com/> ainsi que sur notre site web à <https://corpo.couche-tard.com/>.

## Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion comprend certaines « déclarations prospectives » au sens des lois en valeurs mobilières au Canada. Toute déclaration contenue dans le présent rapport de gestion qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent rapport, les verbes « croire », « pouvoir », « devoir », « prévoir », « s'attendre à », « estimer », « présumer » ainsi que d'autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Il est important de noter que les déclarations prospectives faites dans ce rapport décrivent nos prévisions en date du 29 juin 2020 et ne donnent aucune garantie quant à la performance future de Couche-Tard ou de son secteur d'activité, et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, les résultats réels ou le rendement de Couche-Tard ou ceux de son secteur d'activité soient significativement différents des résultats ou du rendement futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Nos résultats réels peuvent différer de façon importante des projections ou attentes que nous avons formulées si des risques connus ou inconnus affectent nos activités ou si nos estimations ou nos hypothèses se révèlent inexactes. Une variation touchant une hypothèse peut également avoir des incidences sur d'autres hypothèses interrelées, ce qui peut amplifier ou diluer l'effet de cette variation. Par conséquent, nous ne pouvons garantir la réalisation des déclarations prospectives; le lecteur est donc prié de ne pas se fier indûment à ces déclarations prospectives. Les déclarations prospectives ne tiennent pas compte de l'effet que pourraient avoir sur nos activités des transactions ou des éléments spéciaux annoncés ou survenant après ces divulgations. Par exemple, elles ne tiennent pas compte de l'incidence des ventes d'actifs, des monétisations, des fusions, des acquisitions, des autres regroupements d'entreprises ou transactions, des réductions de valeur d'actifs, ni des autres frais annoncés ou survenus après les déclarations prospectives. Par ailleurs, une incertitude existe au niveau de la durée et des impacts de la pandémie actuelle de COVID-19 sur notre entreprise. Nous surveillons activement les effets de cette pandémie sur tous les aspects de nos activités et de nos zones géographiques, y compris l'impact sur nos gens, nos clients, nos fournisseurs, nos partenaires commerciaux et nos canaux de distribution.

À moins que nous y soyons tenus selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, nous nions toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

Les risques et incertitudes comprennent ceux qui sont énumérés sous la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2020, ainsi que les autres risques détaillés de temps à autre dans les rapports déposés par Couche-Tard auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

## Notre société

Nous sommes le chef de file de l'industrie canadienne du commerce de l'accommodation. Aux États-Unis, nous sommes le plus important exploitant indépendant de magasins d'accommodation en fonction du nombre de magasins exploités par la société. En Europe, nous sommes un chef de file du commerce de l'accommodation et du carburant pour le transport routier dans les pays scandinaves (Norvège, Suède et Danemark), dans les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) ainsi qu'en Irlande, en plus d'avoir une présence importante en Pologne.

Au 26 avril 2020, notre réseau comptait 9 414 magasins d'accommodation en Amérique du Nord, dont 8 221 offraient du carburant pour le transport routier. Notre réseau nord-américain est constitué de 18 unités d'affaires, dont 14 aux États-Unis,

couvrant 48 États, et 4 au Canada, qui couvrent les 10 provinces. Environ 109 000 personnes travaillent dans l'ensemble de notre réseau et nos centres de services en Amérique du Nord.

En Europe, nous exploitons un vaste réseau de vente au détail en Scandinavie, en Irlande, en Pologne, dans les pays baltes et en Russie par le biais de 10 unités d'affaires. Au 26 avril 2020, notre réseau comptait 2 710 magasins, dont la majorité offre du carburant pour le transport routier et des produits d'accompagnement alors que d'autres sont des stations de carburant automatisées sans employé, n'offrant que du carburant. Nous offrons aussi d'autres produits, y compris du carburant pour le secteur de l'aviation et de l'énergie pour les moteurs stationnaires. En incluant les employés travaillant dans les magasins franchisés portant nos bannières, environ 22 000 personnes travaillent dans notre réseau du commerce de l'accompagnement, nos terminaux et nos centres de services en Europe.

Également, en vertu des contrats de licence, près de 2 350 magasins sont exploités sous la marque Circle K dans 15 autres pays et territoires (Arabie saoudite, Cambodge, Égypte, Émirats arabes unis, Guam, Guatemala, Honduras, Hong Kong, Indonésie, Jamaïque, Macao, Mexique, Mongolie, Nouvelle-Zélande et Vietnam), ce qui porte à près de 14 500 le nombre de magasins dans notre réseau mondial.

Notre mission est de rendre la vie de nos clients un peu plus facile chaque jour. Dans cette optique, nous nous efforçons de répondre aux demandes et aux besoins des gens pressés. Nous leur offrons un service rapide et chaleureux et leur proposons des produits d'alimentation frais, des boissons chaudes et froides, des services de lave-auto et d'autres produits et services de haute qualité, notamment du carburant pour le transport routier, visant à répondre et même à surpasser leurs attentes dans un environnement propre, accueillant et efficace. Notre succès tient à notre modèle d'affaires. Nous sommes une organisation axée sur le client, financièrement disciplinée, et qui est constamment à la recherche des meilleures pratiques. Nous tirons parti de notre expérience mondiale pour parfaire notre expertise opérationnelle et nous ne cessons d'investir dans notre personnel et dans nos magasins.

## Création de valeur

Aux États-Unis, le secteur des magasins d'accompagnement est fragmenté et en phase de consolidation. Nous participons à ce processus par le biais des acquisitions que nous effectuons, des parts de marché que nous gagnons suivant la fermeture de sites concurrents et de l'amélioration de notre offre. En Europe et au Canada, le secteur des magasins d'accompagnement est souvent dominé par quelques joueurs importants, dont des sociétés pétrolières intégrées. Certaines de ces dernières sont en voie de vendre ou comptent mettre en vente leurs actifs liés au commerce de détail. Nous comptons étudier les opportunités d'investissement qui pourraient se présenter à nous par l'entremise de ce processus.

Peu importe le contexte, les acquisitions doivent se faire à des conditions raisonnables afin de permettre de créer de la valeur pour notre société et ses actionnaires. Par conséquent, nous ne préconisons pas nécessairement l'augmentation du nombre de magasins au détriment de la rentabilité. En plus des acquisitions, notons que la croissance organique a aussi joué un rôle important dans la récente augmentation de notre bénéfice net. Nous nous démarquons par les améliorations constantes que nous apportons à notre offre, dont les produits frais, nos conditions d'approvisionnement ainsi qu'à notre efficacité. Ainsi, l'ensemble de ces éléments, en plus de notre bilan solide, ont contribué à l'accroissement du bénéfice net et à la création de valeur pour nos actionnaires et autres partenaires. Nous comptons continuer dans cette direction.

## Données sur le taux de change

Nous présentons nos données en dollars US, ce qui procure une information plus pertinente compte tenu de la prédominance de nos opérations aux États-Unis.

Les tableaux suivants présentent des renseignements sur les taux de change en fonction des taux de clôture, indiqués en dollars US par unité monétaire comparative :

Moyenne pour la période <sup>(1)</sup>	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	26 avril 2020	28 avril 2019	26 avril 2020	28 avril 2019	29 avril 2018
Dollar canadien	<b>0,7275</b>	0,7510	<b>0,7494</b>	0,7595	0,7826
Couronne norvégienne	<b>0,1005</b>	0,1165	<b>0,1096</b>	0,1195	0,1241
Couronne suédoise	<b>0,1016</b>	0,1077	<b>0,1038</b>	0,1108	0,1205
Couronne danoise	<b>0,1467</b>	0,1514	<b>0,1485</b>	0,1542	0,1587
Zloty	<b>0,2485</b>	0,2627	<b>0,2568</b>	0,2675	0,2800
Euro	<b>1,0953</b>	1,1298	<b>1,1087</b>	1,1499	1,1810
Rouble	<b>0,0141</b>	0,0153	<b>0,0153</b>	0,0153	0,0172

(1) Calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée.

	Au 26 avril 2020	Au 28 avril 2019
<b>Fin de la période</b>		
Dollar canadien	0,7118	0,7412
Couronne norvégienne	0,0941	0,1152
Couronne suédoise	0,0993	0,1053
Couronne danoise	0,1448	0,1491
Zloty	0,2385	0,2596
Euro	1,0800	1,1133
Rouble	0,0134	0,0154

Puisque nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation dans nos états financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats de nos opérations canadiennes, européennes et corporatives sont convertis en dollars américains au taux moyen de la période. Sauf indication contraire, les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien et des devises européennes dont nous traitons dans le présent document sont donc liés à la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes, européennes et corporatives.

## Aperçu de l'exercice 2020

### Résultats financiers

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ») de l'exercice 2020 s'est chiffré à 2,4 milliards \$ comparativement à 1,8 milliard \$ pour l'exercice 2019. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,09 \$, comparativement à 1,62 \$ pour l'exercice précédent.

Les résultats de l'exercice 2020 ont été affectés par un gain net lié à la cession de nos intérêts dans CrossAmerica Partners LP (« CAPL ») de 61,5 millions \$ avant impôts, un gain net de 41,0 millions \$ avant impôts découlant de la cession d'une portion de nos opérations américaines de vente en gros de carburant pour le transport routier dans le cadre d'un échange d'actifs avec CAPL, un avantage fiscal de 33,6 millions \$ découlant d'un ajustement sur des actifs d'impôts différés, un gain de change net de 33,5 millions \$ avant impôts, des frais d'acquisition de 6,7 millions \$ avant impôts, des frais de restructuration de 4,5 millions \$ avant impôts et par une dépense d'impôts de 2,7 millions \$ suite à certaines transactions d'échange d'actifs avec CAPL.

Les résultats de l'exercice 2019 ont été affectés par la perte de valeur relative au goodwill de CAPL de 55,0 millions \$ avant impôts, des frais de restructuration de 10,5 millions \$ avant impôts, un paiement compensatoire à CAPL pour la cession d'actifs de 6,3 millions \$, ce qui a eu un impact négatif de 5,0 millions \$ sur le bénéfice avant impôts attribuable aux actionnaires de la société, un avantage fiscal net de 6,2 millions \$ découlant de la baisse du taux d'imposition statutaire en Suède, un gain de change net de 5,3 millions \$ avant impôts, un gain lié à la cession des activités de la vente de carburant pour le secteur maritime de 3,2 millions \$ avant impôts, ainsi que des frais d'acquisition de 2,2 millions \$ avant impôts.

En excluant ces éléments, le bénéfice net ajusté aurait été d'environ 2,2 milliards \$<sup>1</sup> (1,97 \$<sup>1</sup> par action sur une base diluée) pour l'exercice 2020, comparativement à 1,8 milliard \$<sup>1</sup> (1,63 \$<sup>1</sup> par action sur une base diluée) pour l'exercice 2019, une augmentation de 374,0 millions \$, ou 20,3 %. Cette hausse est attribuable à des marges sur le carburant pour le transport routier plus élevées aux États-Unis et en Europe ainsi qu'à la forte croissance organique des opérations dans nos activités d'accès, en partie contrebalancées par l'impact négatif de la COVID-19 sur l'achalandage dans notre réseau.

### Changements à notre réseau

#### Vente de nos intérêts dans CAPL

Le 19 novembre 2019, nous avons annoncé la clôture de la vente de nos intérêts dans CAPL, représentant 100 % des titres de participation de l'unique membre du commandité, 100 % des droits de distribution incitatifs et 21,7 % des parts ordinaires en circulation de CAPL à des entités d'investissements contrôlées par Joe Topper, fondateur de CAPL et membre actuel du conseil d'administration du commandité, pour un montant de 190,0 millions \$. Nous avons reconnu un gain net sur cession de 61,5 millions \$ en lien avec cette transaction. La décision de céder nos intérêts dans CAPL a été basée sur les résultats d'une revue stratégique. Cette transaction a également entraîné un avantage fiscal de 29,0 millions \$ suite au renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés, en lien avec des pertes en capital que nous n'avions pas prévus utiliser avant leur date d'expiration.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ») et bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ajusté ») » de ce rapport de gestion pour plus d'informations relativement à cette mesure de performance non reconnue par les IFRS. Ces mesures de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 ont été ajustées en fonction de l'incidence estimative d'IFRS 16. Le bénéfice net ajusté précédemment publié était d'environ 1,9 milliard \$ et le bénéfice net ajusté par action sur une base diluée était de 1,66 \$.

## *Ententes visant l'échange d'actifs avec CAPL*

### *Entente d'échange d'actifs de novembre 2019*

Le 26 mars 2020, nous avons annoncé la clôture de l'entente visant l'échange d'actifs avec CAPL (« entente d'échange d'actifs de novembre 2019 ») selon laquelle nous avons transféré une portion de nos opérations américaines de vente en gros de carburant pour le transport routier, qui consistait en des contrats d'approvisionnement de carburant pour le transport routier couvrant 333 sites, 33 propriétés détenues et louées, qui étaient également sujettes à des contrats d'approvisionnement de carburant, pour un total de 366 contrats d'approvisionnement, ainsi qu'une contrepartie en espèces d'environ 14,0 millions \$, recevant en retour la participation de 17,5 % détenue par CAPL dans la société en commandite CST Fuel Supply LP. Nous avons reconnu un gain net sur cession de 41,0 millions \$ en relation avec cette transaction. Suivant cette entente d'échange d'actifs, nous détenons 100 % des intérêts dans CST Fuel Supply LP. Par conséquent, un montant de 105,2 millions \$, net d'impôts, a été reconnu aux bénéfices non répartis correspondant à la différence entre la participation ne donnant pas le contrôle dans CST Fuel Supply LP comptabilisée dans nos états financiers consolidés et la juste valeur de la contrepartie afin d'acquérir les 17,5 % de participations restantes dans CST Fuel Supply LP. Cette transaction a également entraîné un avantage fiscal de 4,6 millions \$ suite au renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés, en lien avec des pertes en capital que nous n'avions pas prévu utiliser avant leur date d'expiration.

### *Entente d'échange d'actifs de décembre 2018*

Le 17 décembre 2018, nous avons conclu une entente d'échange d'actifs avec CAPL qui visait à échanger 192 magasins Circle K aux États-Unis contre les biens immobiliers détenus par CAPL pour 56 magasins corporatifs aux États-Unis qui sont loués et exploités par Couche-Tard aux termes d'un bail principal que CAPL a antérieurement acheté conjointement avec, ou de, CST Brands Inc. (« CST »), et 17 magasins corporatifs qui étaient détenus et exploités par CAPL et établis dans le nord du Midwest des États-Unis (« entente d'échange d'actifs de décembre 2018 »). La valeur totale de cette entente s'élèvera à environ 185,0 millions \$.

Au cours de l'exercice 2020, nous avons complété les quatre premières transactions de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL. Dans ces transactions, 139 magasins Circle K aux États-Unis, pour une valeur totale approximative de 132,0 millions \$, ont été échangés contre 17 magasins corporatifs détenus et exploités par CAPL ainsi que les biens immobiliers de 39 propriétés détenues par CAPL pour une valeur équivalente.

Les deux premières transactions de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018, qui ont été complétées alors que CAPL était entièrement consolidée dans nos états financiers consolidés, ont entraîné un reclassement de 7,7 millions \$ entre les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société et les capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle. À la suite de ces transactions d'échange, nous avons effectué une réévaluation de nos actifs et passifs d'impôts différés, ce qui a généré une dépense nette d'impôt sur les bénéfices de 4,4 millions \$, dont 2,7 millions \$ sont attribuables aux actionnaires de la société. Les troisième et quatrième transactions de cette même entente, survenues après la cession de nos intérêts dans CAPL, ont entraîné un gain sur cession net de 1,9 million \$.

Le 5 mai 2020, subséquemment à la fin de l'exercice 2020, nous avons complété la cinquième transaction de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL. Dans le cadre de cette cinquième transaction, nous avons transféré 29 magasins Circle K aux États-Unis d'une valeur approximative de 32,0 millions \$. En échange, CAPL a transféré les biens immobiliers de 13 propriétés d'une valeur équivalente. Il est attendu que les actifs restants de cette entente seront échangés au cours du deuxième semestre de l'année civile 2020.

### *Acquisition multisites<sup>1</sup>*

Le 13 janvier 2020, nous avons acquis 17 magasins auprès d'un exploitant de franchises. Ces magasins sont exploités sous la bannière Holiday dans le Dakota du Sud et au Minnesota, aux États-Unis.

### *Acquisitions de sites individuels*

Au cours de l'exercice 2020, nous avons fait l'acquisition de 13 magasins corporatifs par l'entremise de transactions distinctes.

### *Construction de magasins*

Au cours de l'exercice 2020, nous avons complété la construction de 56 magasins et la relocalisation ou la reconstruction de 29 magasins. Au 26 avril 2020, 30 autres magasins étaient en construction et devraient ouvrir dans les prochains trimestres.

---

<sup>1</sup> Le terme « acquisition multisites » désigne l'achat de sept magasins ou plus.

## Sommaire du mouvement de nos magasins pour le quatrième trimestre et l'exercice 2020

Les tableaux suivants présentent certaines informations concernant le mouvement des magasins de notre réseau au cours des périodes de 12 semaines et de 52 semaines terminées le 26 avril 2020<sup>(1)</sup>:

Types de magasins	Période de 12 semaines terminée le 26 avril 2020				Total
	Corporatifs <sup>(2)</sup>	CODO <sup>(3)</sup>	DODO <sup>(4)</sup>	Franchisés et autres affiliés <sup>(5)</sup>	
Nombre de magasins au début de la période	9 732	449	1 025	1 290	12 496
Acquisitions	3	—	—	—	3
Ouvertures / constructions / ajouts	10	1	18	27	56
Fermetures / dispositions / retraits	(33)	(26)	(345)	(27)	(431)
Conversion de magasins	(21)	29	(9)	1	—
<b>Nombre de magasins à la fin de la période</b>	<b>9 691</b>	<b>453</b>	<b>689</b>	<b>1 291</b>	<b>12 124</b>
Magasins Circle K exploités sous licence					2 347
<b>Nombre total de magasins dans le réseau</b>					<b>14 471</b>
Nombre de stations de carburant automatisées incluses à la fin de la période <sup>(6)</sup>	982	—	10	—	992

Types de magasins	Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020				Total
	Corporatifs <sup>(2)</sup>	CODO <sup>(3)</sup>	DODO <sup>(4)</sup>	Franchisés et autres affiliés <sup>(5)</sup>	
Nombre de magasins au début de la période	9 794	514	1 052	1 215	12 575
Acquisitions	30	—	—	—	30
Ouvertures / constructions / ajouts	72	3	37	163	275
Fermetures / dispositions / retraits	(128)	(151)	(389)	(88)	(756)
Conversion de magasins	(77)	87	(11)	1	—
<b>Nombre de magasins à la fin de la période</b>	<b>9 691</b>	<b>453</b>	<b>689</b>	<b>1 291</b>	<b>12 124</b>
Magasins Circle K exploités sous licence					2 347
<b>Nombre total de magasins dans le réseau</b>					<b>14 471</b>

- (1) Ces chiffres incluent 50 % des magasins opérés par l'entremise de RDK, une coentreprise.
- (2) Sites pour lesquels l'immobilier est contrôlé par Couche-Tard (à titre de propriétaire ou aux termes d'un contrat de location) et pour lesquels les magasins (et/ou les stations-service) sont gérés par Couche-Tard ou l'un de ses agents à commission.
- (3) Sites pour lesquels l'immobilier est contrôlé par Couche-Tard (à titre de propriétaire ou aux termes d'un contrat de location) et pour lesquels les magasins (et/ou les stations-service) sont opérés par des exploitants indépendants en échange d'un loyer et auxquels Couche-Tard peut fournir du carburant pour le transport routier en vertu de contrats d'approvisionnement. Certains de ces sites font l'objet d'un contrat de franchisage, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos marques principales ou secondaires.
- (4) Sites contrôlés et exploités par des opérateurs indépendants auxquels Couche-Tard fournit du carburant pour le transport routier en vertu de contrats d'approvisionnement. Certains de ces sites font l'objet d'un contrat de franchisage, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos marques principales ou secondaires.
- (5) Magasins opérés par des exploitants indépendants en vertu d'un contrat de franchisage, de licence ou similaire sous une de nos bannières principales ou secondaires.
- (6) Ces magasins ne vendent que du carburant pour le transport routier.

## Pandémie de COVID-19

En raison des mesures de restrictions sociales mises en place dans les différentes zones géographiques dans lesquelles nous exerçons nos activités, la pandémie de COVID-19 a eu un impact important sur nos résultats financiers, principalement en raison de la baisse de l'achalandage dans l'ensemble de notre réseau. Ces mesures ont eu comme effet de réduire le nombre de visites dans nos magasins à partir de la mi-mars en Europe et légèrement plus tard en Amérique du Nord. L'impact de cette diminution a été partiellement contrebalancé par l'augmentation du panier moyen des consommateurs. Durant la pandémie, la demande a été modifiée du point de vue des différentes catégories de marchandises, ce qui a eu un impact négatif sur les marges en raison d'un mix de produits différent. En ce qui a trait au carburant, les volumes ont diminué rapidement au cours des premières semaines conséquemment aux mesures de restrictions sociales dans les différentes régions, alors que les marges brutes sont demeurées satisfaisantes. De plus, diverses mesures ont été mises en place afin de prioriser la santé et la sécurité de nos employés et de nos clients, entraînant une augmentation des coûts d'exploitation. Ces coûts supplémentaires ont été partiellement contrebalancés par différentes initiatives visant à réduire nos dépenses contrôlables à travers notre réseau.

## Marque globale Circle K

Le 22 septembre 2015, nous avons annoncé la création de la nouvelle marque globale Circle K. Cette dernière remplace nos marques de commerce existantes Circle K, Statoil, Mac's, Kangaroo Express, Corner Store, On the Run et Topaz des magasins et stations-service au Canada (à l'exception du Québec), aux États-Unis, ainsi qu'en Europe. En Europe, le déploiement de notre marque Circle K s'est terminé au cours du premier trimestre de l'exercice 2020, alors qu'en Amérique du Nord, il progresse bien.

Au 26 avril 2020, nous affichons fièrement notre nouvelle marque globale dans plus de 6 300 magasins en Amérique du Nord, incluant 995 magasins acquis de CST. Ceci représente plus de 86,0 % de l'ensemble de notre projet nord-américain.

## Fractionnement des actions à droit de vote multiple de catégorie A et des actions à droit de vote subalterne de catégorie B

Le 4 septembre 2019, le conseil d'administration a approuvé le fractionnement, à raison de deux pour une, de toutes les actions à droit de vote multiple de catégorie A et de toutes les actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la société émises et en circulation au 20 septembre 2019. Ce fractionnement d'actions a été approuvé par les autorités réglementaires et a eu lieu le 27 septembre 2019. Toutes les données sur les actions et par action présentées dans le présent rapport de gestion ont été ajustées de façon rétroactive pour tenir compte de ce fractionnement d'actions.

## Régime de rachat d'actions

Au cours de l'exercice 2020, dans le cadre de notre régime de rachat d'actions lancé le 8 avril 2019, nous avons racheté 16 354 384 actions à droit de vote subalterne de catégorie B. Ces rachats ont été réglés en contrepartie d'un montant net de 470,8 millions \$. Le dernier rachat a été effectué le 26 mars 2020. Le régime de rachat d'actions a pris fin le 9 avril 2020 et n'a pas été renouvelé.

## Remboursement de billets de premier rang non garantis

Le 13 décembre 2019, nous avons remboursé intégralement, à échéance, nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 600,0 millions \$ émis le 14 décembre 2017. À la même date, les swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable associés sont venus à échéance.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2019, nous avons remboursé intégralement, à échéance, nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, de 450,0 millions \$ CA (341,4 millions \$) émis le 1<sup>er</sup> novembre 2012. À la même date, nous avons réglé, à échéance, les swaps de taux d'intérêt multidevises suivants :

Reçoit – Notionnel (en millions)	Reçoit – Taux	Paie – Notionnel (en millions)	Paie – Taux
450,0 \$ CA (341,4 \$ US)	3,319 %	451,4 \$ US	Entre 2,733 % et 2,740 %

Le 28 mai 2019, nous avons remboursé, sans pénalité, 150,0 millions \$ de nos billets de premier rang non garantis de 300,0 millions \$, libellés en dollars américains, émis le 14 décembre 2017 et venant à échéance le 13 décembre 2019. Le 13 août 2019, nous avons remboursé, sans pénalité, la tranche restante de 150,0 millions \$ de nos billets de premier rang non garantis de 300,0 millions \$, libellés en dollars américains.

## Émission de billets de premier rang non garantis

Le 22 janvier 2020, nous avons émis des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 1,5 milliard \$, et se composant comme suit :

Montant nominal (en millions)	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif au 26 avril 2020	Dates de paiement des intérêts
750,0 \$	25 janvier 2030	2,950 %	3,033 %	25 juillet et 25 janvier
750,0 \$	25 janvier 2050	3,800 %	3,880 %	25 juillet et 25 janvier

Une partie du produit net de ces émissions, qui a totalisé 1 484,1 millions \$, a été utilisée pour rembourser notre crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti.

## Accord de fixation de taux d'intérêts

Au cours de l'exercice 2020, nous avons conclu des accords de fixation de taux d'intérêt aux modalités suivantes :

Montant notionnel (en millions)	Terme des accords de fixation de taux d'intérêt	Taux	Dates d'échéance
500,0 \$	10 ans	De 1,566 % à 1,626 %	9 mars 2020

Ces instruments nous ont permis de couvrir la variabilité de nos intérêts payables à l'égard de l'émission anticipée de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américain et découlant de la variation des taux des bons du Trésor américain. Ces instruments étaient désignés comme des éléments de couverture des flux de trésorerie liés à notre risque de taux d'intérêt. Par conséquent, au cours de l'exercice 2020, un gain de 7,5 millions \$ a été comptabilisé au Cumul des autres éléments du résultat global afin de tenir compte de la variation de la juste valeur des accords de fixation de taux d'intérêt. Le 22 janvier 2020, avant leur échéance, nous avons réglé l'ensemble de nos accords de fixation de taux d'intérêt. Le montant cumulatif total des gains de 7,5 millions \$ est amorti sur la durée des billets correspondants de premier rang non garantis libellés en dollars américains émis le 22 janvier 2020 et venant à échéance le 25 janvier 2030 comme un ajustement des dépenses d'intérêts connexes.

## Restructuration

Au cours de l'exercice 2020, dans le cadre de notre programme de réduction de coûts et de la recherche de synergies visant à améliorer notre efficacité, nous avons décidé de procéder à la restructuration de certaines de nos opérations. À ce titre, des frais de restructuration d'un montant de 4,5 millions \$ ont été comptabilisés aux résultats au cours de l'exercice 2020.

## Investissement dans Fire & Flower

Le 7 août 2019, nous avons investi un montant de 26,0 millions \$ CA (19,5 millions \$) dans Fire & Flower Holdings Corp. (« Fire & Flower »), un détaillant de cannabis indépendant de premier plan inscrit à la bourse de Toronto et ayant son siège social en Alberta (Canada). Cet investissement est sous forme de débentures convertibles non garanties. Au 26 avril 2020, ces débentures résulteraient, suite à leur conversion et sur une base entièrement diluée, en une participation de 11,3 % dans Fire & Flower. Nous nous sommes également vus émettre des bons de souscription d'actions ordinaires qui, s'ils étaient exercés conformément à leurs modalités, augmenteraient subséquemment notre participation dans Fire & Flower jusqu'à concurrence de 51,6 % au 26 avril 2020 sur une base entièrement diluée. Au 26 avril 2020, les débentures convertibles non garanties n'ont pas été converties et aucun bon de souscriptions d'actions ordinaires n'a été exercé.

## Dividendes

Lors de sa réunion du 29 juin 2020, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 7,0 ¢ CA par action pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020 aux actionnaires inscrits le 9 juillet 2020 et a approuvé son paiement pour le 23 juillet 2020. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*.

Pour l'exercice 2020, le conseil d'administration a déclaré des dividendes totalisant 26,5 ¢ CA par action, une augmentation de 17,8 % par rapport à l'exercice 2019.

## Actions et options d'achat d'actions en circulation

Au 26 juin 2020, 253 803 700 actions à droit de vote multiple de catégorie A et 858 952 631 actions à droit de vote subalterne de catégorie B de Couche-Tard étaient émises et en circulation. De plus, à pareille date, il y avait 3 254 697 options d'achat d'actions à droit de vote subalterne de catégorie B de Couche-Tard en circulation.

## Nouvelle norme comptable adoptée par la société

Au 29 avril 2019, nous avons adopté IFRS 16, *Contrats de location*, qui exige que les preneurs comptabilisent et inscrivent au bilan une obligation locative correspondant aux paiements de loyers futurs et un actif au titre du droit d'utilisation relativement à la quasi-totalité des contrats de location, sauf en ce qui concerne les contrats de location qui répondent à des critères d'exception limités. Comme le permettent les dispositions transitoires propres à la norme, nous avons choisi de ne pas retraiter les chiffres correspondants pour l'exercice 2019. Le tableau ci-dessous présente l'incidence estimative pro forma des changements de conventions comptables sur nos résultats publiés précédemment :

(en millions de dollars américains)	Période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019						Total des incidences estimative pro forma d'IFRS 16 - attribuables aux actionnaires
	Tel que publié - avant l'adoption d'IFRS 16	Excluant : loyers selon IAS 17	Incluant : amortissement et intérêts <sup>(1)</sup>	Autres	Total des incidences estimatives pro forma d'IFRS 16	Pro forma IFRS 16	
Chiffre d'affaires	<b>59 117,6</b>	—	—	40,0	40,0	<b>59 157,6</b>	20,0
Coût des ventes	<b>49 922,7</b>	—	—	—	—	<b>49 922,7</b>	—
<b>Marge brute</b>	<b>9 194,9</b>	—	—	40,0	40,0	<b>9 234,9</b>	20,0
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	<b>5 646,1</b>	(390,0)	—	28,0	(362,0)	<b>5 284,1</b>	(361,0)
Frais de restructuration	<b>10,5</b>	—	—	—	—	<b>10,5</b>	—
Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs	<b>(21,3)</b>	—	—	—	—	<b>(21,3)</b>	—
Amortissement et perte de valeur	<b>1 070,7</b>	(18,0)	388,0	—	370,0	<b>1 440,7</b>	356,0
<b>Frais d'exploitation totaux</b>	<b>6 706,0</b>	(408,0)	388,0	28,0	8,0	<b>6 714,0</b>	(5,0)
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>2 488,9</b>	408,0	(388,0)	12,0	32,0	<b>2 520,9</b>	25,0
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées	<b>23,4</b>	—	—	—	—	<b>23,4</b>	—
<b>BAlIA</b>	<b>3 583,0</b>	390,0	—	12,0	402,0	<b>3 985,0</b>	381,0
Frais financiers	<b>338,7</b>	(20,0)	90,0	—	70,0	<b>408,7</b>	62,0
Revenus financiers	<b>(13,3)</b>	—	—	—	—	<b>(13,3)</b>	—
Gain de change	<b>(5,3)</b>	—	—	—	—	<b>(5,3)</b>	—
<b>Frais financiers nets</b>	<b>320,1</b>	(20,0)	90,0	—	70,0	<b>390,1</b>	62,0
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	<b>2 192,2</b>	428,0	(478,0)	12,0	(38,0)	<b>2 154,2</b>	(37,0)
Impôts sur les bénéfices	<b>370,9</b>	108,0	(120,0)	3,0	(9,0)	<b>361,9</b>	(9,0)
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	<b>1 821,3</b>	320,0	(358,0)	9,0	(29,0)	<b>1 792,3</b>	(28,0)
Perte nette attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	<b>12,6</b>	(3,0)	20,0	(16,0)	1,0	<b>13,6</b>	—
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société</b>	<b>1 833,9</b>	317,0	(338,0)	(7,0)	(28,0)	<b>1 805,9</b>	(28,0)

(1) L'amortissement et les dépenses d'intérêts sont fondés sur notre évaluation de l'incidence sur l'exercice 2020.

Pour faciliter la compréhension de notre performance financière, nous avons ajusté certaines mesures de la performance publiées précédemment. Tous les ajustements liés à IFRS 16 sont clairement indiqués et sont basés sur les calculs présentés dans les tableaux ci-dessus.

## Catégories des états des résultats

*Ventes provenant des marchandises et des services.* Les ventes de marchandises en magasin comprennent principalement la vente de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, de bières, de vin, de boissons, d'articles d'épicerie, de friandises et de grignotines et de produits frais, y compris les produits de la restauration rapide. Ces ventes sont comptabilisées au moment de la transaction, puisque le contrôle des biens et services est considéré comme étant transféré lorsque le client effectue le paiement et prend possession de l'article vendu. Les ventes de marchandises comprennent aussi les ventes en gros de marchandises à certains exploitants indépendants et franchisés faites à partir de nos centres de distribution et installations de préparation alimentaire, lesquelles sont généralement constatées à la prise de possession des produits et lorsque le transfert des risques associés est effectué. Les revenus provenant des services comprennent des revenus tirés des lave-autos, des commissions sur la vente de billets de loterie et sur l'émission de mandats-poste, les frais attribuables aux guichets automatiques, les ventes de cartes d'appels et de cartes cadeaux, les frais d'encaissement de chèques, ainsi que les ventes de timbres-poste et la vente de billets d'autobus.

Les revenus provenant des services comprennent aussi les redevances provenant des franchises et des licences ainsi que les commissions des agents, et les royalties provenant des franchises et des détenteurs de licences. Par l'entremise d'un magasin sous licence en Ontario, au Canada, nous générerons aussi des revenus dérivés de la vente sous-jacente de produits du cannabis.

*Ventes provenant du carburant pour le transport routier.* Nous présentons dans notre chiffre d'affaires le montant total en dollars des ventes provenant du carburant pour le transport routier, y compris les taxes incluses lorsque celles-ci sont incluses dans le prix d'achat, si nous prenons possession du stock de carburant pour le transport routier. Aux États-Unis et en Europe, dans certains cas, nous achetons le carburant pour le transport routier et le revendons au coût plus une majoration à certains exploitants indépendants. Nous comptabilisons la valeur intégrale de ces ventes (coût plus majoration) à titre de ventes de carburant pour le transport routier. Lorsque nous agissons à titre de commissionnaire-vendeur pour un distributeur de pétrole, seule la commission que nous gagnons est comptabilisée comme une vente.

*Autres revenus.* Les autres revenus comprennent les ventes de carburant pour le secteur de l'aviation, d'énergie pour les moteurs stationnaires et de carburant pour le secteur maritime (jusqu'au 30 novembre 2018). Les autres revenus comprennent également les redevances de loyers tirés des contrats de location simple pour certains terrains et bâtisses dont nous sommes propriétaires.

*Marge brute.* La marge brute se compose principalement des ventes moins les coûts des produits vendus. Le principal élément inclus dans le coût des produits vendus est le coût spécifique des marchandises et du carburant vendus, incluant les frais de transport, déduction faite des rabais fournisseurs. Pour les marchandises en magasin, le coût des stocks se calcule généralement selon la méthode de l'inventaire au prix de détail (prix de détail moins une marge normale) et, pour le carburant pour le transport routier, il est généralement déterminé à l'aide de la méthode du coût moyen. La marge brute provenant du carburant pour les magasins où nous touchons une commission correspond à la commission découlant de la vente.

*Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux.* Les principaux éléments constituant les frais d'exploitation, de vente et d'administration et les frais généraux sont la main-d'œuvre, les frais d'occupation, les frais liés aux modes de paiements électroniques, les réparations, l'entretien et les frais généraux.

Les indicateurs de performance clés employés par la direction, qui figurent sous la rubrique « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2020 – Autres données d'exploitation », sont la marge brute sur les marchandises et services, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable, la marge brute sur le carburant pour le transport routier, la croissance du volume de carburant par magasin comparable, le rendement des capitaux propres et le rendement des capitaux investis.

## Analyse sommaire des résultats consolidés pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour les périodes de 12 semaines terminées le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019. CAPL désigne CrossAmerica Partners LP.

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	Période de 12 semaines terminées		Variation %
	le 26 avril 2020	le 28 avril 2019	
Chiffre d'affaires	9 687,2	13 113,3	(26,1)
Bénéfice d'exploitation	769,6	410,2	87,6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	576,3	293,1	96,6

### Autres données d'exploitation – excluant CAPL :

Marge brute sur les marchandises et services<sup>(1)</sup> :

Consolidée	33,5 %	34,6 %	(1,1)
États-Unis	33,0 %	33,9 %	(0,9)
Europe	40,6 %	41,8 %	(1,2)
Canada	31,8 %	33,0 %	(1,2)
Croissance (diminution) des ventes de marchandises par magasin comparable			
États-Unis <sup>(2)</sup>	(0,5 %)	3,4 %	
Europe	(6,5 %)	4,7 %	
Canada <sup>(3)</sup>	4,7 %	4,2 %	
Marge brute sur le carburant pour le transport routier :			
États-Unis (cents par gallon) <sup>(3)</sup>	46,88	18,51	153,3
Europe (cents par litre)	8,67	8,28	4,7
Canada (cents CA par litre) <sup>(3)</sup>	8,40	8,13	3,3
Croissance (diminution) du volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable :			
États-Unis <sup>(3)</sup>	(18,3 %)	0,3 %	
Europe <sup>(3)</sup>	(13,4 %)	(1,8 %)	
Canada <sup>(3)</sup>	(23,5 %)	(0,4 %)	

(1) Comprend les revenus tirés des redevances de franchisage, des royaumes et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés ainsi que de la vente en gros de marchandises.

(2) Ne comprend pas les services et autres revenus (décrits à la note 1 ci-dessus). La croissance au Canada et en Europe est calculée en devises locales.

(3) Pour les magasins corporatifs seulement.

## Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires a atteint 9,7 milliards \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020, en baisse de 3,4 milliards \$, soit une diminution de 26,1 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2019, en raison principalement de l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant, d'un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier moins élevé, de la cession de nos intérêts dans CAPL, qui a eu un impact d'approximativement 387,0 millions \$, ainsi que de l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus de nos opérations canadiennes et européennes, qui a eu un impact d'approximativement 197,0 millions \$.

### Revenus tirés des marchandises et services

Le total des revenus tirés des marchandises et services s'est élevé à 3,2 milliards \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2020, soit une diminution de 85,2 millions \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2019. En excluant le chiffre d'affaires de CAPL et l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les revenus tirés des marchandises et services ont diminué d'environ 33,0 millions \$, ou 1,0 %. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de l'achalandage dans l'ensemble de notre réseau, en partie contrebalancée par l'augmentation du panier moyen des consommateurs. Les ventes de marchandises par magasin comparable ont diminué de 0,5 % aux États-Unis et de 6,5 % en Europe, alors qu'elles ont augmenté de 4,7 % au Canada en raison de changements dans l'environnement concurrentiel.

## Ventes de carburant pour le transport routier

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020, le total des ventes de carburant pour le transport routier s'est élevé à 6,3 milliards \$, soit une diminution de 3,3 milliards \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2019. En excluant le chiffre d'affaires de CAPL et l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les ventes de carburant pour le transport routier ont diminué d'environ 2,7 milliards \$, ou 29,7 %. Cette diminution est principalement due à l'impact de la baisse significative de la demande en raison de la COVID-19, ainsi qu'à un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier moins élevé, ce qui a eu un impact négatif net d'approximativement 1,0 milliard \$. Le volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable a diminué de 18,3 % aux États-Unis, de 13,4 % en Europe et de 23,5 % au Canada.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs dans nos différents marchés pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 28 avril 2019 :

Trimestre	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moyenne pondérée
<b>Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020</b>					
États-Unis (dollars US par gallon) – excluant CAPL	2,66	2,55	2,51	2,21	2,50
Europe (cents US par litre)	77,35	70,86	73,92	60,95	71,20
Canada (cents CA par litre)	111,16	105,14	103,47	88,78	103,21
<b>Période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019</b>					
États-Unis (dollars US par gallon) – excluant CAPL	2,76	2,72	2,42	2,51	2,60
Europe (cents US par litre)	75,07	80,56	75,28	74,59	76,32
Canada (cents CA par litre)	117,95	115,22	97,59	103,45	107,82

## Autres revenus

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020, le total des autres revenus s'est élevé à 129,1 millions \$, soit une diminution de 88,8 millions \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2019. En excluant les revenus de CAPL et l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les autres revenus ont diminué de 69,6 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020. Cette diminution est essentiellement attribuable à la baisse de la demande et des prix de vente de nos produits de carburant pour le secteur de l'aviation.

## **Marge brute**

Notre marge brute a atteint 2,3 milliards \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2020, en hausse de 312,2 millions \$, ou 15,8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2019, en raison essentiellement d'une augmentation de la marge sur le carburant aux États-Unis et en Europe, en partie contrebalancée par l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant pour le transport routier, de la cession de nos intérêts dans CAPL, qui a eu un impact approximatif de 38,0 millions \$, et de l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes qui a eu un impact d'approximativement 29,0 millions \$.

### Marge brute sur les marchandises et services

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020, notre marge brute sur les marchandises et services a été de 1,1 milliard \$, soit une diminution de 60,5 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2019. En excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute sur les marchandises et services a diminué d'environ 45,0 millions \$, ou 3,9 %, en raison essentiellement de la baisse de l'achalandage dans l'ensemble de notre réseau causée par la COVID-19. Notre marge brute a diminué de 0,9 % aux États-Unis à 33,0 %, de 1,2 % en Europe pour s'établir à 40,6 %, et de 1,2 % au Canada pour s'établir à 31,8 %. Ces performances reflètent les changements dans notre mix de produits vers des catégories à marges plus faibles.

### Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 1,2 milliard \$, soit une augmentation de 392,3 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2019. En excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute sur le carburant pour le transport routier pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020 a augmenté d'environ 431,0 millions \$, ou 56,8 %. Notre marge brute sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis a été élevée et s'est établie à 46,88 ¢ par gallon, soit une hausse de 28,37 ¢ par gallon, en raison de la baisse rapide et abrupte du prix du pétrole brut, ainsi qu'en raison de changements dans l'environnement concurrentiel. En Europe, la

marge brute sur le carburant pour le transport routier s'est établie à 8,67 ¢ US par litre, soit une hausse de 0,39 ¢ US par litre, tandis qu'au Canada, elle s'est établie à 8,40 ¢ CA par litre, soit une hausse de 0,27 ¢ CA par litre.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant pour le transport routier provenant de nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 28 avril 2019 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	26,86	28,29	27,04	46,88	31,19
Frais liés aux modes de paiement électronique	4,70	4,63	4,54	4,97	4,70
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	22,16	23,66	22,50	41,91	26,49
Période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	22,70	21,88	29,42	18,51	23,60
Frais liés aux modes de paiement électronique	4,67	4,55	4,31	4,40	4,50
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	18,03	17,33	25,11	14,11	19,10

(1) Veuillez noter que ces informations ont été redressées pour refléter les frais liés aux modes de paiements électroniques par rapport aux gallons de carburant pour le transport routier provenant des magasins corporatifs plutôt que par rapport au nombre total de gallons de carburant pour le transport routier.

Généralement, durant les cycles économiques normaux, les marges sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, mais elles ont historiquement affiché une tendance à la hausse sur de plus longues périodes. En Europe et au Canada, la volatilité des marges et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi importantes.

#### Marge brute sur les autres revenus

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020, notre marge brute sur les autres revenus a été de 33,2 millions \$, soit une diminution de 19,6 millions \$, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2019. En excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, notre marge brute sur les autres revenus a diminué d'environ 6,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020. Cette baisse est principalement attribuable à une demande plus faible des produits de carburant pour l'aviation.

#### **Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« coûts d'exploitation »)**

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020, les coûts d'exploitation ont diminué de 8,0 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2019. En excluant la diminution de la dépense de loyer à la suite de la transition à IFRS 16 ainsi que certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, les coûts d'exploitation ont augmenté de 2,3 %.

	Période de 12 semaines terminée le 26 avril 2020
<b>Variation totale, telle que publiée</b>	<b>(8,0 %)</b>
Ajustements :	
Diminution de la dépense de loyer à la suite de la transition à IFRS 16	6,3 %
Diminution générée par l'effet net de la conversion de devises	1,7 %
Diminution des coûts d'exploitation de CAPL	1,6 %
Diminution générée par des frais liés aux modes de paiement électronique moins élevés, excluant les acquisitions	1,1 %
Augmentation provenant des coûts d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(0,2 %)
Frais d'acquisition constatés dans les résultats de l'exercice 2020	(0,2 %)
<b>Variation restante</b>	<b>2,3 %</b>

La croissance des dépenses découle, entre autres, des dépenses liées à la COVID-19, de l'inflation normale, des coûts de main-d'œuvre plus élevés en raison de la hausse du salaire minimum dans certaines régions et des investissements supplémentaires dans nos magasins pour soutenir nos initiatives stratégiques. Les dépenses liées à la COVID-19 incluent, sans s'y limiter, une prime salariale d'urgence de 2,50 \$ l'heure pour tous les employés rémunérés à taux horaire dans les magasins et les centres de distribution en Amérique du Nord, l'installation de séparateurs en plexiglas et d'autres outils de distanciation sociale dans nos magasins, les frais liés à la désinfection et au nettoyage, ainsi que les masques et gants pour

nos employés. Nous continuons de favoriser un contrôle strict des coûts dans l'ensemble de notre organisation, tout en maintenant la qualité du service que nous offrons à nos clients.

## Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement et perte de valeur (BAIIA) et BAIIA ajusté

Au quatrième trimestre de l'exercice 2020, le BAIIA est passé de 655,3 millions \$ à 1,1 milliard \$, soit une augmentation de 65,5 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. En excluant les éléments spécifiques présentés dans le tableau ci-dessous, le BAIIA ajusté du quatrième trimestre de l'exercice 2020 a augmenté de 314,0 millions \$, ou 42,9 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des marges sur le carburant plus élevées aux États-Unis et en Europe, en partie contrebalancées par l'impact négatif de la COVID-19 sur notre achalandage, de la cession de nos intérêts dans CAPL, ainsi que de l'incidence négative nette de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes. La fluctuation des taux de change a eu un impact négatif net d'environ 6,0 millions \$.

Il est à noter que le BAIIA et le BAIIA ajusté ne constituent pas des mesures de la performance reconnues selon les IFRS, mais nous, ainsi que les investisseurs et les analystes, considérons que ces mesures de la performance facilitent l'évaluation de nos activités courantes et de notre capacité à générer des flux de trésorerie afin de financer nos besoins en liquidités, y compris notre programme de dépenses en immobilisations et le paiement de dividendes. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés ouvertes.

(en millions de dollars américains)	Périodes de 12 semaines terminées le	
	26 avril 2020	28 avril 2019
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle, tel que publié	578,3	289,9
Ajouter :		
Impôts sur les bénéfices	145,4	45,3
Frais financiers nets	53,2	78,6
Amortissements et perte de valeur	307,4	241,5
BAIIA	1 084,3	655,3
Ajustements :		
Gain net sur la cession d'une portion des opérations américaines de vente en gros de carburant de la société	(41,0)	—
Frais d'acquisition	2,9	0,4
BAIIA attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(2,0)	(16,2)
Frais de restructuration attribuables aux actionnaires de la société	0,9	2,6
BAIIA ajusté tel que publié précédemment	1 045,1	642,1
Incidence estimative pro forma de la transition à IFRS 16 attribuable aux actionnaires de la société	—	89,0
BAIIA ajusté	1 045,1	731,1

## Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020, notre dépense d'amortissement a augmenté de 65,9 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2019. En excluant les résultats de CAPL ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, notre dépense d'amortissement a augmenté d'environ 88,0 millions \$, principalement en raison de la dépense d'amortissement additionnelle liée aux actifs au titre de droits d'utilisation découlant de l'adoption d'IFRS 16, dont l'incidence approximative s'est chiffrée à 84,0 millions \$.

## Frais financiers nets

Les frais financiers nets du quatrième trimestre de l'exercice 2020 ont totalisé 53,2 millions \$, soit une diminution de 25,4 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2019. En excluant les éléments présentés dans le tableau ci-dessous, les frais financiers nets ont diminué de 10,0 millions \$, principalement en raison du coût moyen de notre dette à long terme moins élevé comparativement à celui du quatrième trimestre de l'exercice 2019.

(en millions de dollars américains)	Périodes de 12 semaines terminées le	
	26 avril 2020	28 avril 2019
Frais financiers nets, tel que publié	53,2	78,6
Ajustements :		
Gain de change net	22,8	1,1
Frais financiers de CAPL	—	(7,7)
Incidence estimative pro forma de la transition à IFRS 16	—	14,0
Frais financiers nets excluant les ajustements ci-dessus	76,0	86,0

## Impôts sur les bénéfices

Le quatrième trimestre de l'exercice 2020 affiche un taux d'imposition de 20,1 % comparativement à 13,5 % pour le trimestre correspondant de l'exercice 2019. Le taux d'imposition du quatrième trimestre de l'exercice 2020 inclut un avantage fiscal de 4,6 millions \$ découlant du renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés suite à la cession d'une portion de nos opérations américaines de vente en gros de carburant pour le transport routier. En excluant cet ajustement, le taux d'imposition aurait été de 20,7 % au quatrième trimestre de l'exercice 2020, une augmentation comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2019, découlant d'une composition différente de nos bénéfices à travers les diverses juridictions dans lesquelles nous exerçons nos activités.

	Périodes de 12 semaines terminées le	
	26 avril 2020	28 avril 2019
Taux d'imposition, tel que publié	20,1 %	13,5 %
Ajustement :		
Avantage fiscal découlant du renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés	0,6 %	—
Taux d'imposition excluant l'ajustement ci-dessus	20,7 %	13,5 %

## Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ») et bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ajusté »)

Le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2020 s'est chiffré à 576,3 millions \$, comparativement à 293,1 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 283,2 millions \$, ou 96,6 %. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 0,52 \$, comparativement à 0,26 \$ pour l'exercice précédent. La conversion en dollars américains des revenus et dépenses de nos opérations canadiennes et européennes a eu un effet négatif net d'approximativement 2,0 millions \$ sur notre bénéfice net au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2020.

En excluant du bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2020 et de celui du quatrième trimestre de l'exercice 2019 les éléments spécifiques présentés dans le tableau ci-dessous, le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020 aurait été d'approximativement 521,0 millions \$, comparativement à 289,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2019, soit une augmentation de 232,0 millions \$, ou 80,3 %. Le bénéfice net ajusté par action sur une base diluée aurait été de 0,47 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020, comparativement à 0,26 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2019, soit une augmentation de 80,8 %.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net publié au bénéfice net ajusté :

	Périodes de 12 semaines terminées le	
(en millions de dollars américains)	26 avril 2020	28 avril 2019
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, tel que publié	576,3	293,1
Ajustements :		
Gain net sur la cession d'une portion des opérations américaines de vente en gros de carburant de la société	(41,0)	—
Gain de change net	(22,8)	(1,1)
Avantage fiscal découlant du renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés	(4,6)	—
Frais d'acquisition	2,9	0,4
Frais de restructuration attribuables aux actionnaires de la société	0,9	2,6
Incidence fiscale des éléments ci-dessus et arrondissements	9,3	—
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société, tel que publié précédemment	521,0	295,0
Incidence estimation pro forma de la transition à IFRS 16	—	(6,0)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société	521,0	289,0

Il est à noter que le bénéfice net ajusté ne constitue pas une mesure de performance reconnue selon les IFRS, mais nous l'utilisons, ainsi que les investisseurs et les analystes, afin d'évaluer la performance sous-jacente de nos activités sur une base comparable. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés ouvertes.

# Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2020

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour les périodes de 52 semaines terminées le 26 avril 2020, le 28 avril 2019 et le 29 avril 2018. CAPL désigne CrossAmerica Partners LP.

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

**Données sur les résultats d'exploitation :**

Revenus tirés des marchandises et services<sup>(1)</sup> :

États-Unis	10 918,4	10 781,8	9 432,0
Europe	1 416,3	1 457,8	1 413,9
Canada	2 302,7	2 172,7	2 053,5
CAPL	29,6	95,8	76,6
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	(0,8)	(2,7)	—
<b>Total des revenus tirés des marchandises et services</b>	<b>14 666,2</b>	<b>14 505,4</b>	<b>12 976,0</b>

Ventes de carburant pour le transport routier :

États-Unis	25 724,8	28 195,6	23 327,3
Europe	7 481,1	8 380,7	7 684,1
Canada	4 415,7	4 957,9	4 819,9
CAPL	1 365,7	2 211,8	1 547,6
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	(288,0)	(444,7)	(262,4)
<b>Total des ventes de carburant pour le transport routier</b>	<b>38 699,3</b>	<b>43 301,3</b>	<b>37 116,5</b>

Autres revenus<sup>(2)</sup> :

États-Unis	36,9	21,8	25,1
Europe	652,0	1 220,7	1 217,7
Canada	21,3	24,5	27,6
CAPL	65,6	61,2	47,6
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	(8,9)	(17,3)	(16,1)
<b>Total des autres revenus</b>	<b>766,9</b>	<b>1 310,9</b>	<b>1 301,9</b>

**Total des ventes**

Marge brute sur les marchandises et services<sup>(1)</sup> :

États-Unis	3 686,7	3 646,3	3 140,1
Europe	587,6	609,0	602,3
Canada	750,9	729,7	707,7
CAPL	6,8	23,3	18,6
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	(0,8)	(2,3)	—
<b>Marge brute totale sur les marchandises et services</b>	<b>5 031,2</b>	<b>5 006,0</b>	<b>4 468,7</b>

Marge brute sur le carburant pour le transport routier :

États-Unis	3 131,3	2 471,5	1 868,1
Europe	932,0	981,1	1 024,2
Canada	344,2	392,8	424,9
CAPL	57,5	103,6	69,6
<b>Marge brute totale sur le carburant pour le transport routier</b>	<b>4 465,0</b>	<b>3 949,0</b>	<b>3 386,8</b>

Marge brute sur les autres revenus<sup>(2)</sup> :

États-Unis	36,9	21,8	23,2
Europe	123,6	149,7	173,7
Canada	21,2	24,5	27,6
CAPL	65,7	61,2	47,6
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	(8,9)	(17,3)	(16,1)
<b>Marge brute totale sur les autres revenus</b>	<b>238,5</b>	<b>239,9</b>	<b>256,0</b>

**Marge brute totale**

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux

Excluant CAPL	5 276,4	5 584,8	5 069,5
CAPL	46,8	80,5	67,8
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	(9,2)	(19,2)	(12,5)
<b>Total des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux</b>	<b>5 314,0</b>	<b>5 646,1</b>	<b>5 124,8</b>

Frais de restructuration

Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs

Amortissements et perte de valeur

Excluant CAPL	1 282,9	927,2	849,5
CAPL	53,9	143,5	61,1
<b>Total de l'amortissement et perte de valeur</b>	<b>1 336,8</b>	<b>1 070,7</b>	<b>910,6</b>

**Bénéfice d'exploitation**

Excluant CAPL	3 137,7	2 534,0	2 040,9
CAPL	25,3	(44,7)	(0,4)
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	(0,5)	(0,4)	(3,6)
<b>Bénéfice d'exploitation total</b>	<b>3 162,5</b>	<b>2 488,9</b>	<b>2 036,9</b>

Frais financiers nets

**Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle**

Perte (bénéfice) net(te) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle

**Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société**

**Données par action :**

Bénéfice net par action de base (dollars par action)

Bénéfice net par action dilué (dollars par action)

Bénéfice net ajusté par action dilué (dollars par action)<sup>(15)</sup>

Dividende par action déclaré pour l'exercice (cents CA par action)

	Période de 52 semaines	Période de 52 semaines	Période de 52 semaines
	2020	2019	2018
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>3 162,5</b>	<b>2 488,9</b>	<b>2 036,9</b>
<b>Frais financiers nets</b>	<b>284,5</b>	<b>320,1</b>	<b>335,3</b>
<b>Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>2 357,6</b>	<b>1 821,3</b>	<b>1 677,5</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société</b>	<b>2 353,6</b>	<b>1 833,9</b>	<b>1 670,6</b>
<b>Données par action :</b>			
Bénéfice net par action de base (dollars par action)	2,10	1,62	1,48
Bénéfice net par action dilué (dollars par action)	2,09	1,62	1,47
Bénéfice net ajusté par action dilué (dollars par action) <sup>(15)</sup>	1,97	1,63	1,30
Dividende par action déclaré pour l'exercice (cents CA par action)	26,50	22,50	18,50

	Période de 52 semaines	Période de 52 semaines	Période de 52 semaines
	2020	2019	2018
<i>(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)</i>			
<b>Autres données d'exploitation – excluant CAPL :</b>			
Marge brute sur les marchandises et services <sup>(1)</sup> :			
Consolidée	34,3 %	34,6 %	34,5 %
États-Unis	33,8 %	33,8 %	33,3 %
Europe	41,5 %	41,8 %	42,6 %
Canada	32,6 %	33,6 %	34,5 %
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable <sup>(3)</sup> :			
États-Unis <sup>(4)</sup>	2,1 %	4,1 %	0,8 %
Europe	0,1 %	4,8 %	2,7 %
Canada <sup>(4)</sup>	2,8 %	5,2 %	0,4 %
Marge brute sur le carburant pour le transport routier :			
États-Unis (cents par gallon) <sup>(4)</sup>	31,19	23,60	19,39
Europe (cents par litre)	8,48	8,61	8,72
Canada (cents CA par litre) <sup>(4)</sup>	7,91	8,38	8,84
Volume total de carburant pour le transport routier vendu :			
États-Unis (millions de gallons)	10 476,1	10 979,5	9 794,1
Europe (millions de litres)	10 990,3	11 391,2	11 747,6
Canada (millions de litres)	5 815,6	6 198,9	6 161,4
Croissance (diminution) du volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable :			
États-Unis <sup>(4)</sup>	(3,9 %)	0,7 %	(0,4 %)
Europe <sup>(4)</sup>	(3,9 %)	(0,9 %)	—
Canada <sup>(4)</sup>	(6,0 %)	(1,6 %)	(1,4 %)

	26 avril 2020	28 avril 2019	29 avril 2018 <sup>(14)</sup>
<i>(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)</i>			
<b>Données tirées du bilan<sup>(5)</sup> :</b>			
Actif total (incluant 1,1 milliard \$ et 1,3 milliard \$ pour CAPL au 28 avril 2019 et au 29 avril 2018, respectivement)	25 679,5	25 033,0	23 156,7
Dettes portant intérêts (incluant 696,0 millions \$ et 536,8 millions \$ pour CAPL au 28 avril 2019 et au 29 avril 2018, respectivement) <sup>(6)</sup>	10 379,3	9 575,3	8 906,7
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	10 066,6	8 913,7	7 560,4
<b>Ratios d'endettement<sup>(7)</sup> :</b>			
Dette nette portant intérêts / capitalisation totale <sup>(6)(8)</sup>	0,40 : 1	0,48 : 1	0,50 : 1
Ratio d'endettement <sup>(9)(13)</sup>	1,54 : 1	2,09 : 1	2,46 : 1
Ratio d'endettement ajusté <sup>(10)(13)</sup>	1,60 : 1	2,18 : 1	3,13 : 1
<b>Rentabilité<sup>(7)</sup> :</b>			
Rendement des capitaux propres <sup>(11)(13)</sup>	24,8 %	21,9 %	24,8 %
Rendement des capitaux investis <sup>(12)(13)</sup>	15,0 %	12,6 %	12,0 %

- (1) Comprend les revenus tirés des redevances de franchisage, des royalties et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés ainsi que de la vente en gros de marchandises.
- (2) Comprend les revenus tirés de la location d'actifs et de la vente de carburant pour le secteur de l'aviation, d'énergie pour les moteurs stationnaires et de carburant pour le secteur maritime (jusqu'au 30 novembre 2018).
- (3) Ne comprend pas les services et autres revenus (décrits aux notes de bas de page 1 et 2 ci-dessus). La croissance au Canada et en Europe est calculée en devises locales.
- (4) Pour les magasins corporatifs seulement.
- (5) Le bilan au 28 avril 2019 a été ajusté de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16. L'actif total précédemment publié était de 22 607,7 millions \$, les dettes portant intérêts étaient de 6 951,4 millions \$ et les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société étaient de 8 923,2 millions \$ pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019. Les données tirées du bilan de l'exercice terminé le 29 avril 2018 n'ont pas été ajustées en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16.
- (6) Cette mesure est présentée en incluant les comptes de bilan suivants : portion à court terme de la dette à long terme, dette à long terme, portion à court terme des obligations locatives et obligations locatives.
- (7) Jusqu'en novembre 2019, ces mesures sont présentées comme si notre participation dans CAPL était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, car nous croyons qu'elle permet une présentation plus pertinente du rendement sous-jacent de la société.
- (8) Cette mesure est présentée à titre indicatif seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Elle représente le calcul suivant : la dette portant intérêt, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par l'addition de l'avoir des actionnaires et de la dette portant intérêt, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Aux fins de ce calcul, jusqu'en novembre 2019, la dette à long terme de CAPL était exclue, car il s'agissait d'une dette sans recours contre la société, comme l'indique la note de bas de page 7. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16 et la mesure publiée précédemment était de 0,39 : 1. Nous croyons que cette mesure est utile aux investisseurs et aux analystes.
- (9) Cette mesure est présentée à titre indicatif seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Elle représente le calcul suivant : la dette portant intérêt, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements) ajusté pour tenir compte d'éléments spécifiques. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Aux fins de ce calcul, jusqu'en novembre 2019, la dette portant intérêt de CAPL était exclue, car il s'agissait d'une dette sans recours contre la société, comme l'indique la note de bas de page 7. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16 et la mesure publiée précédemment était de 1,61 : 1. Nous croyons que cette mesure est utile aux investisseurs et aux analystes.
- (10) Cette mesure est présentée à titre indicatif seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Elle représente le calcul suivant : la dette portant intérêt plus la dépense de loyer multipliée par huit, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIAL (bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et loyer) ajusté pour tenir compte d'éléments spécifiques. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Aux fins de ce calcul, jusqu'en novembre 2019, la dette portant intérêt de CAPL était exclue, car il s'agissait d'une dette sans recours contre la société, comme l'indique la note de bas de page 7. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16 et la mesure publiée précédemment était de 2,29 : 1. Nous croyons que cette mesure est utile aux investisseurs et aux analystes.
- (11) Cette mesure est présentée à titre indicatif seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Elle représente le calcul suivant : le bénéfice net divisé par l'avoir des actionnaires moyen de la période correspondante. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16 et la mesure publiée précédemment était de 22,3 %. Nous croyons que cette mesure est utile aux investisseurs et aux analystes.
- (12) Cette mesure est présentée à titre indicatif seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Elle représente le calcul suivant : le bénéfice avant impôts et intérêts divisé par les capitaux employés moyens de la période correspondante. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme ne portant pas intérêt. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16 et la mesure publiée précédemment était de 14,1 %. Nous croyons que cette mesure est utile aux investisseurs et aux analystes.
- (13) Au 29 avril 2018, ces mesures sont présentées sur une base pro forma pour la période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018 pour les acquisitions de CST et de Holiday. Les données historiques des résultats et du bilan de CST et de Holiday ont été modifiées afin de rendre leur présentation conforme à nos politiques.
- (14) Les données au 29 avril 2018 ont été ajustées en fonction de la juste valeur des actifs acquis, des passifs pris en charge et du goodwill liés à l'acquisition de Holiday. Ces mesures de performances pour l'exercice terminé le 29 avril 2018 n'ont pas été ajustées en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16.
- (15) Ces mesures de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 ont été ajustées en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16 et les bénéfices nets ajustés par action sur une base diluée publiés précédemment étaient de 1,66 \$. Ces mesures de performances pour l'exercice terminé le 29 avril 2018 n'ont pas été ajustées en fonction de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16.

## Chiffre d'affaires

Pour l'exercice 2020, notre chiffre d'affaires a diminué de 5,0 milliards \$ ou 8,4 % par rapport à l'exercice 2019, en raison principalement de l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant, d'un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier moins élevé, de la cession de nos intérêts dans CAPL et de nos activités de vente de carburant pour le secteur maritime, ainsi que par l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus de nos opérations canadiennes et européennes, qui a eu un impact d'approximativement 670,0 millions \$, en partie contrebalancés par notre croissance organique.

### Revenus tirés des marchandises et services

Au cours de l'exercice 2020, les revenus de marchandises et services ont augmenté de 160,8 millions \$. En excluant le chiffre d'affaires de CAPL et l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les revenus tirés des marchandises et services ont augmenté d'environ 322,0 millions \$, ou 2,2 %. Cette augmentation est principalement attribuable à notre croissance organique, en partie contrebalancée par l'impact de la COVID-19 au cours du quatrième trimestre. La croissance des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 2,1 % aux États-Unis, de 0,1 % en Europe et de 2,8 % au Canada, en raison du succès de nos activités de déploiement de notre marque globale, aux améliorations apportées à notre offre, ainsi que par nos différentes initiatives pour générer de l'achalandage dans nos magasins, partiellement contrebalancés par l'impact négatif de la COVID-19 sur l'achalandage vers la fin de notre exercice financier.

### Ventes de carburant pour le transport routier

Pour l'exercice 2020, les ventes de carburant pour le transport routier ont diminué de 4,6 milliards \$, comparativement à l'exercice 2019. En excluant le chiffre d'affaires de CAPL et l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les ventes de carburant pour le transport routier ont diminué d'environ 3,4 milliards \$, ou 8,2 %. Cette diminution est principalement attribuable à l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant, ainsi qu'à un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier moins élevé, ce qui a eu un effet négatif d'approximativement 1,5 milliard \$. Le volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable a diminué de 3,9 % aux États-Unis et en Europe. Au Canada, le volume de vente de carburant pour le transport routier par magasin comparable a diminué de 6,0 %, principalement en raison de l'environnement concurrentiel ainsi que la forte baisse de la demande vers la fin de l'exercice due à la COVID-19.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs dans nos différents marchés pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 28 avril 2019 :

Trimestre	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020					
États-Unis (dollars US par gallon) – excluant CAPL	2,66	2,55	2,51	2,21	2,50
Europe (cents US par litre)	77,35	70,86	73,92	60,95	71,20
Canada (cents CA par litre)	111,16	105,14	103,47	88,78	103,21
Période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019					
États-Unis (dollars US par gallon) – excluant CAPL	2,76	2,72	2,42	2,51	2,60
Europe (cents US par litre)	75,07	80,56	75,28	74,59	76,32
Canada (cents CA par litre)	117,95	115,22	97,59	103,45	107,82

### Autres revenus

Pour l'exercice 2020, le total des autres revenus s'est élevé à 766,9 millions \$, une diminution de 544,0 millions \$ comparativement à l'exercice 2019. En excluant le chiffre d'affaires de CAPL ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les autres revenus ont diminué de 496,7 millions \$ pour l'exercice 2020. Cette diminution est essentiellement attribuable à la cession de nos activités de vente de carburant pour le secteur maritime, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019, qui a eu une incidence d'environ 267,0 millions \$, ainsi qu'à la baisse de la demande et des prix de vente de nos produits de carburant pour le secteur de l'aviation.

## Marge brute

Pour l'exercice 2020, notre marge brute a atteint 9,7 milliards \$, une augmentation de 539,8 millions \$, ou 5,9 %, par rapport à l'exercice 2019. Cette hausse est principalement attribuable aux marges sur le carburant plus élevées aux États-Unis et en Europe ainsi qu'à la croissance organique dans nos activités d'accompagnement, en partie contrebalancées par l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes qui a totalisé environ 91,0 millions \$.

### Marge brute sur les marchandises et services

Au cours de l'exercice 2020, notre marge brute sur les marchandises et services s'est établie à 5,0 milliards \$, soit une hausse de 25,2 millions \$ par rapport à l'exercice 2019. En excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute sur les marchandises et services a augmenté d'environ 73,0 millions \$, ou 1,5 %. Cette hausse est principalement attribuable à notre croissance organique, en partie contrebalancée par la baisse de l'achalandage dans l'ensemble de notre réseau causée par la COVID-19 à la fin de l'exercice. La marge brute est restée stable aux États-Unis à 33,8 %, alors qu'elle a diminué de 0,3 % en Europe, pour s'établir à 41,5 %, en raison d'un mix de produits différent. Au Canada, elle a diminué de 1,0 % pour s'établir à 32,6 %, principalement en raison de la conversion de nos magasins Esso du modèle d'agent au modèle corporatif, ainsi que de l'impact d'un mix de produits différent.

### Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Au cours de l'exercice 2020, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 4,5 milliards \$, soit une augmentation de 516,0 millions \$ par rapport à l'exercice 2019. En excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute sur le carburant pour le transport routier a augmenté d'environ 612,0 millions \$, ou 15,9 %, en raison des marges plus élevées sur le carburant aux États-Unis et en Europe, partiellement contrebalancées par une diminution de la demande causée par la COVID-19 vers la fin de l'exercice financier. La marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 31,19 ¢ par gallon aux États-Unis, une hausse de 7,59 ¢ par gallon attribuable à la volatilité des prix du pétrole brut au cours de l'année, à la forte baisse de ces derniers vers la fin de l'exercice ainsi qu'à des changements dans l'environnement concurrentiel. En Europe, la marge brute sur le carburant a été de 8,48 ¢ US par litre, une baisse de 0,13 ¢ par litre, en raison principalement de l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations européennes, et à été de 7,91 ¢ CA par litre au Canada, une diminution de 0,47 ¢ CA par litre, en raison des pressions concurrentielles dans certains de nos marchés.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant pour le transport routier provenant de nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 28 avril 2019 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	26,86	28,29	27,04	46,88	31,19
Frais liés aux modes de paiement électronique <sup>(1)</sup>	4,70	4,63	4,54	4,97	4,70
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	22,16	23,66	22,50	41,91	26,49
Période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	22,70	21,88	29,42	18,51	23,60
Frais liés aux modes de paiement électronique <sup>(1)</sup>	4,67	4,55	4,31	4,40	4,50
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	18,03	17,33	25,11	14,11	19,10

(1) Veuillez noter que ces informations ont été redressées pour refléter les frais liés aux modes de paiements électroniques par rapport aux gallons de carburant pour le transport routier provenant des magasins corporatifs plutôt que par rapport au nombre total de gallons de carburant pour le transport routier.

Généralement, durant les cycles économiques normaux, les marges sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, mais elles ont historiquement affiché une tendance à la hausse sur de plus longues périodes. En Europe et au Canada, la volatilité des marges et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi importantes.

## Marge brute sur les autres revenus

Au cours de l'exercice 2020, notre marge brute sur les autres revenus a été de 238,5 millions \$, soit une diminution de 1,4 million \$ par rapport à l'exercice 2019. En excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, notre marge brute sur les autres revenus a diminué d'environ 5,0 millions \$ pour l'exercice 2020. Cette baisse est principalement due à une demande plus faible des autres produits de carburants, ainsi qu'à la cession de nos activités de vente de carburant pour le secteur maritime en décembre 2018, qui a eu une incidence d'environ 9,0 millions \$ sur l'exercice 2019.

## **Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« coûts d'exploitation »)**

Au cours de l'exercice 2020, les coûts d'exploitation ont diminué de 5,9 % par rapport à l'exercice 2019. En excluant la diminution de la dépense de loyer à la suite de la transition à IFRS 16 ainsi que certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, les coûts d'exploitation ont augmenté de 2,8 %.

	Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020
<b>Variation totale, telle que publiée</b>	<b>(5,9 %)</b>
Ajustements :	
Diminution de la dépense de loyer à la suite de la transition à IFRS 16	6,4 %
Diminution générée par l'effet net de la conversion de devises	1,2 %
Diminution des coûts d'exploitation de CAPL	0,6 %
Diminution des dépenses liées à des règlements et à des ajustements de provisions pour des éléments spécifiques constatés dans les résultats de l'exercice 2019 <sup>(1)</sup>	0,4 %
Paiement compensatoire à CAPL pour la cession d'actifs constaté dans les résultats de l'exercice 2019	0,2 %
Augmentation provenant des coûts d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(0,1 %)
Frais d'acquisition constatés dans les résultats de l'exercice 2020	(0,1 %)
Cession des activités de vente de carburant pour le secteur maritime	0,1 %
<b>Variation restante</b>	<b>2,8 %</b>

(1) Au cours de l'exercice 2019, nous avons réglé diverses réclamations et ajusté nos provisions en lien avec des événements spécifiques de l'exercice, ce qui a eu une incidence négative de 24,2 millions \$ sur notre bénéfice avant impôts.

La croissance des dépenses découle, entre autres, des dépenses liées à la COVID-19, de l'inflation normale, des coûts de main-d'œuvre plus élevés en raison de la hausse du salaire minimum dans certaines régions et des investissements supplémentaires dans nos magasins pour soutenir nos initiatives stratégiques. Les dépenses liées à la COVID-19 incluent, sans s'y limiter, une prime salariale d'urgence de 2,50 \$ l'heure pour tous les employés rémunérés à taux horaire dans les magasins et les centres de distribution en Amérique du Nord, l'installation de séparateurs en plexiglas et d'autres outils de distanciation sociale dans nos magasins, les frais liés à la désinfection et au nettoyage, ainsi que les masques et gants pour nos employés. Nous continuons de favoriser un contrôle strict des coûts dans l'ensemble de notre organisation, tout en maintenant la qualité du service que nous offrons à nos clients. En excluant la conversion de nos magasins Esso du modèle d'agent au modèle corporatif, la variation restante aurait été de 2,5 %.

## **Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et perte de valeur (BAIIA) et BAIIA ajusté**

Au cours de l'exercice 2020, le BAIIA a augmenté, passant de 3,6 milliards \$ à 4,5 milliards \$, soit une hausse de 26,3 % comparativement à l'exercice précédent. En excluant du BAIIA des exercices 2020 et 2019 les éléments spécifiques présentés dans le tableau ci-dessous, le BAIIA ajusté pour l'exercice 2020 a augmenté de 465,9 millions \$, ou 11,9 %, comparativement à l'exercice précédent, en raison essentiellement des marges de carburant plus élevées aux États-Unis et en Europe, ainsi qu'à la croissance organique dans nos activités d'accommodation, partiellement contrebalancées par l'incidence négative de la COVID-19 sur l'achalandage. La fluctuation des taux de change a eu un impact négatif net d'environ 23,0 millions \$.

Il est à noter que le BAIIA et le BAIIA ajusté ne constituent pas des mesures de la performance reconnues selon les IFRS, mais nous, ainsi que les investisseurs et les analystes, considérons que ces mesures de la performance facilitent l'évaluation de nos activités courantes et de notre capacité à générer des flux de trésorerie afin de financer nos besoins en liquidités, y compris notre programme de dépenses en immobilisations et le paiement de dividendes. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés ouvertes.

(en millions de dollars américains)	Périodes de 52 semaines terminées le	
	26 avril 2020	28 avril 2019
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle, tel que publié	2 357,6	1 821,3
Ajouter :		
Impôts sur les bénéfices	545,9	370,9
Frais financiers nets	284,5	320,1
Amortissement et perte de valeur	1 336,8	1 070,7
BAIIA	4 524,8	3 583,0
Ajustements :		
BAIIA attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(66,6)	(77,5)
Gain net sur la cession des intérêts de la société dans CAPL	(61,5)	—
Gain net sur la cession d'une portion des opérations américaines de vente en gros de carburant de la société	(41,0)	—
Frais d'acquisition	6,7	2,2
Frais de restructuration attribuables aux actionnaires de la société	4,5	10,5
Paiement compensatoire à CAPL pour la cession d'actifs, net des participations ne donnant pas le contrôle	—	5,0
Gain sur cession des activités de vente de carburant pour le secteur maritime	—	(3,2)
BAIIA ajusté, tel que publié précédemment	4 366,9	3 520,0
Incidence estimative pro forma de la transition à IFRS 16 attribuable aux actionnaires de la société	—	381,0
BAIIA ajusté	4 366,9	3 901,0

## Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour l'exercice 2020, notre dépense d'amortissement a augmenté de 266,1 millions \$ comparativement à l'exercice 2019. En excluant les résultats de CAPL, la perte de valeur de 55,0 millions \$ sur le goodwill de CAPL enregistrée au premier trimestre de l'exercice 2019, de même que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la dépense d'amortissement a augmenté d'environ 368,0 millions \$ pour l'exercice 2020. Cette augmentation est attribuable à la dépense d'amortissement additionnelle liée aux actifs au titre de droits d'utilisation découlant de l'adoption d'IFRS 16, dont l'incidence approximative s'est chiffrée à 356,0 millions \$.

## Frais financiers nets

Les frais financiers nets de l'exercice 2020 se sont chiffrés à 284,5 millions \$, soit une diminution de 35,6 millions \$ comparativement à l'exercice 2019. En excluant les éléments présentés dans le tableau ci-dessous, les frais financiers nets ont diminué de 65,7 millions \$ pour l'exercice 2020, en raison principalement du solde moyen de notre dette à long terme moins élevé suite aux remboursements effectués et du coût moyen moins élevé de cette dernière.

(en millions de dollars américains)	Périodes de 52 semaines terminées le	
	26 avril 2020	28 avril 2019
Frais financiers nets, tel que publié	284,5	320,1
Ajustements :		
Gain de change net	33,5	5,3
Frais financiers de CAPL	(25,6)	(29,3)
Incidence estimative pro forma de la transition à IFRS 16	—	62,0
Frais financiers nets excluant les ajustements ci-dessus	292,4	358,1

## Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice 2020, le taux d'imposition s'est établi à 18,8 % comparativement à 16,9 % pour l'exercice 2019. Le taux d'imposition de l'exercice 2020 inclut un avantage fiscal de 33,6 millions \$ découlant du renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés suite à la cession de nos intérêts dans CAPL et d'une portion de nos opérations américaines de vente en gros de carburant pour le transport routier.

En excluant cet ajustement, ainsi que les impacts des deux premières transactions de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018, le taux d'imposition aurait été de 19,9 % pour l'exercice 2020, une augmentation comparativement à l'exercice 2019, découlant d'une composition différente de nos bénéfices à travers les diverses juridictions dans lesquelles nous exerçons nos activités.

	<b>Périodes de 52 semaines terminées le</b>	
	<b>26 avril 2020</b>	<b>28 avril 2019</b>
Taux d'imposition, tel que publié	<b>18,8 %</b>	16,9 %
Ajustements :		
Avantage fiscal découlant du renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés	<b>1,2 %</b>	—
Incidence fiscale découlant des transactions d'échange d'actifs avec CAPL	(0,1 %)	—
Avantage fiscal découlant de la baisse du taux d'imposition statutaire en Suède	—	0,3 %
Taux d'imposition excluant les ajustements ci-dessus	<b>19,9 %</b>	17,2 %

## Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ») et bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ajusté »)

Le bénéfice net de l'exercice 2020 s'est chiffré à 2,4 milliards \$, comparativement à 1,8 milliard \$ pour l'exercice 2019, soit une augmentation de 519,7 millions \$, ou 28,3 %. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,09 \$, comparativement à 1,62 \$ pour l'exercice précédent. La conversion en dollars américains des revenus et dépenses de nos opérations canadiennes et européennes a eu un effet négatif net d'approximativement 11,0 millions \$ sur notre bénéfice net pour l'exercice 2020.

En excluant du bénéfice net de l'exercice 2020 et de l'exercice 2019 les éléments spécifiques présentés dans le tableau ci-dessous, le bénéfice net ajusté pour l'exercice 2020 aurait été d'approximativement 2,2 milliards \$, comparativement à 1,8 milliard \$ pour l'exercice 2019, soit une hausse de 374,0 millions \$, ou 20,3 %. Le bénéfice net ajusté par action sur une base diluée aurait été de 1,97 \$ pour l'exercice 2020, comparativement à 1,63 \$ pour l'exercice 2019, soit une augmentation de 20,9 %.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net publié au bénéfice net ajusté :

	<b>Périodes de 52 semaines terminées le</b>	
(en millions de dollars américains)	<b>26 avril 2020</b>	<b>28 avril 2019</b>
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, tel que publié	<b>2 353,6</b>	1 833,9
Ajustements :		
Gain net sur la cession des intérêts de la société dans CAPL	(61,5)	—
Gain net sur la cession d'une portion des opérations américaines de vente en gros de carburant de la société	(41,0)	—
Avantage fiscal découlant du renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés	(33,6)	—
Gain de change net	(33,5)	(5,3)
Frais d'acquisition	6,7	2,2
Frais de restructuration attribuables aux actionnaires de la société	4,5	10,5
Incidence fiscale découlant des transactions d'échange d'actifs avec CAPL	2,7	—
Perte de valeur relative au goodwill de CAPL	—	55,0
Avantage fiscal découlant de la baisse du taux d'imposition statutaire en Suède	—	(6,2)
Paiement compensatoire à CAPL pour la cession d'actifs, net des participations ne donnant pas le contrôle	—	5,0
Gain sur cession des activités de vente de carburant pour le secteur maritime	—	(3,2)
Incidence fiscale des éléments ci-dessus et arrondissements	<b>22,1</b>	(17,9)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société, tel que publié précédemment	<b>2 220,0</b>	1 874,0
Incidence estimation pro forma de la transition à IFRS 16	—	(28,0)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société	<b>2 220,0</b>	1 846,0

Il est à noter que le bénéfice net ajusté ne constitue pas une mesure de performance reconnue selon les IFRS, mais nous l'utilisons, ainsi que les investisseurs et les analystes, afin d'évaluer la performance sous-jacente de nos activités sur une base comparable. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés ouvertes.

## Résultats de CAPL

Pour l'exercice 2020, les résultats de CAPL ont été affectés par le fait que l'exercice 2020 comportait 8 mois d'activités comparativement à 12 mois pour l'exercice 2019. Le 19 novembre 2019, nous avons cédé nos intérêts dans CAPL.

## Situation financière au 26 avril 2020

Tels que le démontrent nos ratios d'endettement inclus à la section « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2020 » ainsi que nos rentrées de fonds nettes liées à nos activités d'exploitation, nous disposons d'une santé financière solide.

Notre actif total consolidé s'élevait à 25,7 milliards \$ au 26 avril 2020, une augmentation de 3,1 milliards \$ par rapport au solde en date du 28 avril 2019, découlant principalement d'une position de trésorerie plus élevée suite à un emprunt sur notre crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti et au refinancement de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains, ainsi que par l'adoption d'IFRS 16, partiellement contrebalancées par la cession de nos intérêts dans CAPL et par l'impact négatif de la variation des taux de change à la date du bilan. Il importe de souligner que, comme le permettent les dispositions transitoires propres à la norme, nous n'avons pas ajusté notre bilan au 28 avril 2019 pour tenir compte de l'incidence d'IFRS 16 sur nos actifs et nos passifs.

Au cours des périodes de 52 semaines terminées le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019, nous avons enregistré un rendement des capitaux investis<sup>1</sup> de 15,0 % et de 12,6 %, respectivement.

Les variations importantes des éléments du bilan sont expliquées ci-dessous :

### Débiteurs

Les débiteurs ont diminué de 607,9 millions \$, passant de 1,9 milliard \$ au 28 avril 2019 à 1,3 milliard \$ au 26 avril 2020. Cette diminution provient principalement des prix de vente plus faibles du carburant pour le transport routier et d'une baisse de l'achalandage concernant le carburant vers la fin de l'exercice, de même que de l'incidence négative nette d'environ 58,0 millions \$ de la variation des taux de change à la date du bilan.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles ont diminué de 993,4 millions \$, passant de 11,1 milliards \$ au 28 avril 2019 à 10,1 milliards \$ au 26 avril 2020, en raison principalement des dépenses d'amortissement et de perte de valeur, de la cession de nos intérêts dans CAPL, de l'adoption d'IFRS 16, du fait que les contrats de location-financement font désormais partie des actifs au titre de droits d'utilisation, de même que de l'incidence négative nette d'environ 226,0 millions \$ de la variation des taux de change à la date du bilan. Le tout a été partiellement contrebalancé par les investissements effectués dans notre réseau.

### Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation s'élevaient à 2,5 milliards \$ au 26 avril 2020, suite à l'adoption d'IFRS 16, partiellement contrebalancée par la dépense d'amortissement et de perte de valeur de l'exercice 2020, de même que par la cession de nos intérêts dans CAPL.

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont diminué de 393,6 millions \$, passant de 944,4 millions \$ au 28 avril 2019 à 550,8 millions \$ au 26 avril 2020, en raison principalement de la cession de nos intérêts dans CAPL, de l'adoption d'IFRS 16, des dépenses d'amortissement et de perte de valeur, ainsi que par l'incidence négative nette d'environ 31,0 millions \$ de la variation des taux de change à la date du bilan.

### Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et charges à payer ont diminué de 1,1 milliard \$, passant de 3,9 milliards \$ au 28 avril 2019 à 2,8 milliards \$ au 26 avril 2020. Cette diminution provient principalement de coûts plus faibles reliés aux achats de carburant pour le transport routier et d'une baisse des achats de carburant en lien avec la baisse de l'achalandage survenue vers la fin de l'exercice 2020, ainsi que de l'impact net de l'affaiblissement du dollar canadien et des devises européennes par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 101,0 millions \$.

---

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2020 » de ce rapport de gestion pour plus d'informations relativement à cette mesure de performance non reconnue par les IFRS. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019 a été ajustée en fonction de l'impact estimé d'IFRS 16. Le rendement des capitaux investis précédemment publié était de 14,1 %.

## Dette à long terme et portion à court terme de la dette à long terme

La dette à long terme et la portion à court terme de la dette à long terme ont augmenté de 779,1 millions \$, passant de 7,0 milliards \$ au 28 avril 2019 à 7,7 milliards \$ au 26 avril 2020, principalement en raison d'un emprunt sur notre crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti et par l'émission de nouveaux billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains, partiellement contrebalancés par des remboursements effectués sur nos billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens et américains, de la cession de nos intérêts dans CAPL, ainsi que par l'adoption d'IFRS 16, du fait que nos obligations découlant de contrats de location-financement font désormais partie des Obligations locatives, ainsi que par l'impact net de l'affaiblissement du dollar canadien, de l'euro et de la couronne norvégienne par rapport au dollar américain, ce qui a entraîné un impact net d'environ 88,0 millions \$.

## Obligations locatives et portion à court terme des obligations locatives

Les obligations locatives à long terme et la portion à court terme des obligations locatives s'élevaient à 2,6 milliards \$ au 26 avril 2020, suite à l'adoption d'IFRS 16, partiellement contrebalancée par les paiements se rapportant au principal des obligations locatives au cours des l'exercice 2020 ainsi que par la cession de nos intérêts dans CAPL.

## Capitaux propres

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société se sont établis à 10,1 milliards \$ au 26 avril 2020, une augmentation de 1,1 milliard \$ par rapport au 28 avril 2019, en grande partie attribuable au bénéfice net de l'exercice 2020, contrebalancé en partie par l'impact du rachat d'actions, par les autres éléments du résultat global, par les dividendes déclarés au cours de l'exercice 2020, ainsi que par le rachat de participations ne donnant pas le contrôle dans CST Fuel Supply LP. Pour les périodes de 52 semaines terminées le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019, nous avons enregistré un rendement sur les capitaux propres<sup>1</sup> de 24,8 % et de 21,9 %, respectivement.

Les capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle se chiffraient à zéro au 26 avril 2020, une baisse de 257,9 millions \$ par rapport au 28 avril 2019, compte tenu principalement de la cession de nos intérêts dans CAPL.

## Situation de trésorerie et sources de financement

Nous tirons principalement nos liquidités de nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et des emprunts disponibles par l'entremise de notre crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti. Nous utilisons nos liquidités principalement pour rembourser notre dette, financer nos acquisitions et nos dépenses en immobilisations, verser des dividendes, racheter nos actions et alimenter notre fonds de roulement. Nous prévoyons que nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et nos emprunts disponibles en vertu de notre facilité de crédit renouvelable non garanti couvriront nos besoins en liquidités dans un avenir prévisible.

Notre facilité de crédit renouvelable se détaille comme suit :

### *Crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti, échéant en décembre 2024 (« crédit d'exploitation D »)*

Entente de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant maximal de 2 525,0 millions \$. En date du 26 avril 2020, 1,5 milliard \$ sur notre crédit d'exploitation D était utilisé. À la même date, le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 2,110 % et des lettres de garantie de 11,9 millions \$ étaient en circulation.

Au cours de l'exercice 2020, l'échéance de ce crédit d'exploitation a été prolongée jusqu'en décembre 2024.

Au cours du mois de mai 2020, subséquemment à la fin de l'exercice 2020, nous avons remboursé en totalité le montant de 1,5 milliard \$ emprunté sur notre crédit d'exploitation D.

### *Situation de trésorerie*

Au 26 avril 2020, un montant approximatif de 1,0 milliard \$ était disponible compte tenu de notre facilité de crédit d'exploitation D et, à cette même date, nous étions en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit. À pareille date, nous avions accès à environ 4,7 milliards \$ en vertu de notre encaisse et de notre facilité de crédit d'exploitation D disponible.

---

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2020 » de ce rapport de gestion pour plus d'informations relativement à cette mesure de performance non reconnue par les IFRS.

## Données choisies sur les flux de trésorerie consolidés

(en millions de dollars américains)	Périodes de 52 semaines terminées le		
	26 avril 2020	28 avril 2019	Variation
<b>Activités d'exploitation</b>			
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	3 720,7	3 083,6	637,1
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs	(1 408,2)	(1 145,1)	(263,1)
Produit de la cession des intérêts de la société dans CAPL, nets des coûts de transaction ainsi que de la trésorerie et équivalents de trésorerie cédés	185,2	—	185,2
Produits de la cession d'immobilisations corporelles et d'autres actifs	89,7	215,6	(125,9)
Acquisitions d'entreprises	(89,5)	(13,1)	(76,4)
Variation de la trésorerie soumise à restrictions	28,5	(16,9)	45,4
Investissement dans Fire & Flower	(19,5)	—	(19,5)
Produits tirés de la cession des activités de vente de carburant pour le secteur maritime	—	24,3	(24,3)
<b>Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement</b>	(1 213,8)	(935,2)	(278,6)
<b>Activités de financement</b>			
Émission de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains, déduction faite des frais de financement	1 484,1	—	1 484,1
Augmentation (diminution) nette du crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti	1 460,0	(1 357,4)	2 817,4
Remboursement de billets de premier rang non garantis	(1 241,4)	—	(1 241,4)
Rachats d'actions	(470,8)	—	(470,8)
Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives et diminution nette des autres dettes	(380,0)	(52,2)	(327,8)
Dividendes versés en trésorerie	(215,7)	(181,3)	(34,4)
Règlement d'instruments financiers dérivés	(100,6)	3,0	(103,6)
Distributions versées aux participations ne donnant pas le contrôle	(47,5)	(56,5)	9,0
Rachat des participations ne donnant pas le contrôle dans CST Fuel Supply LP	(13,4)	—	(13,4)
Augmentation nette de la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de CAPL	6,0	3,9	2,1
Diminution de la facilité d'acquisition	—	(413,5)	413,5
Levée d'options d'achat d'actions	—	0,2	(0,2)
<b>Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux activités de financement</b>	480,7	(2 053,8)	2 534,5
<b>Cotes de crédit</b>			
S&P Global Ratings – Cote de crédit corporative	BBB	BBB	
Moody's – Cote de crédit pour les billets de premier rang non garantis	Baa2	Baa2	

### Activités d'exploitation

Au cours de l'exercice 2020, nos opérations ont généré des rentrées de fonds nettes de 3,7 milliards \$, une augmentation de 637,1 millions \$ comparativement à l'exercice 2019, principalement en raison du bénéfice net plus élevé ainsi que de l'incidence du paiement du principal des obligations locatives qui est maintenant classé dans les activités de financement.

### Activités d'investissement

Au cours de l'exercice 2020, les dépenses nettes en immobilisations corporelles et incorporelles et autres actifs ont totalisé 1,3 milliard \$ et les sorties de trésorerie liées aux acquisitions d'entreprises ont totalisé 89,5 millions \$. Ces sorties de fonds ont été partiellement contrebalancées par les produits nets de la cession de nos intérêts dans CAPL d'un montant de 185,2 millions \$.

Les dépenses ont principalement découlé du remplacement d'équipements dans certains magasins afin d'améliorer l'offre de produits et services, de notre projet de changement de marque, de l'ajout de nouveaux magasins, de l'amélioration continue de notre réseau ainsi que de nos investissements pour les technologies de l'information.

### Activités de financement

Au cours de l'exercice 2020, nous avons émis des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains pour un montant de 1,5 milliard \$, emprunté 1,5 milliard \$ sur notre crédit d'exploitation D, remboursé 1,2 milliard \$ sur nos billets de premier rang non garantis, racheté des actions à droit de vote subalterne de catégorie B pour un montant net de 470,8 millions \$ et remboursé 380,0 millions \$ sur le principal de nos obligations locatives et autres dettes. Nous avons également versé des dividendes pour un montant de 215,7 millions \$.

## Engagements contractuels et commerciaux

Le tableau suivant présente un résumé de nos engagements contractuels financiers importants au 26 avril 2020<sup>(1)</sup> :

(En million de dollars américain)	2021	2022	2023	2024	2025	Par la suite	Total
<b>Engagement contractuels</b>							
Dette à long terme	1 915,5	195,0	1 359,3	159,5	650,2	5 831,3	10 110,8
Obligations locatives	454,3	416,1	352,3	319,5	270,0	1 382,1	3 194,3
Total	2 369,8	611,1	1 711,6	479,0	920,2	7 213,4	13 305,1

(1) Le tableau n'inclut pas les cotisations prévues en vertu des régimes de retraite à prestations définies.

	2021	2022	2023	2024	2025	Par la suite	Total
<b>Obligations au titre des achats de carburant</b>							
États-Unis (en millions de gallons)	1 904,5	1 467,4	1 209,0	1 206,9	1 204,0	3 762,0	10 753,8
Europe (en millions de litres)	6 416,2	121,2	121,2	80,8	—	—	6 739,4
Canada (en millions de litres)	3 956,7	3 904,2	3 641,7	3 009,7	3 009,7	28 163,1	45 685,1

*Dette à long terme.* Au 26 avril 2020, notre dette à long terme totalisant 7,7 milliards \$ se détaillait comme suit :

- i. Billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 4,0 milliards \$, billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens totalisant 1,4 milliard \$ (2,0 milliards \$ CA), billets de premier rang non garantis libellés en euros totalisant 806,8 millions \$ (750,0 millions €) et billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes totalisant 63,3 millions \$ (675,0 millions NOK) répartis comme suit :
  - a. Un montant nominal de 250,0 millions \$ CA venant à échéance le 1<sup>er</sup> novembre 2022 portant intérêt au taux de 3,899 %.
  - b. Un montant nominal de 300,0 millions \$ CA venant à échéance le 21 août 2020 portant intérêt au taux de 4,214 %.
  - c. Un montant nominal de 700,0 millions \$ CA venant à échéance le 2 juin 2025 portant intérêt au taux de 3,600 %.
  - d. Un montant nominal de 675,0 millions NOK, venant à échéance le 18 février 2026 portant intérêt au taux de 3,850 %.
  - e. Un montant nominal de 750,0 millions €, venant à échéance le 6 mai 2026, portant intérêt au taux de 1,875 %
  - f. Un montant nominal de 1,0 milliard \$ venant à échéance le 26 juillet 2022 portant intérêt au taux de 2,700 %.
  - g. Un montant nominal de 700,0 millions \$ CA venant à échéance le 26 juillet 2024 portant intérêt au taux de 3,056 %.
  - h. Un montant nominal de 1,0 milliard \$ venant à échéance le 26 juillet 2027 portant intérêt au taux de 3,550 %.
  - i. Un montant nominal de 500,0 millions \$ venant à échéance le 26 juillet 2047 portant intérêt au taux de 4,500 %.
  - j. Un montant nominal de 750,0 millions \$ venant à échéance le 25 janvier 2030 portant intérêt au taux de 2,950 %.
  - k. Un montant nominal de 750,0 millions \$ venant à échéance le 25 janvier 2050 portant intérêt au taux de 3,800 %.
- ii. Emprunts de 1,5 milliard \$ en vertu de notre facilité de crédit renouvelable non garantie libellée en dollars américains, venant à échéance en décembre 2024. En date du 26 avril 2020, le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 2,110 %.
- iii. Autres dettes à long terme de 4,9 millions \$, incluant différentes notes payables.

*Obligations locatives.* Nous louons une portion importante de nos actifs, principalement pour la location de magasins, de terrains, d'équipements et d'immeubles de bureaux. Nos contrats de location de biens immobiliers comportent, en général, des termes initiaux de 5 à 20 ans en Amérique du Nord et cette durée inclut le terme de base initial et les options de renouvellement, lorsqu'appllicable. En Europe, la durée de contrats de location varie de moins de 12 mois jusqu'à des contrats avec une échéance supérieure à 50 ans et inclut généralement des options de renouvellement au taux du marché, lorsqu'appllicable. Lorsque les contrats sont considérés comme des contrats de location, les obligations locatives de ces contrats ainsi que les actifs au titre de droits d'utilisation sont inclus dans nos bilans consolidés. En vertu de certains contrats de location, nous sommes assujettis à des loyers additionnels basés sur le chiffre d'affaires, ainsi qu'à des augmentations futures du loyer minimal.

*Obligation au titre des achats de carburant.* Nous nous sommes engagés par l'entremise de diverses ententes, à acheter annuellement des montants ou des quantités minimums de carburant. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, une pénalité financière pour les volumes manquants, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus. Nous avons généralement excédé ces exigences minimales et nous ne nous attendons pas à ce que de potentiels non-respects de ces exigences dans un avenir prévisible pourraient conduire à la matérialisation de l'un des résultats mentionnés ci-dessus. Au 26 avril 2020, nos obligations d'achat de carburant consistaient en plusieurs contrats en vertu desquels nous nous sommes engagés à acheter 10,8 milliards de gallons et 52,4 millions de litres au cours des prochaines années.

**Éventualités.** Dans le cours normal de notre exploitation et par le biais d'acquisitions, nous faisons l'objet de réclamations et de litiges. Même si l'issue est difficile à prédire avec certitude, nous n'avons aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur notre situation financière, sur les résultats de nos activités ou sur notre aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de nos activités commerciales.

Nous détenons des contrats d'assurance qui comportent des franchises élevées. Actuellement, nous croyons que nos contrats d'assurance, combinés à l'autoassurance, nous offrent une protection suffisante. Les pertes futures qui dépasseront les limites des contrats d'assurance ou qui, après une interprétation défavorable, pourraient ne pas être couvertes par les contrats d'assurance seront prélevées à même les fonds de la société. En ce qui concerne nos contrats d'indemnisation relatifs aux accidents de travail, nous émettons des lettres de crédit à titre de garantie pour certains contrats.

**Cautionnements.** Nous avons transféré un certain nombre de contrats de location de locaux à des tiers. En vertu de certains de ces contrats, advenant un défaut de paiement de la part du sous-locataire, nous conservons la responsabilité finale envers le propriétaire du paiement des montants définis aux termes des contrats de location. Au 26 avril 2020, le total des paiements futurs au titre de location en vertu de ces contrats est d'approximativement 14,1 millions \$ et leur juste valeur est non significative. Historiquement, nous n'avons versé aucune somme importante aux termes de telles indemnisations et nous ne nous attendons pas à devoir en verser dans un avenir prévisible. Nous avons aussi émis des cautionnements envers des tiers et pour le compte de tiers visant des paiements maximums futurs non actualisés totalisant 12,9 millions \$. Ces cautionnements ont surtout trait à des engagements en vertu de cautionnements financiers de baux automobiles et pour le compte de détaillants en Suède. Les cautionnements pour le compte de détaillants en Suède se composent de garanties destinées aux inventaires en magasin, en plus des garanties visant l'équipement loué des magasins. La valeur comptable et la juste valeur des engagements en vertu de cautionnements comptabilisées au bilan consolidé au 26 avril 2020 étaient non significatives.

Nous émettons également des cautionnements à différentes fins à l'égard de nos propres activités, y compris les cautionnements pour impôts, les ventes de billets de loterie, la distribution en gros et les ventes de boissons alcoolisées. La plupart du temps, ces cautionnements sont exigés par les municipalités ou les organismes d'État pour l'exploitation de magasins dans leur secteur.

**Autres engagements.** Nous nous sommes engagés, par l'entremise de diverses ententes d'achat de biens immobiliers et ententes d'achat de produits, à acheter annuellement des montants ou quantités minimums de marchandises. Dans le passé, nous avons généralement excédé ces exigences minimales et prévoyons faire de même dans l'avenir prévisible. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus.

## Opérations hors bilans

Dans le cours normal de nos activités, nous avons des lettres de crédit en circulation pour un montant de 83,5 millions \$. Outre ces lettres de crédit, nous n'avons pas d'autre activité hors bilan. Les engagements futurs sont compris dans l'élément « Dette à long-terme » du tableau ci-dessus.

## Principales informations financières trimestrielles

Notre cycle de présentation de l'information de 52 semaines se divise en trimestres de 12 semaines chacun, à l'exception du troisième trimestre qui comporte 16 semaines. Lorsqu'un exercice comme celui de 2023 comprend 53 semaines, le quatrième trimestre compte 13 semaines. Les principales informations financières consolidées tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres figurent dans le tableau ci-après.

Nous avons adopté IFRS 16 de façon rétrospective le 29 avril 2019, mais comme le permettent les dispositions transitoires propres à la norme, nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs pour l'exercice 2019. Par conséquent, l'effet cumulé de l'application initiale de la nouvelle norme a été comptabilisé au bilan d'ouverture au 29 avril 2019 et les chiffres comparatifs pour l'exercice 2019 continuent d'être divulgués conformément à IAS 17.

(en millions de dollars US, sauf les données par action)	Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020				Période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019							
	Trimestre		4 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	1 <sup>er</sup>	Trimestre		4 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	1 <sup>er</sup>
	Semaines	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines	12 semaines	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines	12 semaines	12 semaines
<b>Chiffre d'affaires</b>		<b>9 687,2</b>	16 604,2	13 678,0	14 163,0		13 113,3	16 515,0	14 702,8	14 786,5		
Bénéfice d'exploitation avant amortissement et perte de valeur		<b>1 077,0</b>	1 274,6	1 088,9	1 058,8		651,7	1 140,2	864,8	902,9		
Amortissement et perte de valeur		<b>307,4</b>	406,1	316,2	307,1		241,5	305,2	222,5	301,5		
Bénéfice d'exploitation		<b>769,6</b>	868,5	772,7	751,7		410,2	835,0	642,3	601,4		
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées		<b>7,3</b>	5,1	6,5	6,6		3,6	7,3	5,4	7,1		
Frais financiers nets		<b>53,2</b>	84,2	60,1	87,0		78,6	90,1	73,7	77,7		
<b>Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>578,3</b>	663,9	579,4	536,0		289,9	611,8	477,0	442,6		
(Bénéfice) perte net(te) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		<b>(2,0)</b>	(4,0)	(0,8)	2,8		3,2	0,3	(3,9)	13,0		
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société</b>		<b>576,3</b>	659,9	578,6	538,8		293,1	612,1	473,1	455,6		
<b>Bénéfice net par action</b>												
De base		<b>0,52 \$</b>	0,59 \$	0,51 \$	0,48 \$		0,26 \$	0,54 \$	0,42 \$	0,40 \$		
Dilué		<b>0,52 \$</b>	0,59 \$	0,51 \$	0,48 \$		0,26 \$	0,54 \$	0,42 \$	0,40 \$		

La volatilité des marges brutes sur le carburant pour le transport routier, principalement aux États-Unis, la saisonnalité ainsi que les variations du cours des devises ont un effet sur les variations du bénéfice net trimestriel.

# Analyse des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 28 avril 2019

## Chiffre d'affaires

Pour l'exercice 2019, notre chiffre d'affaires a augmenté de 7,7 milliards \$ ou 15,0 % par rapport à l'exercice 2018, en raison essentiellement de la contribution des acquisitions, du prix de vente moyen plus élevé du carburant pour le transport routier et de la croissance organique, contrebalancée en partie par l'incidence négative nette de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes.

### Revenus tirés des marchandises et services

Au cours de l'exercice 2019, les revenus de marchandises et services ont augmenté de 1,5 milliard \$. Excluant le chiffre d'affaires de CAPL et l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les revenus tirés des marchandises et services ont augmenté de 1,6 milliard \$, ou 12,7 %. Cette hausse est principalement attribuable à la contribution des acquisitions, qui a totalisé environ 1,0 milliard \$, ainsi qu'à la croissance organique. La croissance des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 4,1 % aux États-Unis, de 4,8 % en Europe et de 5,2 % au Canada, grâce au succès de nos activités de changement de marque, aux améliorations apportées à notre offre de produits, ainsi qu'en raison de nos diverses initiatives visant à accroître l'achalandage dans nos magasins.

### Ventes de carburant pour le transport routier

Au cours de l'exercice 2019, les ventes de carburant pour le transport routier ont augmenté de 6,2 milliards \$. En excluant le chiffre d'affaires de CAPL et l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes, les ventes de carburant pour le transport routier ont augmenté de 6,2 milliards \$, ou 17,4 %. Cette augmentation est attribuable à l'impact du prix de vente moyen plus élevé du carburant pour le transport routier, qui a eu un effet positif d'approximativement 3,5 milliards \$, et à la contribution des acquisitions, qui s'est élevée à approximativement 3,1 milliards \$, contrebalancée en partie par la baisse de nos revenus tirés des ventes en gros de carburant. Le volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable a augmenté de 0,7 % aux États-Unis, tandis qu'il a diminué de 0,9 % en Europe et de 1,6 % au Canada, fortement touché au début de l'exercice par la transition vers un nouveau programme de fidélisation dans nos magasins Esso.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs dans nos différents marchés pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 29 avril 2018 :

Trimestre	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019					
États-Unis (dollars US par gallon) – excluant CAPL	2,76	2,72	2,42	2,51	2,60
Europe (cents US par litre)	75,07	80,56	75,28	74,59	76,32
Canada (cents CA par litre)	117,95	115,22	97,59	103,45	107,82
Période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018					
États-Unis (dollars US par gallon) – excluant CAPL	2,21	2,47	2,30	2,51	2,37
Europe (cents US par litre)	61,39	68,23	71,19	78,32	70,52
Canada (cents CA par litre)	99,81	101,46	108,11	110,39	102,85

### Autres revenus

Pour l'exercice 2019, le total des autres revenus s'est élevé à 1,3 milliard \$, soit une augmentation de 9,0 millions \$ comparativement à l'exercice 2018. Excluant les revenus de CAPL, les autres revenus ont diminué de 3,4 millions \$ pour l'exercice 2019. La baisse est essentiellement attribuable à la cession de nos activités de vente de carburant pour le secteur maritime, contrebalancée en partie par la hausse du prix de vente moyen des autres produits de carburant.

## Marge brute

Notre marge brute a atteint 9,2 milliards \$ pour l'exercice 2019, soit une hausse de 1,1 milliard \$ ou 13,4 % par rapport à l'exercice 2018, en raison essentiellement de la contribution des acquisitions, des marges plus élevées sur le carburant aux États-Unis et de la croissance organique, contrebalancée en partie par l'incidence négative nette de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes.

### Marge brute sur les marchandises et services

Au cours de l'exercice 2019, notre marge brute sur les marchandises et services s'est établie à 5,0 milliards \$, soit une hausse de 537,3 millions \$ par rapport à l'exercice 2018. En excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute sur les marchandises et services a augmenté d'environ 583,0 millions \$, ou 13,1 %. Cette hausse est essentiellement attribuable à la contribution des acquisitions pour un montant approximatif de 340,0 millions \$, ainsi qu'à notre croissance organique. La marge brute s'est établie à 33,8 % aux États-Unis, soit une hausse de 0,5 %, à 41,8 % en Europe, soit une diminution de 0,8 %, en raison d'un mix de produits différent, tandis qu'elle s'est établie à 33,6 % au Canada, soit une baisse de 0,9 %, en raison principalement de la conversion de nos magasins Esso du modèle d'agent au modèle corporatif et de la hausse des taxes sur les cigarettes et autres produits du tabac.

### Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Au cours de l'exercice 2019, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 3,9 milliards \$, soit une augmentation de 562,2 millions \$ par rapport à l'exercice 2018. En excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute sur le carburant pour le transport routier a augmenté d'environ 586,0 millions \$, ou 17,7 %, en raison des acquisitions et des marges plus élevées sur le carburant. La marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 23,60 ¢ par gallon aux États-Unis, une hausse de 4,21 ¢ le gallon, de 8,61 ¢ US par litre en Europe, une baisse de 0,11 ¢ par litre, en raison principalement de l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations européennes, et à 8,38 ¢ CA par litre au Canada, une diminution de 0,46 ¢ CA par litre, en raison des pressions concurrentielles dans certains de nos marchés.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant pour le transport routier provenant de nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 29 avril 2018 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	22,70	21,88	29,42	18,51	23,60
Frais liés aux modes de paiement électronique <sup>(1)</sup>	4,67	4,55	4,31	4,40	4,50
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	18,03	17,33	25,11	14,11	19,10
Période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	20,75	24,70	15,66	17,29	19,39
Frais liés aux modes de paiement électronique <sup>(1)</sup>	3,79	4,31	4,06	3,86	4,02
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	16,96	20,39	11,60	13,43	15,38

(1) Veuillez noter que ces informations ont été redressées pour refléter les frais liés aux modes de paiements électroniques par rapport aux gallons de carburant pour le transport routier provenant des magasins corporatifs plutôt que par rapport au nombre total de gallons de carburant pour le transport routier.

Tel qu'il est démontré par le tableau ci-dessus, les marges sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, mais ont tendance à être relativement stables sur de plus longues périodes. Au Canada et en Europe, la volatilité des marges et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi importantes.

### Marge brute sur les autres revenus

Pour l'exercice 2019, notre marge brute sur les autres revenus a été de 239,9 millions \$, soit une diminution de 16,1 millions \$ par rapport à l'exercice 2018. Excluant la marge brute de CAPL, notre marge brute sur les autres revenus a diminué de 28,5 millions \$. Cette baisse est principalement due à la baisse de la demande et à la hausse des coûts des autres produits de carburants, ainsi qu'à la cession de nos activités de vente de carburant pour le secteur maritime, qui a eu une incidence d'environ 3,0 millions \$ sur l'exercice 2019.

## Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« coûts d'exploitation »)

Pour l'exercice 2019, les coûts d'exploitation ont augmenté de 10,2 % par rapport à l'exercice 2018, mais ont augmenté de seulement 3,7 % si l'on exclut certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures :

	Période de 52 semaines terminée le 28 avril 2019
<b>Variation totale, telle que publiée</b>	<b>10,2 %</b>
Ajustements :	
Augmentation provenant des coûts d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(6,4 %)
Diminution générée par l'effet net de la conversion de devises	1,4 %
Augmentation générée par l'augmentation des frais liés aux modes de paiement électronique, excluant les acquisitions	(0,9 %)
Augmentation des dépenses liées à des règlements et à des ajustements de provisions pour des éléments spécifiques constatés dans les résultats de l'exercice 2019 <sup>(1)</sup>	(0,6 %)
Frais d'acquisition constatés dans les résultats de l'exercice 2018	0,2 %
Augmentation des coûts d'exploitation de CAPL	(0,2 %)
Coûts supplémentaires provenant des initiatives liées à notre nouvelle marque globale constatés dans les résultats de l'exercice 2018	0,1 %
Frais supplémentaires engagés à la suite des ouragans Harvey et Irma constatés dans les résultats de l'exercice 2018	0,1 %
Goodwill négatif constaté dans les résultats de l'exercice 2018	(0,1 %)
Paiement compensatoire à CAPL pour la cession d'actifs constaté dans les résultats de l'exercice 2019	(0,1 %)
<b>Variation restante</b>	<b>3,7 %</b>

(1) Au cours de l'exercice 2019, nous avons réglé diverses réclamations et ajusté nos provisions en lien avec des événements spécifiques de l'exercice, ce qui a eu une incidence négative de 24,2 millions \$ sur notre bénéfice avant impôts.

Excluant la conversion de nos magasins Esso du modèle d'agent au modèle corporatif ainsi que l'incidence des changements de certaines hypothèses basées sur des facteurs externes incluses dans le calcul de nos provisions, la variation restante pour l'exercice 2019 aurait été de 3,4 %. La croissance des coûts d'exploitation découle, entre autres, de l'inflation normale, de la hausse du salaire minimum dans certaines régions et des dépenses plus élevées visant à appuyer notre croissance et notre stratégie. Nous continuons de favoriser un contrôle strict des coûts dans l'ensemble de notre organisation, tout en maintenant la qualité du service que nous offrons à nos clients.

## Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et perte de valeur (BAIIA) et BAIIA ajusté

Au cours de l'exercice 2019, le BAIIA a augmenté, passant de 3,0 milliards \$ à 3,6 milliards \$, soit une hausse de 20,3 %. En excluant du BAIIA de l'exercice 2019 et de l'exercice 2018 les éléments spécifiques présentés dans le tableau ci-dessous, le BAIIA ajusté de l'exercice 2019 a augmenté de 540,0 millions \$, ou 18,1 %, principalement en raison de la contribution des marges sur le carburant plus élevées aux États-Unis, des acquisitions et de la croissance organique, facteurs contrebalancés en partie par des dépenses plus élevées et par l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes. Durant l'exercice 2019, les acquisitions ont contribué pour environ 269,0 millions \$ au BAIIA ajusté, tandis que la variation du taux de change a eu un impact négatif net d'approximativement 45,0 millions \$.

Il est à noter que le BAIIA et le BAIIA ajusté ne constituent pas des mesures de la performance reconnues selon les IFRS, mais nous, ainsi que les investisseurs et les analystes, considérons que ces mesures de la performance facilitent l'évaluation de nos activités courantes et de notre capacité à générer des flux de trésorerie afin de financer nos besoins en liquidités, y compris notre programme de dépenses en immobilisations et le paiement de dividendes. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés ouvertes.

(en millions de dollars américains)	Périodes de 52 semaines terminées le	
	28 avril 2019	29 avril 2018
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle, tel que publié	1 821,3	1 677,5
Ajouter :		
Impôts sur les bénéfices	370,9	56,1
Frais financiers nets	320,1	335,3
Amortissements et perte de valeur	1 070,7	910,6
BAIIA	3 583,0	2 979,5
Ajustements :		
BAIIA attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(77,5)	(49,5)
Frais de restructuration attribuables aux actionnaires de la société	10,5	51,7
Paiement compensatoire à CAPL pour la cession d'actifs, net des participations ne donnant pas le contrôle	5,0	—
Gain sur cession des activités de vente de carburant pour le secteur maritime	(3,2)	—
Frais d'acquisition	2,2	11,8
Gain sur la disposition d'un terminal	—	(11,5)
Gain sur la participation dans CST	—	(8,8)
Coûts additionnels liés aux ouragans	—	6,6
Coûts additionnels provenant des initiatives liées à notre nouvelle marque globale	—	3,0
Goodwill négatif	—	(2,8)
BAIIA ajusté	3 520,0	2 980,0

## Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour l'exercice 2019, notre dépense d'amortissement a augmenté de 160,1 millions \$, incluant la perte de valeur de 55,0 millions \$ sur le goodwill de CAPL enregistrée au premier trimestre de l'exercice 2019. Excluant les résultats de CAPL, la dépense d'amortissement a augmenté de 77,7 millions \$ pour l'exercice 2019, en raison principalement de la contribution des acquisitions, du remplacement d'équipement, de l'ajout de nouveaux magasins et de l'amélioration continue de notre réseau.

## Frais financiers nets

Les frais financiers nets de l'exercice 2019 se sont chiffrés à 320,1 millions \$, soit une diminution de 15,2 millions \$ comparativement à l'exercice 2018. En excluant les éléments présentés dans le tableau ci-dessous, les frais financiers nets ont augmenté de 28,6 millions \$. Cette augmentation provient principalement de la hausse du solde moyen de notre dette à long terme attribuable aux acquisitions récentes, contrebalancée en partie par les remboursements effectués.

(en millions de dollars américains)	Périodes de 52 semaines terminées le	
	28 avril 2019	29 avril 2018
Frais financiers nets, tel que publié	320,1	335,3
Ajustements :		
Gain (perde) de change net(te)	5,3	(48,4)
Frais financiers de CAPL	(29,3)	(19,4)
Frais financiers nets excluant les items ci-haut	296,1	267,5

## Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice 2019, le taux d'imposition s'est établi à 16,9 %, comparativement à 20,6 % pour l'exercice 2018, en excluant le recouvrement d'impôts net de 288,3 millions \$ découlant de la « U.S. Tax Cuts and Jobs Act » de même qu'un ajustement relatif à un avantage fiscal découlant d'une réorganisation interne de l'exercice 2018. Le taux d'imposition de l'exercice 2019 tient compte d'un avantage fiscal de 6,2 millions \$ découlant de la réévaluation de nos soldes d'impôts différés résultant de la baisse du taux d'imposition statutaire en Suède. Excluant cet ajustement, le taux d'imposition aurait été de 17,2 % pour l'exercice 2019, une diminution comparativement à l'exercice 2018, découlant d'un taux d'imposition statutaire moins élevé aux États-Unis de même que d'une composition différente de nos bénéfices à travers les différentes juridictions.

## Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société et bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net »)

Le bénéfice net de l'exercice 2019 s'est chiffré à 1,8 milliard \$, comparativement à 1,7 milliard \$ pour l'exercice 2018, soit une augmentation de 163,3 millions \$, ou 9,8 %. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 1,62 \$, comparativement à 1,47 \$ pour l'exercice précédent. L'effet négatif net sur notre bénéfice net découlant de la conversion en dollars américains des revenus et dépenses de nos opérations canadiennes et européennes s'est élevé à approximativement 30,0 millions \$ pour l'exercice 2019.

En excluant du bénéfice net de l'exercice 2019 et de celui de l'exercice 2018 les éléments présentés dans le tableau ci-dessous, le bénéfice net ajusté de l'exercice 2019 aurait été d'approximativement 1,9 milliard \$, comparativement à 1,5 milliard \$ pour l'exercice 2018, soit une hausse de 402,0 millions \$, ou 27,3 %. Le bénéfice net ajusté par action sur une base diluée aurait été de 1,66 \$ pour l'exercice 2019, comparativement à 1,30 \$ pour l'exercice 2018, soit une augmentation de 27,7 %.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net publié au bénéfice net ajusté :

(en millions de dollars américains)	Périodes de 52 semaines terminées le	
	28 avril 2019	29 avril 2018
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, tel que publié	1 833,9	1 670,6
Ajustements :		
Perte de valeur relative au goodwill de CAPL	55,0	—
Frais de restructuration attribuables aux actionnaires de la société	10,5	51,7
Avantage fiscal découlant de la baisse du taux d'imposition statutaire en Suède	(6,2)	—
(Gain) perte de change net(te)	(5,3)	48,4
Paiement compensatoire à CAPL pour la cession d'actifs, net des participations ne donnant pas le contrôle	5,0	—
Gain sur cession des activités de vente de carburant pour le secteur maritime	(3,2)	—
Frais d'acquisition	2,2	11,8
Recouvrement d'impôts net découlant de la « U.S. Tax Cuts and Jobs Act » attribuable aux actionnaires de la société	—	(270,1)
Dépense d'amortissement accéléré	—	19,0
Avantage fiscal découlant d'une réorganisation interne	—	(13,4)
Gain sur la disposition d'un terminal	—	(11,5)
Gain sur la participation dans CST	—	(8,8)
Coûts additionnels liés aux ouragans	—	6,6
Coûts additionnels provenant des initiatives liées à notre nouvelle marque globale	—	3,0
Goodwill négatif	—	(2,8)
Incidence fiscale des éléments ci-dessus et arrondissements	(17,9)	(32,5)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société	1 874,0	1 472,0

Il est à noter que le bénéfice net ajusté ne constitue pas une mesure de performance reconnue selon les IFRS, mais nous l'utilisons, ainsi que les investisseurs et les analystes, afin d'évaluer la performance sous-jacente de nos activités sur une base comparable. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés ouvertes.

## Résultats de CAPL

Pour l'exercice 2019, les résultats de CAPL ont été affectés par l'augmentation du prix de vente du carburant pour le transport routier ainsi que par le fait que l'exercice 2018 comportait 9 mois d'activités comparativement à 12 mois pour l'exercice 2019, puisque CAPL a été acquis vers la fin du premier trimestre de l'exercice 2018.

## Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous maintenons un système de contrôles internes à l'égard de l'information financière conçu pour protéger les actifs et assurer la fiabilité de l'information financière de la société. Nous maintenons également un système de contrôles et de procédures sur la communication de l'information conçue pour assurer, à tous égards importants, la fiabilité, l'intégralité et la présentation en temps opportun de l'information communiquée dans le présent rapport de gestion et dans tout autre document public. Les contrôles et procédures sur la communication de l'information visent à faire en sorte que l'information que nous devons communiquer dans les rapports déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières soit enregistrée et/ou divulguée en temps opportun, comme l'exige la loi, et soit accumulée et communiquée à la direction de notre société, y compris à notre chef de la direction et à notre chef de la direction financière, comme il convient, pour permettre la prise de décisions rapides concernant l'information à divulguer. En date au 26 avril 2020, notre direction, suite à son évaluation, certifie l'efficacité de la conception et le fonctionnement des contrôles et des procédures sur la communication.

À la suite de l'adoption d'IFRS 16, nous avons ajusté nos contrôles internes et mis en place des processus pour permettre l'application de la nouvelle norme.

Nous évaluons continuellement l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et leur apportons des améliorations au besoin. Au 26 avril 2020, notre direction et nos auditeurs externes ont produit des rapports certifiant l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

## Principes et estimations comptables essentiels

*Estimations.* Le présent rapport de gestion repose sur nos états financiers consolidés, qui ont été établis selon les IFRS. Ces normes requièrent que nous fassions certaines estimations et hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires. Nous analysons de façon continue ces estimations à la lumière de l'information disponible. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les jugements et estimations comptables les plus importants que nous avons établis aux fins de la préparation des états financiers consolidés sont présentés avec les conventions pertinentes, le cas échéant, et concernent principalement les sujets suivants : les rabais fournisseurs, les durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts sur les bénéfices, les contrats de location, les avantages sociaux futurs, les provisions, les pertes de valeur et les regroupements d'entreprises.

Au 26 avril 2020, nous avons effectué une évaluation de l'impact des incertitudes entourant l'éclosion de la nouvelle souche du coronavirus, spécifiquement identifiée comme la pandémie de COVID-19, sur la valeur comptable de nos actifs et passifs. Cette évaluation, qui a nécessité l'utilisation de jugements et d'estimations importants, n'a eu aucune incidence matérielle sur nos états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 26 avril 2020. Nous avons évalué que l'incertitude entourant l'impact de la COVID-19 pourrait générer, dans les périodes de divulgation futures, un risque d'ajustement matériel de la valeur comptable des actifs et passifs suivants : immobilisations corporelles, immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée, goodwill et immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, actifs d'impôts différés, actifs au titre de droits d'utilisation, régimes de retraite et obligations contractuelles. Étant un risque émergent, la durée et le plein effet financier de la pandémie de COVID-19 sont inconnus et, par conséquent, les estimations de l'étendue à laquelle la COVID-19 pourrait matériellement et défavorablement nous impacter sont soumises à d'importantes incertitudes.

*Stocks.* Nos stocks se composent principalement de produits destinés à la revente, notamment de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, de produits frais, de bières et vin, d'articles d'épicerie, de friandises, de grignotines, de boissons diverses et de carburant pour le transport routier. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks de marchandises est généralement évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale. Le coût des stocks de carburant pour le transport routier est généralement déterminé selon la méthode du coût moyen. Certains jugements et certaines estimations de la direction servant à déterminer les marges brutes pourraient avoir une incidence sur l'évaluation des stocks de clôture et les résultats d'exploitation.

*Perte de valeur d'actifs à long terme.* Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de perte de valeur lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable nette à leur valeur recouvrable, cette dernière correspondant au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Dans le cas où la valeur comptable des actifs à long terme excéderait leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée. Nous nous basons sur les conditions du marché et sur notre performance opérationnelle pour évaluer s'il existe des indices de perte de valeur. La variabilité de ces facteurs dépend d'un certain nombre de conditions, y compris l'incertitude au sujet d'événements futurs. Ces facteurs pourraient nous inciter à conclure que des indices de perte de valeur existent effectivement et que des tests de perte de valeur devraient être effectués, ce qui pourrait amener à conclure à une perte de valeur de certains actifs à long terme et à la constatation d'une perte de valeur.

**Goodwill et immobilisations incorporelles.** Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de perte de valeur annuellement ou plus fréquemment si des événements ou changements de circonstances indiquent qu'ils pourraient avoir subi une perte de valeur. Cette évaluation requiert que la direction utilise des estimations et des hypothèses afin d'établir la juste valeur de ses unités d'exploitation et de ses immobilisations incorporelles. Si ces estimations et hypothèses s'avéraient inexactes, la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles pourrait être surévaluée. Notre test de perte de valeur annuel est effectué au premier trimestre de chaque exercice.

**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.** Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent principalement aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs de carburant pour le transport routier. Elles sont fondées sur notre expérience antérieure dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, la durée restante des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir de carburant pour le transport routier souterrain est installé, un passif actualisé est comptabilisé pour la valeur actuelle de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial à comptabiliser, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

À la suite de la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la valeur comptable du passif est accrue de manière à tenir compte de l'écoulement du temps, puis ajustée selon les variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché ou de l'échéancier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation.

**Coûts environnementaux.** Nous constatons une provision pour les frais de réhabilitation de sites estimatifs afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour nos sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur notre expérience antérieure en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs tels que l'état de la contamination des sites, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Dans la plupart des États américains où nous exerçons nos activités, à l'exception de l'Alaska, de la Californie, de la Floride, de l'Iowa, du Maryland, de New York, de l'Oregon, du Texas, de la Virginie-Orientale, de Washington et du Wisconsin, un fonds en fiducie est disponible pour couvrir les frais de certaines mesures de réhabilitation environnementale, déduction faite de la franchise applicable du fonds en fiducie, laquelle varie selon les États. Ces fonds en fiducie fournissent aux exploitants d'installations pétrolières une assurance pour couvrir une partie des frais de nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs de carburant et/ou par des taxes de vente de chacun des États sur la vente de carburant. Nous payons les frais d'enregistrement annuel et remettons les taxes de vente aux États participants. La couverture d'assurance et les franchises des fonds en fiducie varient selon les États.

**Impôts sur le résultat.** La charge d'impôts comptabilisée aux résultats correspond à la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

Nous utilisons l'approche bilan de la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers consolidés, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal leur étant relié se matérialisera.

Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et les coentreprises, sauf si nous sommes capables de contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et s'il est probable que la différence temporelle ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôts différés découlant des différences temporelles déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que la différence temporelle se résorbera dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si nous avons un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôts exigibles, qu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même autorité fiscale et que nous avons l'intention de régler simultanément le montant net de nos actifs et passifs d'impôts exigibles.

Nous sommes assujettis à l'impôt sur les bénéfices dans de nombreuses juridictions. Un jugement important est nécessaire pour déterminer la charge mondiale d'impôts sur les bénéfices. Il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels la détermination de l'impôt est incertaine. Nous comptabilisons un passif pour des questions d'audits fiscaux lorsque nous estimons que des impôts supplémentaires seront dûs. Lorsque le résultat final de ces questions est différent des montants initialement comptabilisés, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés dans la période au cours de laquelle cette différence est déterminée.

*Obligations relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail.* Aux États-Unis et en Irlande, nous avons recours à l'auto assurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents du travail. Le coût ultime attendu actualisé de réclamations engagées à la date du bilan consolidé est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base de nos données historiques et d'évaluations actuarielles. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

## Norme comptable adoptée durant l'exercice en cours

### *Contrats de location*

Au 29 avril 2019, nous avons adopté IFRS 16 *Contrats de location* qui remplace IAS 17, *Contrats de location*. La nouvelle norme exige que les preneurs comptabilisent et inscrivent au bilan une obligation locative correspondant aux paiements de loyers futurs et un actif au titre du droit d'utilisation relativement à la quasi-totalité des contrats de location, sauf en ce qui concerne les contrats de location qui répondent à des critères d'exception limités.

Nous avons adopté IFRS 16 de façon rétrospective le 29 avril 2019, mais comme le permettent les dispositions transitoires propres à la norme, nous n'avons pas retraité les chiffres correspondants pour l'exercice 2019. Par conséquent, l'effet cumulé de l'application initiale de la nouvelle norme a été comptabilisé au bilan d'ouverture au 29 avril 2019 et les chiffres correspondants pour l'exercice 2019 continuent d'être divulgués conformément à IAS 17 et à ses interprétations connexes, dont IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*.

IFRS 16 apporte des changements importants à la comptabilité du preneur en ce sens qu'elle élimine la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement, et qu'elle exige la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative à la date de début de tous les contrats de location, sauf ceux à court terme ou dont le bien sous-jacent est de faible valeur. En revanche, les exigences relatives à la comptabilité du bailleur demeurent essentiellement les mêmes.

Veuillez vous référer aux notes 3, 14 et 18 de nos états financiers pour l'exercice terminé le 26 avril 2020 pour plus de détails sur ces changements.

## Facteurs de risque

Le contrôle et l'amélioration des opérations sont des préoccupations constantes pour nous. Dans cette perspective, l'identification et la gestion des risques sont des facteurs importants. Nous avons identifié et évalué les principaux risques d'entreprise qui pourraient avoir des conséquences négatives sur l'atteinte de nos objectifs et du rendement qui en découle.

Nous gérons les risques de façon continue et mettons en place de nombreuses mesures, dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux qui sont mentionnés dans la présente section et d'en amoindrir les impacts financiers.

*Pandémie, épidémie ou éclosion d'une maladie infectieuse.* Le déclenchement généralisé d'une maladie ou de toute autre maladie transmissible, ou toute autre crise de santé publique, pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière. Les changements dans les opérations en réponse à une telle épidémie, que ce soit volontaire ou imposé par une autorité gouvernementale ou autre, pourraient avoir un impact significatif sur les résultats financiers et peuvent inclure des fermetures temporaires d'installations, des pénuries, des perturbations temporaires ou à long terme de main-d'œuvre, des impacts temporaires ou à long terme sur les chaînes d'approvisionnement et les canaux de distributions, des restrictions temporaires ou à long terme sur le commerce et les voyages transfrontaliers, une plus grande volatilité des devises et des risques accrus pour les systèmes informatiques, les réseaux et services numériques.

Des conditions économiques incertaines résultant d'une pandémie, d'une épidémie ou de l'éclosion d'une maladie infectieuse pourraient, à court ou à long terme, avoir une incidence défavorable sur les activités et la performance de notre société et de chacun de nos secteurs opérationnels. Celles-ci pourraient inclure la perte de confiance des consommateurs et des achats s'y rattachant, une plus grande volatilité des devises, des conséquences sur la situation financière de nos clients, fournisseurs et autres parties.

*Changements dans le comportement de la clientèle.* Dans le secteur du carburant pour le transport routier et des activités d'accès, l'achalandage est généralement déterminé par les préférences des consommateurs et les tendances en matière de dépenses de consommation, les taux de croissance du trafic routier et les tendances de consommation dans le secteur des déplacements et du tourisme. Une baisse de la clientèle potentielle de nos stations-service et de nos magasins d'accès en raison de changements dans les préférences des consommateurs, dans les dépenses discrétionnaires des consommateurs ou dans les modes de transport pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation. Par ailleurs, les développements en matière de changements climatiques et les impacts climatiques et environnementaux des gaz à effet de serre pourraient entraîner une diminution de la demande pour un de nos produits les plus importants, soit le carburant à base de pétrole. La perception péjorative de ce produit, en relation avec les impacts environnementaux, et le *mouvement vert* pourraient affecter négativement nos ventes et notre habileté à commercialiser ce produit. De nouvelles technologies incitant le public à se prévaloir de sources de transport qui ne dépendent pas d'hydrocarbures pourraient nourrir une perception négative envers les hydrocarbures, ce qui affecterait l'attitude du public par rapport à notre carburant, et pourrait donc potentiellement affecter défavorablement notre entreprise, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. De plus, de nouvelles technologies visant à améliorer le rendement énergétique, ou encore des mandats gouvernementaux visant à atteindre un meilleur rendement énergétique pourraient voir décroître la demande pour les hydrocarbures, ce qui pourrait nuire à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

*Carburant pour le transport routier.* Nos résultats sont sensibles à l'évolution du prix et de la marge brute sur le carburant pour le transport routier. Des facteurs hors de notre contrôle, tels que les changements des conditions d'approvisionnement dictés par le marché, les fluctuations du coût du carburant pour le transport routier, liées notamment à la conjoncture politique et économique générale, ainsi que la capacité limitée du marché à absorber les fluctuations du prix du carburant, sont des facteurs susceptibles de faire varier les prix de vente du carburant pour le transport routier ainsi que la marge brute afférente. Ainsi, au cours de l'exercice 2020, les ventes de carburant pour le transport routier ont représenté environ 71,0 % de notre chiffre d'affaires total, mais notre marge brute sur le carburant pour le transport routier ne représentait qu'environ 46,0 % de notre marge brute totale.

*Produits du tabac.* Les ventes de produits du tabac constituent la principale catégorie de nos revenus tirés des marchandises et des services. Pour l'exercice 2020, les produits du tabac représentaient environ 40,0 % et 21,0 % du chiffre d'affaires et de la marge brute provenant des marchandises et des services, respectivement. Des augmentations importantes du prix de gros des cigarettes, des hausses ou des changements structurels importants en matière de taxes sur les produits du tabac, le durcissement législatif et les campagnes dissuasives ou de prévention de l'usage du tabac, nationales et locales, actuelles ou futures, de même que la concurrence du commerce illicite et l'arrivée de produits alternatifs au tabac pourraient réduire la demande de produits du tabac et, par conséquent, notre chiffre d'affaires et notre bénéfice en raison de la concurrence dans nos marchés et de la sensibilité des consommateurs au prix de ces produits.

***Exigences législatives et réglementaires.*** Nos activités sont assujetties à un grand nombre de règlements, dont les règlements relatifs à la vente et l'étiquetage d'alcool, de produits du tabac ou contenant de la nicotine, de produits contenant du cannabis (via un magasin sous licence) et de produits contenant du cannabidiol (CBD), à de nombreuses exigences sur la salubrité des aliments, l'emballage, la sécurité et la qualité des produits, sur les produits de loterie et produits connexes, aux lois et réglementations sur les produits soumis à une limite d'âge, les lois sur le salaire minimum, les heures supplémentaires et autres lois et réglementations sur le travail, les lois sur la confidentialité des données, la conformité aux normes de sécurité des données de l'industrie des cartes de paiement, les lois sur les valeurs mobilières et les lois et réglementations fiscales. De plus, comme il en est discuté à la rubrique « Lois et règlements environnementaux », les activités de nos magasins d'accompagnement sont assujetties à un grand nombre de lois et de règlements en matière environnementale.

Nous engageons actuellement d'importants coûts d'exploitation et d'importantes dépenses en immobilisations afin de respecter les lois et les règlements actuels, notamment ceux afférents à la santé, à la sécurité, à l'environnement et ceux applicables à nos activités. En outre, les lois et les règlements applicables à nos activités peuvent changer et il est en effet prévu que, compte tenu de la nature de nos activités, nous continuerons à être soumis à des lois et des règlements de plus en plus rigoureux, notamment en matière de santé, de sécurité et d'environnement, ce qui pourrait entraîner une augmentation de nos coûts d'exploitation au-delà des niveaux actuellement prévus et nécessiter à l'avenir d'importantes dépenses en immobilisations et autres. En conséquence, rien ne garantit que les lois et les règlements futurs ou des modifications de ceux-ci, ou des changements par rapport à leur interprétation actuelle, n'entraîneront pas d'effet significatif sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Si nous ne parvenons pas à nous conformer aux lois et aux règlements ou aux restrictions ou autres conditions imposées par nos permis, ou si nous ne parvenons pas à obtenir les permis ou les enregistrements nécessaires ou à les prolonger ou à les renouveler à leur échéance, nous pourrions notamment être soumis à des sanctions civiles et pénales et, dans certaines circonstances, nous voir suspendre temporairement ou de façon permanente une partie de nos activités.

En outre, la vente de produits contenant du cannabidiol (CBD) aux États-Unis s'appuie sur notre opinion qu'avec l'adoption du « U.S. Agricultural Improvement Act of 2018 » (aussi connu sous le nom de « 2018 Farm Bill »), le chanvre et les produits à base de chanvre ont été retirés de façon permanente de la liste du « U.S. Controlled Substances Act » et retirés de l'autorité du « U.S. Drug Enforcement Administration » (DEA). Il existe un risque que notre interprétation de cette loi américaine soit inexacte ou que cette loi soit contestée avec succès par les autorités américaines fédérales ou d'États. Une contestation par un État ou par le gouvernement fédéral américain pourrait avoir un effet négatif sur nos opérations et nos résultats, incluant des sanctions civiles et criminelles, des dommages et amendes, la réduction d'une partie de nos activités ou la saisie de nos actifs et le refus de demandes d'approbation réglementaire, ainsi que sur notre réputation.

***Information sensible et protection des données.*** Dans le cours normal de nos activités en tant que détaillant de carburant et de marchandises, nous recevons un nombre important de données personnelles de nos consommateurs ainsi que d'autres informations de nature délicate concernant nos employés, nos partenaires d'affaires et nos fournisseurs. Bien que nous ayons considérablement investi dans la protection de l'information, et bien que nous maintenons ce que nous croyons être des contrôles sécuritaires envers les données que nous recevons de chaque consommateur, employé ou vendeur identifiable, une faille ou une panne de système pourrait voir délivrer sans autorisation des données sur ces personnes, ou toute autre information sensible, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur notre réputation, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. De telles brèches ou pannes pourraient également entraîner une augmentation des dépenses allouées à la protection contre de tels risques. Un manquement important de notre part quant à nos obligations réglementaires de protection des informations sensibles et de la vie privée de nos consommateurs, employés et autres, pourrait nous voir soumis à une amende ou à toute autre sanction ou poursuite.

***Lois et règlements environnementaux.*** Nos activités, particulièrement celles relatives à l'entreposage, au transport et à la vente de carburant, sont assujetties à un grand nombre de lois et de règlements en matière environnementale dans les pays où nous exerçons nos activités, y compris des lois et des règlements régissant la qualité du carburant, la pollution du sol, les émissions atmosphériques, les rejets de substances dans l'eau, la mise en œuvre d'objectifs concernant l'utilisation de certains biocombustibles ou de l'énergie renouvelable, la manipulation et l'élimination des substances dangereuses, l'utilisation de systèmes de réduction de vapeur pour récupérer la vapeur de carburant et la réhabilitation des sites contaminés. Les exigences environnementales, de même que l'interprétation et l'application de ces dernières, changent continuellement et ont tendance à devenir de plus en plus strictes avec le temps. En vertu des lois et des règlements fédéraux, provinciaux, étatiques ou municipaux, nous pouvons, à titre de propriétaire ou d'exploitant, être tenus responsables des coûts de nettoyage ou de décontamination de nos sites actuels ou antérieurs, que nous ayons été informés ou non de la contamination en question ou que nous en soyons responsables ou non. De plus, nous pourrions nous exposer à des frais de litige, des amendes et d'autres sanctions en raison de notre incapacité à respecter ces exigences.

Notre entreprise peut également être touchée par les lois et les règlements sur le changement climatique et le rôle qu'y jouent la combustion des carburants fossiles et les émissions de carbone qui en résultent. Certains territoires où nous exerçons des activités ont adopté des mesures visant à limiter les émissions de carbone, mesures qui augmentent le coût des carburants à base de pétrole et qui peuvent avoir un effet négatif sur la demande de carburant pour le transport routier. Par ailleurs, l'adoption d'autres mesures de protection de l'environnement qui touchent la chaîne d'approvisionnement du pétrole, comme des exigences plus rigoureuses quant à l'exploration, au forage et au transport du pétrole brut ainsi qu'au raffinage et au transport des produits à base de pétrole, peut aussi augmenter le coût du carburant à base de pétrole et avoir des effets semblables sur le carburant pour le transport routier. L'impact de ces changements, individuels ou combinés, pourrait nuire à nos ventes de carburant pour le transport routier et à la marge brute associée.

Les différentes régions dans lesquelles nous exerçons nos activités prévoient des incitatifs fiscaux et d'autres subventions qui ont également rendu les secteurs des carburants renouvelables et des véhicules écoénergétiques, et à propulsion alternative, plus concurrentiels qu'ils ne le seraient autrement, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

*Systèmes de technologie de l'information.* Nous dépendons de systèmes de technologies de l'information (« systèmes TI ») pour la gestion de nombreux aspects de nos transactions d'affaires et pour l'acheminement de renseignements exhaustifs et fiables à la direction. Ces systèmes TI sont une composante essentielle de notre entreprise et de nos stratégies de croissance. Ainsi, une importante perturbation dans nos systèmes TI, ou la désuétude de ces derniers, pourraient limiter notre capacité à gérer et à exploiter notre entreprise de manière efficace. Ces systèmes sont notamment sensibles aux dommages et à l'interruption par suite d'une panne de courant, aux désastres naturels, aux pannes informatiques ou de réseaux, à la perte de services de télécommunications, à la perte physique ou électronique de données, aux brèches de sécurité, aux cyberattaques, aux virus informatiques ainsi qu'aux lois et règlements qui nécessitent des améliorations obligatoires devant être faites dans un certain laps de temps et auxquelles nous ne pourrons pas nécessairement nous conformer. N'importe laquelle de ces perturbations pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre positionnement concurrentiel et/ou notre réputation et pourrait mener à des réclamations qui seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur notre profitabilité.

*Acquisitions.* Les acquisitions ont été une partie importante de notre stratégie de croissance et devraient continuer de l'être. Notre capacité à identifier des occasions d'acquisitions stratégiques et à les réaliser à l'avenir pourrait être limitée par différents facteurs, notamment le nombre de possibilités d'acquisitions intéressantes et de vendeurs motivés, par l'étendue de l'utilisation à l'interne de nos ressources et, dans la mesure où cela est nécessaire, par notre capacité à obtenir les approbations réglementaires et du financement à des conditions satisfaisantes pour des acquisitions importantes, s'il y a lieu.

La réalisation des avantages et des synergies escomptés d'une acquisition dépendra en partie de la possibilité d'intégrer de façon efficiente et efficace les activités, les systèmes, la gestion et les cultures de notre société et de l'entreprise acquise ainsi que de la réalisation des avantages que nous comptons tirer des bases ou des sources présumées de synergies. Nous pourrions ne pas être en mesure d'obtenir les synergies et les économies de coûts prévues d'une acquisition pour de nombreuses raisons, telles que les contraintes contractuelles, une incapacité à profiter des économies synergiques attendues et de l'augmentation des efficiencies opérationnelles prévues, la perte d'employés clés ou des changements dans les lois et les règlements fiscaux. Le processus d'acquisition et d'intégration d'une entreprise peut entraîner des coûts d'exploitation plus élevés que prévus, des radiations ou charges de restructuration non récurrentes importantes, la perte de la clientèle et des perturbations de l'exploitation (telles que des difficultés à maintenir les relations avec les employés, les clients ou les fournisseurs). Le défaut de réussir à intégrer une entreprise acquise peut avoir un effet défavorable important sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Bien que nous effectuions une enquête diligente sur les entreprises ou les actifs que nous acquérons, il se peut que des passifs ou des dépenses liées aux entreprises ou aux actifs acquis nous échappent lors de notre enquête diligente et que nous en soyons tenus responsables, en tant que propriétaire successeur. La découverte de dettes ou d'obligations importantes liées à une acquisition peut entraîner d'importantes conséquences néfastes tant sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

*Concurrence.* Les industries et les zones géographiques dans lesquelles nous exerçons nos activités sont très concurrentielles et marquées par des fluctuations constantes du nombre et du type de détaillants qui offrent les mêmes produits et services que nos magasins. Nous sommes en concurrence avec les autres chaînes de magasins d'accommodation, les magasins d'accommodation indépendants, les exploitants de stations-service, les petits et gros détaillants en alimentation, les entreprises de restauration rapide, les pharmacies locales, les chaînes de pharmacies et les magasins à un dollar. Rien ne garantit que nous serons en mesure de rivaliser avec succès avec nos concurrents. Notre entreprise pourrait également souffrir si nous ne maintenons pas notre capacité à répondre aux exigences des clients en matière de prix, de qualité et de service à la clientèle.

**Recrutement et rétention d'employés.** Nous sommes tributaires de notre capacité à attirer et à retenir les employés clés ainsi qu'une équipe de direction solide. Si, pour une raison ou une autre, nous ne parvenons pas à attirer et à fidéliser suffisamment de gens compétents, nos activités, nos résultats financiers et notre capacité à atteindre nos objectifs stratégiques pourraient en souffrir.

**Modes de paiements électroniques.** Nous sommes exposés à des fluctuations considérables des frais afférents aux modes de paiements électroniques résultant de variations importantes des prix de détail du carburant pour le transport routier, puisque les frais afférents aux modes de paiements électroniques sont basés en grande partie sur un pourcentage du prix de détail du carburant. Pour l'exercice 2020, une variation de 10,0 % des frais afférents aux modes de paiements électroniques aurait eu un impact d'environ 0,04 \$ sur le bénéfice net par action sur une base diluée.

**Lois et passifs fiscaux.** Nous sommes assujettis à des obligations fiscales importantes dans de nombreux territoires, notamment les impôts directs et indirects, les retenues salariales, les impôts de franchises, les retenues d'impôts étrangers et les taxes foncières. L'adoption de nouveaux règlements et lois régissant l'impôt ou la modification de ceux déjà en vigueur pourrait entraîner une hausse de la charge d'impôts ou de l'assujettissement à l'impôt, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie. En outre, de nombreuses obligations fiscales font l'objet de vérifications périodiques par les différentes administrations fiscales, ce qui peut donner lieu à des pénalités et des paiements d'intérêts.

**Dépendance à l'égard de fournisseurs tiers.** Nos activités de vente de carburant dépendent de l'approvisionnement en produits pétroliers raffinés auprès d'un nombre relativement limité de fournisseurs et d'un réseau de distribution desservi principalement par des camions-citernes appartenant à des tiers. Tout événement causant des perturbations sur l'une des chaînes d'approvisionnement de nos fournisseurs pourrait avoir un impact significatif sur notre capacité à recevoir des produits pétroliers raffinés destinés à la revente et pourrait donner lieu à une augmentation du coût de ces produits.

**Poursuites.** Dans le cours normal des affaires, nous sommes partie défenderesse dans un certain nombre de procédures judiciaires et de réclamations habituelles pour une entreprise dans notre secteur d'activités. Une issue défavorable dans de telles procédures pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation. En effet, l'industrie des magasins d'accommmodation, et autres commerces du secteur alimentaire, peuvent être lourdement affectés par des poursuites ou des plaintes de consommateurs ou d'agences gouvernementales quant à la qualité des produits alimentaires, maladies ou autres problématiques opérationnelles touchant la santé ou l'environnement provenant d'une ou plusieurs locations. Le manque d'expérience au sein de nos employés en ce qui a trait à la salubrité alimentaire augmente le risque de maladie alimentaire, ce qui peut mener à des poursuites et donc entacher notre réputation. La publicité négative résultant de poursuites de cette nature, que les allégations soient véridiques ou non, pourrait décourager les consommateurs de s'approvisionner en carburant, en marchandises ou en produits alimentaires à l'un ou plusieurs de nos magasins d'accommmodation. Nous pourrions finalement nous voir imposer d'importantes obligations en cas de décisions défavorables à ce sujet. Par ailleurs, même si l'issue des poursuites était favorable, des frais de litige importants pourraient détourner temps et argent de nos opérations, ce qui pourrait affecter notre performance et notre capacité à continuer d'exploiter nos magasins.

**Image de marque et réputation.** Nos marques de commerce et nos autres droits de propriété intellectuelle sont importants au positionnement concurrentiel de la société et nous tirons parti d'une image de marque bien établie. Si la société ne parvient pas à protéger ses droits de propriété intellectuelle, ou si un tiers remporte un recours revendiquant des droits sur notre propriété intellectuelle, la marque pourrait perdre en valeur, semant la confusion chez les consommateurs et nuisant à nos activités et à nos résultats financiers. L'incapacité de maintenir la sécurité et la qualité des produits pourrait nuire à notre image de marque et à notre réputation, en plus de mener à des demandes d'indemnités (y compris des recours collectifs), des enquêtes par les organismes gouvernementaux et des dommages.

**Caractère saisonnier et catastrophes naturelles.** Les conditions météorologiques peuvent avoir une incidence sur notre chiffre d'affaires. En effet, les habitudes de consommation enregistrées par le passé démontrent que nos clients augmentent leurs achats et se procurent des articles offrant une marge brute plus importante lorsque les conditions météorologiques sont favorables. Nous exerçons des activités dans les régions du Sud-Est et de la Côte Ouest des États-Unis et, même si ces régions sont généralement reconnues pour leur climat tempéré, elles sont susceptibles de subir des tempêtes violentes, des ouragans, des tremblements de terre et d'autres catastrophes naturelles.

**Dangers et risques associés au carburant.** Nos activités nous exposent à certains risques, en particulier dans nos terminaux et autres installations d’entreposage, où de grandes quantités de carburant sont entreposées, et dans nos stations-service. Ces risques comprennent les défaillances de l’équipement, les accidents du travail, les incendies, les explosions, les émissions de vapeur, les déversements et les fuites dans les installations d’entreposage ou en cours de transport à destination ou encore en provenance de nos terminaux et/ou de ceux de tiers, des stations-service ou d’autres sites. Nous sommes également exposés à des risques d’accident des camions-citernes utilisés dans notre système de distribution de carburant. Ces types de risques et d’accidents peuvent causer des blessures ou des décès, des interruptions d’activités et/ou la contamination de biens, d’équipements et de l’environnement ainsi que des dommages à des biens, des équipements ou à l’environnement. De plus, nous pourrions faire l’objet de poursuites, de demandes d’indemnisation, d’amendes ou de sanctions gouvernementales ou engager d’autres obligations ou pertes par rapport à ces incidents et accidents et engager des coûts importants en conséquence. Ces incidents et ces accidents peuvent également toucher notre réputation ou nos marques, conduisant ainsi à une baisse des ventes de nos produits et services et peuvent nuire à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d’exploitation.

**Endettement.** À l’heure actuelle, nous avons 6,2 milliards \$ d’obligations à un taux moyen de 3,316 % arrivant à échéance au plus tard le 25 janvier 2050. Ce niveau d’endettement pourrait avoir d’importantes conséquences, comme l’affectation d’une partie des flux de trésorerie de nos activités au remboursement des intérêts sur les dettes et au paiement d’autres obligations financières, les rendant ainsi non disponibles à d’autres fins ce qui pourrait limiter la capacité de la société à obtenir du financement supplémentaire. Les conventions de crédit comportent des clauses restrictives qui pourraient limiter notre capacité à consentir, prendre en charge ou permettre l’existence d’autres dettes, garanties ou charges. Elles obligent également la société à se conformer à certains tests de ratio de couverture qui peuvent empêcher la société de poursuivre des occasions d’affaires particulières ou d’initier certaines démarches.

**Taux de change.** La monnaie fonctionnelle de notre société mère est le dollar canadien. Ainsi, nos investissements dans nos activités américaines et européennes sont exposés aux variations nettes des taux de change. Si ces variations se produisaient, le montant de notre investissement net dans nos activités américaines et européennes pourrait augmenter ou diminuer. Nous utilisons à l’occasion des swaps de devises pour couvrir une partie de ce risque.

Nous sommes également exposés au risque de change lié à une partie de notre dette à long terme libellée en dollars américains, à nos billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes et en euros et aux swaps de taux d’intérêt multidevises. Au 26 avril 2020, toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % du dollar américain aurait eu un impact net de 19,0 millions \$ sur les autres éléments du résultat global, montant qui serait contrebalancé par des montants équivalents des investissements nets couverts. En ce qui concerne la trésorerie et équivalents de trésorerie, au 26 avril 2020, toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % du dollar américain aurait eu un impact net de 152,1 millions \$ sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, lequel serait partiellement contrebalancé par un impact net de 112,5 millions \$ des dettes à long terme libellée en dollars américains non désignées comme instruments de couvertures de l’investissement net dans ses opérations étrangères.

Nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation. Ainsi, l’évolution des taux de change pourrait augmenter ou diminuer significativement nos actifs nets libellés en devises à la consolidation, ce qui ferait augmenter ou diminuer, selon le cas, l’avoir des actionnaires. En outre, les variations des taux de change auront une incidence sur la conversion des revenus et des charges liés à nos opérations canadiennes et européennes et se traduiront par un bénéfice net inférieur ou supérieur à celui qui aurait été constaté autrement.

Outre les risques de conversion des devises, nous courons un risque lié aux transactions en devises, chaque fois que l’une de nos filiales conclut un contrat avec un client ou un fournisseur libellé en une monnaie différente de sa monnaie fonctionnelle. Compte tenu de la volatilité des taux de change, nous pourrions ne pas être en mesure de gérer efficacement notre risque lié aux transactions en devises et/ou nos risques de conversion, et cette volatilité pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d’exploitation.

**Risque de crédit.** Nous sommes exposés au risque de crédit découlant d’un contrat de dépôt indexé incluant un swap sur rendement total intégré et de nos swaps de taux d’intérêt multidevises lorsque ces swaps entraînent des sommes à recevoir d’institutions financières. Nous n’utilisons actuellement pas d’instruments dérivés pour mitiger ce risque.

**Taux d'intérêt.** Nous sommes exposés aux fluctuations des taux d'intérêt associés aux variations de taux d'intérêt à court terme. Les emprunts en vertu de nos facilités de crédit portent intérêts à des taux variables et d'autres dettes que nous pouvons contracter pourraient également porter intérêts à des taux variables. En date du 26 avril 2020, notre dette à taux variable s'élevait à environ 1,5 milliard \$. En se basant sur le solde de nos dettes à taux variable en date du 26 avril 2020, une augmentation d'un point de pourcentage des taux d'intérêt n'entraînerait pas d'impact significatif sur notre bénéfice net par action sur une base diluée. Si les taux d'intérêt sur le marché augmentaient, la dette à taux variable entraînerait une augmentation de nos obligations au titre du service de la dette, ce qui pourrait nuire à nos flux de trésorerie. Nous n'utilisons actuellement pas d'instruments dérivés pour mitiger ce risque. Nous pourrions aussi être exposés au risque de variation des flux de trésorerie découlant des taux d'intérêt dont seront assorties les futures émissions de titres de créance. Pour atténuer ce risque, nous pourrions conclure des contrats sur produits dérivés afin de couvrir les taux d'intérêt des titres de créance que nous prévoyons émettre.

**Liquidité.** Il s'agit du risque que nous éprouvions des difficultés à honorer nos engagements liés à nos passifs financiers et à nos obligations locatives. Nous sommes exposés à ce risque principalement en regard de notre dette à long terme, de nos comptes fournisseurs et charges à payer, de nos contrats de location et de nos instruments financiers dérivés lorsque leur juste valeur est défavorable pour nous. Nous tirons nos liquidités principalement des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et de nos emprunts disponibles en vertu de nos facilités de crédit renouvelables.

**Débiteurs.** Nous sommes exposés à un risque lié à la solvabilité et à l'exécution des engagements de nos clients, de nos fournisseurs et des parties aux contrats que nous concluons. En date du 26 avril 2020, nous avions des comptes débiteurs impayés totalisant 1,3 milliard \$. Ce montant se compose principalement de rabais fournisseurs à recevoir, de créances sur cartes de crédit et de créances découlant de la vente de carburant et autres produits à des exploitants de stations-service indépendants, franchisés ou sous licence ainsi que de sommes à recevoir d'autres clients industriels et commerciaux. Les contrats avec des cycles de paiement plus longs ou des difficultés dans l'exécution des contrats ou la perception des comptes débiteurs pourraient entraîner des fluctuations importantes de nos flux de trésorerie et pourraient nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

**Assurance.** La plupart de nos installations sont couvertes par une assurance de responsabilité civile, une assurance contre l'incendie et une assurance de garantie supplémentaire dont les conditions particulières et les montants d'assurance sont comparables aux pratiques usuelles dans notre secteur d'activités. Rien ne garantit que nous soyons en mesure de continuer à obtenir une telle assurance ou de l'obtenir à des conditions favorables. Certains types de sinistres, comme ceux résultant des guerres, d'actes de terrorisme, de pandémies ou de catastrophes naturelles, ne sont généralement pas assurés parce qu'ils sont non assurables ou économiquement inapplicables.

**Conjoncture économique.** Notre chiffre d'affaires pourrait souffrir des fluctuations des variables économiques mondiales, nationales, régionales et/ou locales et de la confiance des consommateurs. L'évolution de la conjoncture économique pourrait avoir une incidence négative sur les habitudes de consommation, les déplacements et le tourisme dans certaines de nos zones de marché.

**Activités mondiales.** Nous avons des activités importantes dans de nombreux pays. Certains des risques inhérents à la portée internationale de nos activités comprennent la difficulté de faire respecter les contrats et de percevoir des créances dans certains systèmes juridiques étrangers, les droits légaux plus vastes des syndicats et de la main-d'œuvre étrangère, les fluctuations des taux de change, la possibilité de changements dans les conditions économiques locales, les inefficacités fiscales potentielles liées au rapatriement de fonds provenant de filiales étrangères, le contrôle des échanges de devises et les mesures gouvernementales restrictives telles que les restrictions sur le transfert ou le rapatriement de fonds et les questions de protection commerciale, y compris des interdictions ou des restrictions visant les acquisitions ou les coentreprises. N'importe lequel de ces facteurs pourrait nuire considérablement à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

**Structure corporative.** Nous sommes une société de portefeuille et la quasi-totalité de nos actifs est constituée du capital-actions de nos principales filiales. Nous menons la quasi-totalité de nos activités par l'intermédiaire de nos filiales, qui génèrent l'essentiel de nos revenus. Par conséquent, nos flux de trésorerie et notre capacité à concrétiser les possibilités d'amélioration actuelles ou souhaitables dépendent des bénéfices de nos filiales et de la distribution de ces bénéfices. La capacité de ces entités à verser des dividendes et d'autres distributions dépendra de leurs résultats d'exploitation et sera soumise aux lois et réglementations en vigueur qui exigent que les normes de solvabilité et de capital soient respectées par ces sociétés et aux restrictions contractuelles contenues dans les instruments régissant leur dette. En cas de faillite, de liquidation ou de restructuration de l'une de nos filiales importantes, les créanciers et les créanciers commerciaux pourront avoir droit au paiement de leurs réclamations à partir des actifs de ces filiales avant nous.

**Actes de guerre ou de terrorisme.** Les actes de guerre ou de terrorisme pourraient avoir une incidence sur l'économie en général ainsi que sur l'offre et le prix du pétrole brut. Ces facteurs pourraient avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

## Perspective

Pour l'exercice 2021, nous continuons de nous adapter à l'impact de la pandémie afin de mieux servir nos clients et de leur rendre la vie un peu plus facile chaque jour. Pendant ce temps, nous progressons vers notre vision stratégique en développant une expérience client qui nous différencie, à la fois dans nos magasins et à nos stations-service, en adaptant et en innovant notre offre pour répondre aux besoins changeant des clients, en poussant vers l'excellence opérationnelle et la croissance, en développant notre réseau, en améliorant les talents de nos employés et en plaçant le développement durable au premier plan de nos priorités. Ces actions nous rapprochent de notre objectif quinquennal de doubler nos activités.

C'est grâce à nos fondations solides que nous sommes dans une position robuste pour faire face aux vents contraires de la pandémie. Nous continuerons, comme toujours, à rechercher et saisir les opportunités de croissance pour l'entreprise, en nous concentrant toujours sur la création de valeur pour nos employés, partenaires et actionnaires.

29 juin 2020

## Rapport de la direction

Les états financiers consolidés d'Alimentation Couche-Tard inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Cette responsabilité est appliquée par un choix judicieux de méthodes et principes comptables dont l'application nécessite le jugement éclairé de la direction. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et ont été approuvés par le conseil d'administration. De plus, l'information financière incluse dans le rapport annuel concorde avec les états financiers consolidés.

Alimentation Couche-Tard inc. maintient des systèmes de comptabilité et de contrôles administratifs qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière, de même que la conduite ordonnée et efficace des affaires de la société.

Le conseil d'administration est responsable d'approuver les états financiers consolidés compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction et les auditeurs indépendants, a révisé les états financiers consolidés d'Alimentation Couche-Tard inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019 ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société en nom collectif de comptables professionnels agréés, et leur rapport indique l'étendue de leur audit et leur opinion sur les états financiers consolidés.

Le 29 juin 2020

---

*/s/ Brian Hannasch*

Brian Hannasch  
Président et  
chef de la direction

---

*/s/ Claude Tessier*

Claude Tessier  
Chef de la direction financière

## Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

En vertu de la réglementation canadienne sur les valeurs mobilières, il incombe à la direction d'Alimentation Couche-Tard inc. d'instaurer et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Avec notre participation, la direction a effectué une évaluation de l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière pour l'exercice terminé le 26 avril 2020. Le cadre de cette évaluation repose sur le document intitulé *Internal Control - Integrated Framework (2013)*, qui a été élaboré par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Cette évaluation comprend la révision des documents relatifs aux mesures de contrôle, l'évaluation de l'efficacité de la conception de telles mesures, la mise à l'essai de l'efficacité opérationnelle et la formulation de conclusions sur cette évaluation. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler certaines anomalies. En outre, les projections quant à l'évaluation de l'efficacité dans des périodes futures sont exposées au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de conditions et à la détérioration du degré de conformité aux politiques et aux procédures. Au terme de l'évaluation, la direction est arrivée à la conclusion que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. était efficace au 26 avril 2020.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société en nom collectif de comptables professionnels agréés, a audité l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. au 26 avril 2020 et a émis une opinion sans réserve à cet égard, que vous trouverez ci-après.

Le 29 juin 2020

---

/s/ Brian Hannasch

Brian Hannasch  
Président et  
chef de la direction

---

/s/ Claude Tessier

Claude Tessier  
Chef de la direction financière

# Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de  
Alimentation Couche-Tard inc.

## Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales (collectivement, la « société ») au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

## Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société, qui comprennent :

- Les bilans consolidés au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019;
- Les états des résultats consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- Les états du résultat global consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- Les états de la variation des capitaux propres consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- Les états des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- Les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

## Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

## Indépendance

Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

## Autre point – audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons également audité l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au 26 avril 2020 conformément à la norme énoncée dans le *Manuel de CPA Canada – Certification* pour l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (2013), publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO ») et délivré notre rapport daté du 29 juin 2020.

## Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

## **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser ses activités, ou si aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

## **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entièvre responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

L'associée responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Sonia Boisvert.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>*

Montréal (Québec)

Le 29 juin 2020

---

<sup>1</sup> FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique n° A116583

# Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de  
Alimentation Couche-Tard inc.

Nous avons audité l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales au 26 avril 2020.

## Responsabilités de la direction

La direction est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'évaluation de celui-ci, qui est incluse dans le Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint.

## Responsabilités de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer, sur la base de notre audit, une opinion sur la question de savoir si la société maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO »).

Notre audit a été réalisé conformément à la norme énoncée dans le Manuel de CPA Canada – Certification pour l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Cette norme requiert que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière était maintenu dans tous ses aspects significatifs. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comportait l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, l'exécution de tests et l'évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de l'évaluation du risque, ainsi que la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité comprend les politiques et les procédures qui (1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image exacte et fidèle des opérations et des cessions d'actif de l'entité; (2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées en bonne et due forme pour établir des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, et que les encaissements et les décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; et (3) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actif de la société qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation et que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

## Opinion

À notre avis, Alimentation Couche-Tard inc. et ses filiales ont maintenu, dans tous leurs aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 26 avril 2020, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)*, publié par le COSO.

Nous avons également audité, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, les états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019 et pour les exercices clos à ces dates et délivré notre rapport daté du 29 juin 2020.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.en.c.a.r.e.<sup>1</sup>*

Montréal (Québec)  
Le 29 juin 2020

<sup>1</sup>FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique n° A116583

## États des résultats consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019  
 (en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action)

	2020	2019
	\$	\$
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>54 132,4</b>	<b>59 117,6</b>
Coût des ventes (note 9)	44 397,7	49 922,7
<b>Marge brute</b>	<b>9 734,7</b>	<b>9 194,9</b>
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	5 314,0	5 646,1
Frais de restructuration	4,5	10,5
Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs (notes 5 et 6)	(83,1)	(21,3)
Amortissement et perte de valeur (notes 17, 18 et 19)	1 336,8	1 070,7
<b>Frais d'exploitation totaux (note 9)</b>	<b>6 572,2</b>	<b>6 706,0</b>
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>3 162,5</b>	<b>2 488,9</b>
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées (note 8)	25,5	23,4
Frais financiers	342,2	338,7
Revenus financiers	(24,2)	(13,3)
Gain de change	(33,5)	(5,3)
<b>Frais financiers nets (note 11)</b>	<b>284,5</b>	<b>320,1</b>
Bénéfices avant impôts sur les bénéfices	2 903,5	2 192,2
Impôts sur les bénéfices (note 12)	545,9	370,9
<b>Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>2 357,6</b>	<b>1 821,3</b>
(Bénéfice) perte net(te) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (note 6)	(4,0)	12,6
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société</b>	<b>2 353,6</b>	<b>1 833,9</b>
Bénéfice net par action (note 13)		
De base	2,10	1,62
Dilué	2,09	1,62

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## États du résultat global consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019  
(en millions de dollars américains (note 2))

	2020	2019
	\$	\$
<b>Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>2 357,6</b>	1 821,3
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
<b>Éléments qui peuvent être reclasés subséquemment aux résultats</b>		
<b>Conversion de devises</b>		
Variation des redressements cumulés de conversion des devises <sup>(1)</sup>	(268,8)	(207,9)
Reclassement aux résultats de redressements cumulés de conversion de devises (note 5)	—	(0,8)
Variation de la juste valeur et des intérêts nets sur des swaps de taux d'intérêt multidevises désignés comme éléments de couverture de l'investissement net de la société dans certaines de ses opérations étrangères <sup>(2)</sup> (note 24)	(102,8)	(84,5)
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>		
Variation de la juste valeur d'instruments financiers <sup>(2)</sup> (note 31)	3,6	3,3
Reclassement aux résultats de la perte réalisée sur des instruments financiers <sup>(2)</sup> (note 31)	1,0	1,9
<b>Éléments qui ne seront jamais reclasés aux résultats</b>		
Perte actuarielle nette <sup>(3)</sup> (note 30)	(23,3)	(2,3)
Perte sur placements en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>(4)</sup> (note 20)	(14,0)	—
Autres éléments du résultat global	(404,3)	(290,3)
<b>Résultat global incluant les participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>1 953,3</b>	1 531,0
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(4,0)	12,6
<b>Résultat global attribuable aux actionnaires de la société</b>	<b>1 949,3</b>	1 543,6

- (1) Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019, ces montants incluent des pertes de 134,1 \$ (réduction faite d'impôts sur les bénéfices de 20,5 \$) et des pertes de 143,1 \$ (réduction faite d'impôts sur les bénéfices de 21,9 \$), respectivement. Ces pertes découlent de la conversion des dettes à long terme libellées en devises étrangères.
- (2) Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019, ces montants sont présentés réduction faite de recouvrements d'impôts sur les bénéfices de 0,6 \$ et 1,6 \$, respectivement.
- (3) Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019, ces montants sont présentés réduction faite de recouvrements d'impôts sur les bénéfices de 6,4 \$ et 1,5 \$, respectivement.
- (4) Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, ces montants n'incluent aucun impôt sur les bénéfices.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## États de la variation des capitaux propres consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019  
(en millions de dollars américains (note 2))

	Attribuable aux actionnaires de la société						2020
	Capital-actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 29)	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>706,8</b>	<b>19,5</b>	<b>9 053,5</b>	<b>(856,6)</b>	<b>8 923,2</b>	<b>257,9</b>	<b>9 181,1</b>
Adoption d'IFRS 16 (note 3)			(9,5)		(9,5)	—	(9,5)
<b>Solde ajusté au début de l'exercice</b>	<b>706,8</b>	<b>19,5</b>	<b>9 044,0</b>	<b>(856,6)</b>	<b>8 913,7</b>	<b>257,9</b>	<b>9 171,6</b>
Résultat global :							
Bénéfice net			2 353,6		2 353,6	4,0	2 357,6
Autres éléments du résultat global				(404,3)	(404,3)	—	(404,3)
Résultat global					1 949,3	4,0	1 953,3
Rachats et annulations d'actions (note 27)	(13,1)		(457,7)		(470,8)		(470,8)
Dividendes déclarés			(215,7)		(215,7)		(215,7)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle (note 6)						(47,5)	(47,5)
Entente d'échange d'actifs de décembre 2018 (note 6)			(7,7)		(7,7)	7,7	—
Cession des intérêts de la société dans CAPL (note 6)						(222,1)	(222,1)
Rachat des participations ne donnant pas le contrôle dans CST Fuel Supply LP (note 6)			(105,2)		(105,2)	—	(105,2)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 28)		3,0			3,0		3,0
Levée d'options d'achat d'actions	1,1	(1,1)			—		—
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>694,8</b>	<b>21,4</b>	<b>10 611,3</b>	<b>(1 260,9)</b>	<b>10 066,6</b>	<b>—</b>	<b>10 066,6</b>

	Attribuable aux actionnaires de la société						2019
	Capital-actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 29)	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>704,0</b>	<b>17,7</b>	<b>7 405,0</b>	<b>(566,3)</b>	<b>7 560,4</b>	<b>327,0</b>	<b>7 887,4</b>
Adoption d'IFRS 15			(4,1)		(4,1)	—	(4,1)
<b>Solde ajusté au début de l'exercice</b>	<b>704,0</b>	<b>17,7</b>	<b>7 400,9</b>	<b>(566,3)</b>	<b>7 556,3</b>	<b>327,0</b>	<b>7 883,3</b>
Résultat global :							
Bénéfice (perte) net(te)			1 833,9		1 833,9	(12,6)	1 821,3
Autres éléments du résultat global				(290,3)	(290,3)	—	(290,3)
Résultat global					1 543,6	(12,6)	1 531,0
Dividendes déclarés			(181,3)		(181,3)		(181,3)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle (note 6)						(56,5)	(56,5)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 28)		4,4			4,4		4,4
Levée d'options d'achat d'actions	2,8	(2,6)			0,2		0,2
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>706,8</b>	<b>19,5</b>	<b>9 053,5</b>	<b>(856,6)</b>	<b>8 923,2</b>	<b>257,9</b>	<b>9 181,1</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## États des flux de trésorerie consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019  
(en millions de dollars américains (note 2))

	2020	2019 <sup>(1)</sup>
	\$	\$
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	<b>2 357,6</b>	1 821,3
Ajustements afin de concilier le bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle avec les rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation		
Amortissement, perte de valeur et amortissement des frais de financement	1 343,8	1 077,6
Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs (note 6)	(83,1)	(21,3)
Impôts différés (note 12)	105,1	91,7
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées, déduction faite des dividendes reçus	(5,3)	2,4
Autres	2,0	32,4
Variations du fonds de roulement hors caisse (note 14)	0,6	79,5
<b>Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation</b>	<b>3 720,7</b>	3 083,6
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs	(1 408,2)	(1 145,1)
Produits de la cession des intérêts de la société dans CAPL, nets des coûts de transaction ainsi que de la trésorerie et équivalents de trésorerie cédés (note 6)	185,2	—
Produits de la cession d'immobilisations corporelles et d'autres actifs	89,7	215,6
Acquisitions d'entreprises (note 4)	(89,5)	(13,1)
Variation de la trésorerie soumise à restrictions	28,5	(16,9)
Investissement dans Fire & Flower (note 7)	(19,5)	—
Produits tirés de la cession des activités de vente de carburant pour le secteur maritime (note 5)	—	24,3
<b>Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement</b>	<b>(1 213,8)</b>	(935,2)
<b>Activités de financement</b>		
Émission de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains, déduction faite des frais de financement (notes 14 et 22)	1 484,1	—
Augmentation (diminution) nette du crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti (notes 14 et 22)	1 460,0	(1 357,4)
Remboursement de billets de premier rang non garantis (notes 14 et 22)	(1 241,4)	—
Rachats d'actions (note 27)	(470,8)	—
Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives et diminution nette des autres dettes (notes 3, 14 et 18)	(380,0)	(52,2)
Dividendes versés en trésorerie	(215,7)	(181,3)
Règlements d'instruments financiers dérivés (notes 14, 23 et 24)	(100,6)	3,0
Distributions versées aux participations ne donnant pas le contrôle (note 6)	(47,5)	(56,5)
Rachat des participations ne donnant pas le contrôle dans CST Fuel Supply LP (note 6)	(13,4)	—
Augmentation nette de la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de CAPL (notes 14 et 22)	6,0	3,9
Diminution de la facilité d'acquisition	—	(413,5)
Augmentation de la facilité de crédit non garantie non renouvelable	—	213,5
Diminution de la facilité de crédit non garantie non renouvelable	—	(213,5)
Levée d'options d'achat d'actions	—	0,2
<b>Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux activités de financement</b>	<b>480,7</b>	(2 053,8)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(52,5)	(54,4)
<b>Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>2 935,1</b>	40,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	706,4	666,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	3 641,5	706,4

### Informations supplémentaires :

Intérêts versés	329,3	291,1
Intérêts et dividendes reçus	48,6	57,5
Impôts sur les bénéfices versés	193,6	336,7

(1) Le classement des flux de trésorerie liés aux crédits reportés pour 2019 a été ajusté à même les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation afin de refléter leur classement actuel pour 2020.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Bilans consolidés

Au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019  
(en millions de dollars américains (note 2))

	2020	2019
	\$	\$
<b>Actifs</b>		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 641,5	706,4
Trésorerie soumise à restrictions	8,0	36,5
Débiteurs (note 15)	1 256,0	1 863,9
Stocks (note 16)	1 237,4	1 467,7
Frais payés d'avance	96,0	83,7
Actifs détenus en vue de la vente (note 6)	64,0	—
Autres actifs financiers à court terme (notes 7 et 31)	38,6	—
Impôts sur les bénéfices à recevoir	89,4	163,1
	<b>6 430,9</b>	4 321,3
Immobilisations corporelles (note 17)	10 136,5	11 129,9
Actifs au titre de droits d'utilisation (notes 3 et 18)	2 513,9	—
Immobilisations incorporelles (note 19)	550,8	944,4
Goodwill (note 19)	5 505,8	5 683,1
Autres actifs (note 20)	350,1	306,6
Participation dans des coentreprises et des entreprises associées (note 8)	139,7	136,0
Impôts différés (note 12)	51,8	86,4
	<b>25 679,5</b>	22 607,7
<b>Passifs</b>		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 21)	2 808,3	3 917,1
Provisions à court terme (note 25)	108,1	160,0
Autres passifs financiers à court terme (notes 24 et 31)	—	123,6
Impôts sur les bénéfices à payer	222,0	70,6
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (note 6)	8,1	—
Portion à court terme de la dette à long terme (note 22)	214,7	1 310,7
Portion à court terme des obligations locatives (notes 3, 14 et 18)	383,1	—
	<b>3 744,3</b>	5 582,0
Dette à long terme (note 22)	7 515,8	5 640,7
Obligations locatives (notes 3, 14 et 18)	2 265,7	—
Provisions à long terme (note 25)	551,3	590,1
Passif au titre des prestations constituées (note 30)	91,5	92,6
Autres passifs financiers à long terme (notes 14, 24 et 31)	237,4	135,1
Crédits reportés et autres éléments de passif (note 26)	161,9	349,0
Impôts différés (note 12)	1 045,0	1 037,1
	<b>15 612,9</b>	13 426,6
<b>Capitaux propres</b>		
Capital-actions (note 27)	694,8	706,8
Surplus d'apport	21,4	19,5
Bénéfices non répartis	10 611,3	9 053,5
Cumul des autres éléments du résultat global (note 29)	(1 260,9)	(856,6)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	10 066,6	8 923,2
Participations ne donnant pas le contrôle (note 6)	—	257,9
	<b>10 066,6</b>	9 181,1
	<b>25 679,5</b>	22 607,7

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

/s/ Brian Hannasch

**Brian Hannasch**

Administrateur

/s/ Alain Bouchard

**Alain Bouchard**

Administrateur

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

## 1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Alimentation Couche-Tard inc. (la « société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Le siège social de la société est situé à Laval, au 4204, boulevard Industriel, Québec, Canada.

Au 26 avril 2020, la société exploite un réseau de sites corporatifs et d'affiliés regroupant 12 124 magasins d'accommodation en Amérique du Nord, en Irlande, en Scandinavie (Norvège, Suède et Danemark), en Pologne, dans les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) et en Russie, dont 9 691 sont exploités par la société, et génère des revenus provenant principalement de la vente de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, d'articles d'épicerie, de friandises et de grignotines, de boissons, de bières, de vin et de produits frais, y compris la restauration rapide, de services de lave-auto, d'autres services ainsi que de carburant pour le transport routier. Jusqu'au 19 novembre 2019, par l'entremise de CrossAmerica Partners LP (« CAPL »), la société fournissait du carburant pour le transport routier sous différentes bannières à environ 1 300 sites aux États-Unis.

Également, en vertu de contrats de licence, près de 2 350 magasins sont exploités sous la marque Circle K dans 15 autres pays et territoires (Arabie saoudite, Cambodge, Égypte, Émirats arabes unis, Guam, Guatémala, Honduras, Hong Kong, Indonésie, Jamaïque, Macao, Mexique, Mongolie, Nouvelle-Zélande et Vietnam), ce qui porte à près de 14 500 le nombre de magasins dans le réseau mondial.

## 2. PRINCIPES DE PRÉSENTATION

### Date de fin d'exercice

La date de fin d'exercice de la société correspond au dernier dimanche du mois d'avril de chaque année. Les termes « 2020 » et « 2019 » désignent les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019.

### Principes de présentation

La société prépare ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

### Monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle de la société mère est le dollar canadien. La société utilise toutefois le dollar américain à titre de monnaie de présentation afin de fournir une information plus pertinente étant donné ses opérations prédominantes aux États-Unis.

### Approbation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés de la société ont été approuvés le 29 juin 2020 par le conseil d'administration, qui a également approuvé leur publication.

## 3. CONVENTIONS COMPTABLES

### Changement de conventions comptables

#### Contrats de location

Au 29 avril 2019, la société a adopté IFRS 16 *Contrats de location*, qui remplace IAS 17 *Contrats de location*. La nouvelle norme exige que les preneurs comptabilisent et inscrivent au bilan une obligation locative correspondant aux paiements de loyers futurs et un actif au titre du droit d'utilisation relativement à la quasi-totalité des contrats de location, sauf en ce qui concerne les contrats de location qui répondent à des critères d'exception limités.

La société a adopté IFRS 16 de façon rétrospective le 29 avril 2019, mais comme le permettent les dispositions transitoires propres à la norme, elle n'a pas retraité les chiffres correspondants pour l'exercice 2019. Par conséquent, l'effet cumulé de l'application initiale de la nouvelle norme a été comptabilisé au bilan d'ouverture au 29 avril 2019 et les chiffres correspondants pour l'exercice 2019 continuent d'être divulgués conformément à IAS 17 et à ses interprétations connexes, dont IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

IFRS 16 établit ou modifie les exigences relatives à la comptabilisation des contrats de location. Elle apporte des changements importants à la comptabilité du preneur en ce sens qu'elle élimine la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement, et qu'elle exige la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative à la date de début de tous les contrats de location, sauf ceux à court terme ou dont le bien sous-jacent est de faible valeur. En revanche, les exigences relatives à la comptabilité du bailleur demeurent essentiellement les mêmes.

### Incidence de la nouvelle définition d'un contrat de location

Comme le permet une mesure de simplification dans le cadre de la transition à IFRS 16, la société a choisi de ne pas réapprécié si un contrat est ou contient un contrat de location. Par conséquent, la société continue d'appliquer la définition d'un contrat de location selon IAS 17 et IFRIC 4 aux contrats de location conclus ou modifiés avant le 29 avril 2019.

Le changement à la définition d'un contrat de location est essentiellement axé sur le concept de contrôle. Selon IFRS 16, un contrat contient un contrat de location s'il confère au client le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

La société détermine si un contrat est ou contient un contrat de location en s'appuyant sur la définition d'un contrat de location et les applications connexes contenues dans IFRS 16 pour tous les contrats de location conclus ou modifiés à compter du 29 avril 2019.

### Incidence sur les conventions comptables lorsque la société est le preneur

*Contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple et contrats de location conclus ou modifiés à compter du 29 avril 2019*

IFRS 16 modifie la manière dont la société comptabilise les contrats de location classés en tant que contrats de location simple selon IAS 17, qui n'étaient pas comptabilisés dans son bilan consolidé.

En adoptant IFRS 16 pour tous les contrats de location (à l'exception de ceux qui répondent aux critères d'exception limités, voir plus bas), la société :

- Comptabilise des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives au bilan consolidé;
- Comptabilise une charge d'amortissement sur les actifs au titre de droits d'utilisation et des intérêts sur les obligations locatives à l'état des résultats consolidés; et
- Sépare le montant total versé en espèces entre la portion se rapportant au principal (présentée sous les activités de financement) et la portion d'intérêts (présentée sous les activités d'exploitation) dans l'état des flux de trésorerie consolidé.

En vertu d'IFRS 16, les actifs au titre de droits d'utilisation sont soumis à un test de perte de valeur conformément à IAS 36 *Dépréciation d'actifs*. Cette exigence remplace celle qui consistait à comptabiliser une provision pour les contrats de location déficitaires.

Les avantages incitatifs à la location sont pris en compte dans l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative, alors qu'en vertu d'IAS 17, ils entraînaient la comptabilisation d'une obligation au titre d'avantages incitatifs à la location, qui était amortie comme une réduction des frais locatifs selon la méthode linéaire.

*Contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location-financement*

En ce qui concerne les actifs antérieurement détenus en vertu d'un contrat de location-financement, la principale différence entre IFRS 16 et IAS 17 repose sur l'évaluation des garanties de valeur résiduelle que le preneur a fournies au bailleur. En vertu d'IFRS 16, la société est tenue de comptabiliser, dans son obligation locative, le montant qu'elle s'attend à devoir payer en vertu d'une garantie de valeur résiduelle seulement, et non le montant maximal de la garantie comme l'exigeait IAS 17. Cette différence n'a pas eu une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### Incidence sur les conventions comptables lorsque la société est le bailleur

La société conclut des contrats de location de propriétés dont elle est le bailleur. IFRS 16 ne change pas de façon substantielle la méthode de comptabilisation des contrats de location par le bailleur. En vertu d'IFRS 16, le bailleur continue de classer les contrats de location en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple et de comptabiliser chaque type de contrat conséquemment.

En vertu d'IFRS 16, lorsque la société agit à titre de bailleur intermédiaire, elle comptabilise le contrat de location principal et le contrat de sous-location en tant que contrats distincts. Le bailleur intermédiaire doit classer le contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement ou de contrat de location simple en se basant sur l'actif au titre du droit d'utilisation découlant du contrat de location principal et non sur le bien sous-jacent, comme c'était le cas en vertu d'IAS 17.

### Incidence de l'adoption de la nouvelle norme sur les états financiers consolidés de la société

À l'adoption d'IFRS 16, la société a comptabilisé les obligations locatives relativement aux contrats de location qui étaient classés comme des contrats de location simple selon les principes d'IAS 17. Ces obligations ont été évaluées à la valeur actuelle nette des paiements de loyers restants et impayés à la date d'adoption, actualisées au taux d'emprunt marginal de la société au 29 avril 2019. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré du preneur appliqué aux obligations locatives comptabilisées au 29 avril 2019 était de 3,31 %.

	Au 29 avril 2019
	\$
Engagements découlant de contrats de location simple divulgués au 28 avril 2019	3 260,7
Actualisés au taux d'emprunt marginal de la société au 29 avril 2019	2 769,3
Ajouter : obligations liées à des contrats de location-financement comptabilisés au 28 avril 2019	328,3
(Déduire) : contrats de location à court terme comptabilisés à titre de dépenses selon la méthode linéaire	(132,5)
(Déduire) : contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur comptabilisés à titre de dépenses selon la méthode linéaire	(2,0)
Ajouter/(déduire) : ajustements découlant de changements à l'indice ou au taux dont les paiements variables sont fonctionnés	(7,9)
Autres	(3,0)
<b>Obligations locatives comptabilisées au 29 avril 2019</b>	<b>2 952,2</b>
Ventilation :	
Obligations locatives à court terme	382,9
Obligations locatives à long terme	2 569,3

Les actifs au titre de droits d'utilisation associés ont été évalués au montant des obligations locatives, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer pour le contrat de location en question qui étaient comptabilisés au bilan consolidé au 28 avril 2019.

Les actifs au titre de droits d'utilisation qui étaient comptabilisés au 29 avril 2019 concernaient les catégories de biens sous-jacents suivantes :

	Au 29 avril 2019
	\$
Propriétés	2 789,8
Véhicules motorisés	37,6
Équipements	7,6
	<b>2 835,0</b>

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

L'adoption d'IFRS 16 a eu une incidence sur les éléments suivants du bilan d'ouverture au 29 avril 2019 :

	Solde au début de l'exercice	Adoption d'IFRS 16	Solde ajusté au début de l'exercice
	\$	\$	\$
<b>Actifs</b>			
Actifs à court terme			
Frais payés d'avance	83,7	(26,4)	57,3
Immobilisations corporelles <sup>(a)</sup>	11 129,9	(306,5)	10 823,4
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	2 835,0	2 835,0
Immobilisations incorporelles	944,4	(104,5)	839,9
Autres actifs	306,6	27,7	334,3
<b>Actifs totaux</b>	<b>22 607,7</b>	<b>2 425,3</b>	<b>25 033,0</b>
<b>Passifs</b>			
Passifs à court terme			
Créditeurs et charges à payer	3 917,1	(24,6)	3 892,5
Portion à court terme de la dette à long terme	1 310,7	(40,5)	1 270,2
Portion à court terme des obligations locatives	—	382,9	382,9
Dette à long terme	5 640,7	(287,8)	5 352,9
Obligations locatives	—	2 569,3	2 569,3
Provisions à long terme	590,1	(3,0)	587,1
Crédits reportés et autres éléments de passif	349,0	(158,3)	190,7
Impôts différés	1 037,1	(3,2)	1 033,9
<b>Passifs totaux</b>	<b>13 426,6</b>	<b>2 434,8</b>	<b>15 861,4</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Bénéfices non répartis	9 053,5	(9,5)	9 044,0
<b>Capitaux propres</b>	<b>9 181,1</b>	<b>(9,5)</b>	<b>9 171,6</b>

(a) L'adoption d'IFRS 16 a eu une incidence de 143,2 \$ sur les Terrains, de 105,2 \$ sur les Immeubles et composantes de bâtisse et de 58,1 \$ sur l'Équipement.

Lors de l'application initiale d'IFRS 16, la société s'est prévalué des mesures de simplification suivantes, qui sont permises par la norme, pour certains de ses contrats de location :

- Appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires;
- Recourir à la provision pour les contrats de location déficitaires comme alternative à l'exécution d'un test de perte de valeur;
- Comptabiliser les contrats de location simple dont le terme de leur durée est inférieur à 12 mois au 29 avril 2019 comme étant des contrats de location à court terme;
- Se prévaloir du droit d'exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation à la date de première application; et
- Utiliser des connaissances acquises *a posteriori* pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation.

Par mesure de simplification, la société a choisi de ne pas séparer les composantes locatives des composantes non locatives, mais plutôt de comptabiliser chaque composante locative et les composantes non locatives qui s'y rattachent comme une seule composante de nature locative. Les composantes non locatives comprennent, sans s'y limiter, les charges de services publics et les charges liées à l'entretien des aires communes lorsque ces charges sont fixes pour la durée du contrat de location.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

## Estimations comptables et principaux jugements

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction de la société effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires afférentes. La direction révise périodiquement ses estimations. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les jugements et estimations comptables les plus importants établis par la société aux fins de la préparation des états financiers consolidés sont présentés avec les conventions pertinentes, le cas échéant, et concernent principalement les sujets suivants : les rabais fournisseurs, les durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts sur les bénéfices, les avantages sociaux futurs, les provisions, les pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, les durées des contrats de location et les regroupements d'entreprises.

La société est assujettie à l'impôt sur les bénéfices dans de nombreuses juridictions. Un jugement important est nécessaire pour déterminer la charge mondiale d'impôts sur les bénéfices. Il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels la détermination de l'impôt est incertaine. La société comptabilise les positions fiscales incertaines lorsqu'elle estime que des impôts supplémentaires seront dus. Lorsque le résultat final de ces questions est différent des montants initialement comptabilisés, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés dans la période au cours de laquelle cette différence est déterminée.

Au 26 avril 2020, la société a effectué une évaluation de l'impact des incertitudes entourant l'éclosion de la nouvelle souche du coronavirus, spécifiquement identifiée comme la pandémie de COVID-19, sur la valeur comptable de ses actifs et passifs. Cette évaluation, qui a nécessité l'utilisation de jugements et d'estimations importants, n'a eu aucune incidence matérielle sur les états financiers consolidés de la société pour l'exercice terminé le 26 avril 2020. La société a évalué que l'incertitude entourant l'impact de la COVID-19 pourrait générer, dans les périodes de divulgation futures, un risque d'ajustement matériel à la valeur comptable des actifs et passifs suivants : immobilisations corporelles, immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée, goodwill et immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, actifs d'impôts différés, actifs au titre de droits d'utilisation, régimes de retraite et obligations contractuelles. Étant un risque émergent, la durée et le plein effet financier de la pandémie de COVID-19 sont inconnus et, par conséquent, les estimations de l'étendue à laquelle la COVID-19 pourrait matériellement et défavorablement impacter la société sont soumises à d'importantes incertitudes.

## Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la société et ceux de ses filiales, lesquelles sont généralement détenues en propriété exclusive. Ils comprennent également la quote-part des résultats de ses coentreprises et de ses entreprises associées qui est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation. Voir la note 6 pour plus de détails au sujet de la consolidation de CAPL jusqu'au 19 novembre 2019.

Les filiales sont des entités sur lesquelles la société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. La société possède généralement, directement ou indirectement, 100 % des droits de vote dans ses filiales. Ces critères sont analysés de façon régulière et les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date où leur contrôle est acquis par la société et cessent d'être consolidées dès que le contrôle n'est plus exercé.

La société détient des contrats avec des franchisés et des opérateurs indépendants. Ceux-ci assument la gestion de leur établissement, en plus de veiller au marchandisage et au financement de leurs stocks. Leurs états financiers ne sont pas inclus dans les états financiers consolidés de la société.

## Conversion de devises

### *Monnaie fonctionnelle*

La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel l'entité exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle de la société mère et de ses filiales canadiennes est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de ses filiales étrangères est généralement la monnaie locale, principalement le dollar américain pour les opérations aux États-Unis, et diverses autres monnaies européennes pour les opérations en Europe.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### *Opérations en devises étrangères*

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle pertinente de la façon suivante : les éléments d'actifs et de passifs monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé alors que les revenus et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les éléments d'actifs et de passifs non monétaires sont convertis aux taux historiques ou au taux en vigueur à la date où ils ont été évalués à la juste valeur. Le cas échéant, les gains et les pertes de change résultant de ces conversions sont portés aux résultats sauf pour les actifs et passifs désignés à titre d'instruments de couverture.

### *Consolidation et opérations étrangères*

Les états financiers consolidés sont consolidés en dollars canadiens en utilisant la méthode suivante : les éléments d'actifs et de passifs sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les revenus et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les transactions individuelles ayant une incidence significative sur les états des résultats consolidés, du résultat global consolidé ou des flux de trésorerie consolidés sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les gains et les pertes de change résultant de cette conversion sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres. L'écart de conversion provenant de chaque filiale étrangère, société associée ou coentreprise est reclassé aux états des résultats consolidés en même temps que le gain ou la perte résultant de la cession ou de la liquidation d'une telle entité étrangère lorsqu'il y a une perte de contrôle ou un changement à la participation dans la société associée ou la coentreprise, respectivement.

### *Monnaie de présentation*

La société a adopté le dollar américain comme monnaie de présentation. Les états financiers consolidés en dollars canadiens sont convertis dans la monnaie de présentation selon la méthode décrite précédemment. Le capital-actions, le surplus d'apport et les bénéfices non répartis sont convertis aux taux historiques. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres.

### **Bénéfice net par action**

Le bénéfice net par action de base est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux détenteurs d'actions des catégories A et B par le nombre moyen pondéré d'actions des catégories A et B en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net par action dilué est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les options potentielles dilutives.

### **Constatation des produits**

Pour ses trois principales catégories de produits, soit les marchandises et services, le carburant pour le transport routier et les autres revenus, la société comptabilise les revenus lorsque le contrôle des biens ou services est transféré au client.

Pour ce qui est des opérations de détail, les ventes de marchandises comprennent principalement la vente de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, de bière, de vin, de boissons, d'articles d'épicerie, de friandises et de grignotines et de produits frais, y compris les produits de la restauration rapide. Les revenus provenant des services comprennent des revenus de lave-auto, des commissions sur la vente de billets de loterie et sur l'émission de mandats-poste, les frais attribuables aux guichets automatiques, les ventes de cartes d'appels et de cartes cadeaux, les frais d'encaissement de chèques ainsi que les ventes de timbres-poste et de billets d'autobus. Les ventes de carburant pour le transport routier comprennent la vente de différents types de carburant pour le transport routier au moyen de pompes situées dans les magasins d'accès ou les stations de carburant automatisées de la société. Ces revenus sont comptabilisés au moment de la transaction, puisque le contrôle des biens et services est considéré comme étant transféré lorsque le client effectue le paiement et prend possession de l'article vendu.

## **Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Les revenus provenant des services comprennent aussi les redevances provenant des franchises et des licences, lesquelles sont constatées à titre de produits sur la durée de l'entente, les frais de franchise initiaux, dont une portion est constatée à l'ouverture du magasin franchisé alors que les revenus restants sont reportés sur la durée estimée du contrat de franchise en question, ainsi que les commissions des agents, de même que les royalties des franchisés et des détenteurs de licences, lesquelles sont constatées périodiquement sur la base des ventes déclarées par les agents, ainsi que les franchisés et les détenteurs de licences.

Pour les activités de vente en gros, la société reconnaît généralement les ventes de marchandises et de biens à certains exploitants indépendants et franchisés effectuées à partir des centres de distribution de la société et les ventes de carburant pour le transport routier lors de la livraison à ses clients.

Les autres revenus comprennent les ventes de carburant pour le secteur de l'aviation, d'énergie pour les moteurs stationnaires et de carburant pour le secteur maritime (jusqu'au 30 novembre 2018), lesquelles sont généralement constatées lors de la livraison au client. Les autres revenus comprennent également les loyers tirés de certains contrats de location simple, qui sont comptabilisés sur une base linéaire sur la durée du bail.

Dans les marchés où le prix des produits pétroliers raffinés achetés exclut les droits d'accise, les revenus provenant de la vente aux clients sont comptabilisés déduction faite des droits d'accise. Dans les marchés où le prix des produits pétroliers raffinés achetés inclut les droits d'accise, les revenus et les coûts des ventes sont présentés en incluant ces droits.

Par l'entremise de redevances d'un magasin sous licence de marque Tweed Inc. par Canopy Growth en Ontario, au Canada, la société génère des revenus dérivés de la vente sous-jacente de produits du cannabis puisque le magasin sous licence vend du cannabis dans le cadre de ses opérations de ventes au détail.

### **Coût des ventes et rabais fournisseurs**

Le coût des ventes comprend principalement le coût des produits finis, des intrants et des coûts de transport lorsqu'ils sont engagés pour acheminer les produits au point de vente.

La société constate les remises des fournisseurs comme une réduction du prix des produits des fournisseurs et les présente en réduction des stocks connexes et du coût des marchandises vendues aux bilans consolidés et aux états des résultats consolidés lorsqu'il est probable que ces remises seront reçues. La société estime la probabilité en prenant en compte une variété de facteurs, y compris les quantités d'articles vendus ou achetés, les parts de marché et d'autres conditions stipulées dans les contrats. L'exactitude des estimations de la société peut être affectée par de nombreux facteurs, dont certains échappent à son contrôle, y compris les changements dans les conditions économiques et les tendances d'achat des consommateurs. Historiquement, la société n'a pas connu de différences significatives dans ses prévisions par rapport aux résultats réels. Les montants reçus mais non constatés dans les résultats sont présentés aux Crédits reportés.

### **Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux**

Les principaux éléments constituant les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux sont la main-d'œuvre, les frais d'occupation, les frais liés aux modes de paiements électroniques, les réparations, l'entretien et les frais généraux.

### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie comprend l'encaisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie comprennent les placements très liquides qui peuvent être facilement convertis en argent pour un montant déterminé et qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

### **Trésorerie soumise à restrictions**

La trésorerie soumise à restrictions comprend, lorsqu'appllicable, des dépôts en fidéicommis détenus par le dépositaire indépendant pour financer des acquisitions à venir ainsi que de futures dépenses en immobilisations, mais ceux-ci sont assujettis à certaines conditions de retrait.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des marchandises est généralement évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale. Le coût des stocks de carburant pour le transport routier est généralement déterminé selon la méthode du coût moyen.

### Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts constatée dans les résultats correspond à la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

La société utilise l'approche bilan de la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers consolidés, selon le cas, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal leur étant relié se matérialisera.

Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et les coentreprises, sauf si la société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et s'il est probable que la différence temporelle ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôts différés découlant des différences temporelles déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que la différence temporelle se résorbera dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsque la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôts exigibles, qu'ils concernent des impôts sur les bénéfices prélevés par la même autorité fiscale et que la société a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

### Immobilisations corporelles, amortissements et perte de valeur

Les immobilisations sont comptabilisées au coût, déduction faite de l'amortissement cumulé, et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire, basé sur les périodes suivantes :

Immeubles et composantes de bâtisse	3 à 40 ans
Équipements	3 à 40 ans
Améliorations locatives	Moindre de la durée du bail et de la durée d'utilité
Immeubles et équipements loués en vertu de contrats de location-financement (pour l'exercice terminé le 28 avril 2019)	Moindre de la durée du bail et de la durée d'utilité

Les composantes des bâties comprennent les systèmes de climatisation et de chauffage, la plomberie et les installations électriques. Les équipements comprennent l'affichage, les équipements pétroliers et les équipements en magasins.

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de perte de valeur lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable nette à leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »). Dans le cas où la valeur comptable des actifs excéderait leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée.

La société effectue une évaluation annuelle des soldes résiduels, des durées de vie utile estimatives et des méthodes d'amortissement utilisés pour les immobilisations corporelles et tout changement découlant de l'évaluation est appliqué prospectivement par la société.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### Goodwill

Les montants de goodwill représentent l'excédent du coût d'une entreprise acquise par rapport à la juste valeur des actifs identifiables nets sous-jacents acquis de l'entreprise à la date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti. Il est plutôt soumis à un test annuel de perte de valeur, lors du premier trimestre de la société, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une perte de valeur ou si nécessaire en raison des dates des acquisitions. Dans le cas où la valeur comptable du goodwill d'une UGT excéderait sa valeur recouvrable, une perte de valeur serait comptabilisée.

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, qui sont initialement comptabilisées au coût, sont composées principalement de marques de commerce, de contrats de franchises, de contrats d'approvisionnement en carburant, de logiciels, de contrats de location favorables (jusqu'au 28 avril 2019) et de licences. Les licences et les marques de commerce qui ont une durée d'utilité indéterminée puisqu'elles devraient procurer des avantages économiques à la société indéfiniment ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de perte de valeur lors du premier trimestre ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'elles pourraient avoir subi une perte de valeur ou si nécessaire en raison des dates des acquisitions. Les contrats d'approvisionnement en carburant, les contrats de franchise et les marques de commerce qui ont des durées d'utilité déterminées sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de leurs contrats respectifs. Les contrats de location favorables représentent des contrats de location dont les termes sont favorables en comparaison aux termes disponibles sur le marché et ils étaient amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Les logiciels et les autres immobilisations incorporelles sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 3 à 15 ans. L'amortissement des immobilisations incorporelles qui ont des durées d'utilité déterminées est inclus au poste Amortissement et perte de valeur dans les états des résultats consolidés.

### Contrats de location

*Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, conformément à IFRS 16 Contrats de location*

#### Déterminer si un accord est ou contient un contrat de location

Au commencement d'un contrat, la société évalue si celui-ci est ou contient un contrat de location en déterminant si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé, pour une certaine période de temps, en échange de considérations. Ceci est atteint si la société détient les deux éléments suivants :

- Le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien déterminé; et
- Le droit de décider de l'utilisation du bien déterminé.

Si la société détient le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé seulement pour une partie de la durée du contrat, alors ce contrat contient un contrat de location pour cette partie de sa durée.

La société détermine si un contrat contient un contrat de location à l'égard de chacune des composantes qui pourraient constituer une composante locative distincte.

La société a déterminé que certains accords avec des franchisés contiennent des composantes locatives et comptabilise donc une partie de ces accords en tant que contrats de location.

La société établit une distinction entre un contrat de location et un contrat de capacité. Un contrat de location prévoit le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation d'un bien déterminé ainsi que le droit de décider de son utilisation. Un contrat de capacité confère le droit et l'obligation de payer pour la disponibilité de certains volumes de capacité liés principalement au transport. Les contrats de capacité qui n'impliquent pas de biens déterminés spécifiques ou qui ne confèrent pas la quasi-totalité de la capacité d'un bien déterminé ne sont pas considérés comme des contrats de location aux fins comptables. Les paiements de capacité sont constatés dans les états des résultats consolidés dans les Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### Contrats de location dans lesquels la société est locataire

Pour tous les contrats de location (sauf pour ceux qui répondent à des critères d'exception limités, voir ci-dessous), la société comptabilise des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives au bilan consolidé.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actuelle nette des paiements de loyers futurs, actualisée au taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est facilement possible de le déterminer, ou au taux d'emprunt marginal de la société. Les paiements de loyers futurs qui sont pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative sont les suivants :

- Les paiements fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir;
- Les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- Les sommes que la société s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle;
- Le prix d'exercice de l'option d'achat que la société a la certitude raisonnable d'exercer; et
- Les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice de cette option par la société.

L'obligation locative est par la suite évaluée en augmentant la valeur comptable pour refléter les intérêts sur l'obligation locative et en réduisant la valeur comptable pour refléter les paiements de loyers effectués. Les dépenses d'intérêts sont comptabilisées au poste des Frais financiers aux états des résultats consolidés pendant la durée du contrat de location de manière à correspondre à l'application, au solde de l'obligation locative, d'un taux d'intérêt constant pour chaque période.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût en tenant compte des éléments suivants :

- Le montant initial de l'obligation locative;
- Le cas échéant, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus;
- Le cas échéant, les coûts directs initiaux; et
- Le cas échéant, les coûts de remise en état du bien sous-jacent.

Par la suite, les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût moins l'amortissement et perte de valeur cumulés et sont amortis sur le moindre de la durée du contrat ou de la durée d'utilité du bien sous-jacent. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont soumis à un test de perte de valeur conformément à IAS 36 *Dépréciation d'actifs*.

Les avantages incitatifs à la location sont pris en compte dans l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative. Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux ne sont pas pris en compte dans l'évaluation ni des obligations locatives, ni des actifs au titre de droits d'utilisation. Les paiements leur étant liés sont comptabilisés au poste des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux aux états des résultats consolidés lors de la période au cours de laquelle se produit la situation qui est à l'origine de ces paiements.

En ce qui concerne les contrats de location à court terme (d'une durée de 12 mois ou moins) ou dont le bien sous-jacent est de faible valeur (par exemple les ordinateurs personnels et le mobilier de bureau), la société a choisi de comptabiliser les frais locatifs selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location. Ces frais sont présentés au poste des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux aux états des résultats consolidés.

La société réévalue l'obligation locative (et ajuste l'actif au titre du droit d'utilisation correspondant) dans les cas suivants :

- Il y a un changement dans la durée du contrat de location, l'appréciation d'une option d'achat ou les pénalités de résiliation, auquel cas la société réévalue l'obligation locative en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé; et
- Il y a un changement dans les paiements de loyers futurs à la suite d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements ou dans les sommes que le preneur s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle, auquel cas la société réévalue l'obligation locative en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen du même taux d'actualisation que pour l'établissement initial de l'obligation.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Pour déterminer la durée du contrat de location, la société tient compte de tous les faits et circonstances faisant que le preneur a un avantage économique à exercer l'option de prolongation ou à ne pas exercer l'option de résiliation. La société ne tient compte des options de prolongation (ou des périodes assujetties à des options de résiliation) que si elle a la certitude raisonnable de prolonger (ou de ne pas résilier) le contrat de location. La durée du contrat de location est réévaluée s'il se produit un événement ou un changement de circonstances important qui a une incidence sur son évaluation et qui dépend de la volonté de la société.

### Contrats de location dans lesquels la société est bailleur

Si les modalités du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent, le contrat est classé en tant que contrat de location-financement. S'il est établi que le contrat dont la société est le bailleur est un contrat de location-financement, la société comptabilise la valeur actualisée des montants que le preneur doit payer à titre d'investissement net de la société dans le contrat de location, sous le poste Autres actifs au bilan consolidé. Pour évaluer l'investissement net dans le contrat de location par la suite, la société augmente la valeur comptable pour refléter les revenus d'intérêts reflétant un taux de rendement périodique constant et réduit la valeur comptable de l'investissement net pour refléter les paiements de loyers reçus.

Lorsque la société sert de bailleur intermédiaire, elle comptabilise le contrat de location principal et le contrat de sous-location en tant que contrats distincts. Le bailleur intermédiaire doit classer le contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement ou de contrat de location simple en se basant sur l'actif au titre du droit d'utilisation découlant du contrat de location principal.

Si les modalités du contrat de location ne transfèrent pas au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent, le contrat est classé en tant que contrat de location simple. Les paiements reçus dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés sous le poste Chiffre d'affaires selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location concerné aux états des résultats consolidés.

*Pour l'exercice terminé le 28 avril 2019, conformément à IAS 17 Contrats de location*

### Déterminer si un accord contient un contrat de location

Au commencement de l'accord, la société évalue si un accord est ou contient un contrat de location en déterminant si :

- L'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs spécifiés; et
- L'accord confère le droit d'utiliser l'actif ou les actifs.

La société a déterminé que certains accords avec des franchisés contiennent des accords de location implicites et, par conséquent, comptabilise une partie de ces accords comme des contrats de location.

La société établit une distinction entre un contrat de location et un contrat de capacité. Un contrat de location prévoit le droit d'utiliser un actif spécifique pour une période de temps. Un contrat de capacité confère le droit et l'obligation de payer pour la disponibilité de certains volumes de capacité liés principalement au transport. Les contrats de capacité qui n'impliquent pas d'actifs spécifiques uniques ou qui ne confèrent pas la quasi-totalité de la capacité d'un actif spécifique ne sont pas considérés comme des contrats de location à des fins comptables. Les paiements de capacité sont constatés dans les états des résultats consolidés dans les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux.

## **Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### Contrats de location dans lesquels la société est locataire

La société comptabilise les contrats de location-financement lorsque la quasi-totalité des avantages et des risques afférents à la propriété du bien loué lui ont été transférés. Dans certains cas, la détermination de la nature d'un contrat de location n'est pas évidente et la direction doit faire preuve de jugement pour déterminer si un contrat de location est un contrat de location-financement qui transfère la quasi-totalité des risques et avantages se rattachant à la propriété à la société. Le jugement est nécessaire sur différents aspects qui comprennent, mais ne sont pas limités à, la juste valeur de l'actif loué, la durée de vie économique de l'actif loué, le fait d'inclure ou non des options de renouvellement dans la durée du bail ainsi que la détermination d'un taux d'actualisation approprié pour calculer la valeur actualisée des paiements minimaux. Les activités de la société impliquent un nombre considérable de contrats de location, dont la plupart sont jugés comme étant des contrats de location simple. Le coût des actifs comptabilisés en vertu des contrats de location-financement représente le moindre de la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles en vertu du bail et de la juste valeur de la propriété louée et est amorti linéairement sur le moindre de la durée de vie utile de l'actif et de la durée du bail. Les biens loués en vertu de contrats de location-financement sont présentés dans les immobilisations corporelles aux bilans consolidés.

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des avantages et risques afférents à la propriété sont comptabilisés comme des contrats de location simple. Lorsque les baux contiennent des clauses d'augmentations prédéterminées du loyer minimal, la société constate la charge locative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Conséquemment, la société comptabilise à titre de dépense de loyer reportée l'excédent de la charge sur le montant exigible.

La société reçoit également des incitatifs relatifs aux baux qui sont amortis selon la méthode linéaire sur le moindre de la durée du bail et de la durée de vie utile de l'actif.

Les gains et pertes découlant de transactions de cession-bail sont constatés dans les résultats consolidés au moment de la transaction sauf si :

- Le prix de vente est inférieur à la juste valeur et la perte est compensée par des paiements futurs inférieurs au prix du marché, auquel cas la perte est reportée et amortie proportionnellement aux paiements au titre de la location sur la période pendant laquelle il est prévu d'utiliser l'actif; ou
- Le prix de vente est supérieur à la juste valeur, auquel cas l'excédent est reporté et amorti sur la durée d'utilisation attendue de l'actif.

### Contrats de location pour lesquels la société est le bailleur

Les contrats de location pour lesquels la société transfère la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif à une tierce partie sont classés en tant que contrats de location-financement. La société comptabilise les paiements de loyer à recevoir dans les bilans consolidés et les présente comme des débiteurs. Les loyers reçus au titre des contrats de location-financement sont ventilés entre les revenus financiers et la réduction de la créance.

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des avantages et risques afférents à la propriété à une tierce partie sont comptabilisés comme des contrats de location simple. Lorsque les baux contiennent des clauses d'augmentations prédéterminées du loyer minimal, la société constate le revenu locatif selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Conséquemment, la société comptabilise la différence entre le revenu locatif et le montant reçu selon le contrat comme loyer à recevoir.

### **Frais de financement**

Les frais de financement liés aux emprunts à terme et aux titres de créance sont inclus dans la valeur comptable initiale de la dette correspondante et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui est basée sur les flux de trésorerie estimés sur la durée de vie prévue du passif. Les frais de financement liés aux emprunts renouvelables sont inclus dans les autres actifs et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie prévue de l'entente sous-jacente.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### Régime de rémunération et autres paiements fondés sur des actions

Les coûts de rémunération fondée sur des actions sont évalués à la date de l'octroi en fonction de la méthode fondée sur la juste valeur.

La juste valeur des options d'achat d'actions est constatée sur la période d'acquisition de chaque tranche d'acquisition à titre de coût de rémunération avec une augmentation correspondante au surplus d'apport, compte tenu du nombre d'octrois qui devraient ultimement être acquis. À la levée des options d'achat d'actions, le surplus d'apport correspondant est transféré au capital-actions.

Le coût de rémunération des actions fictives (les « AF ») et le passif afférent sont comptabilisés linéairement sur la période d'acquisition correspondante sur la base de la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société et de la meilleure estimation du nombre d'AF qui seront ultimement payables. Le passif ainsi enregistré est ajusté à chaque période pour refléter toute variation de la juste valeur des actions de catégorie B et tout ajustement des extinctions prévues.

### Avantages sociaux futurs

La société comptabilise ses obligations découlant des régimes de retraite de ses employés ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Pour les régimes à prestations définies, la société a retenu les conventions comptables suivantes :

- Les obligations au titre des prestations et le coût des prestations de retraite constituées par les salariés actifs sont établis par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des services et les charges de retraite sont constatées dans les résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés actifs. Les calculs tiennent compte des hypothèses considérées par la direction comme étant les plus probables concernant la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés;
- Les actifs des régimes sont évalués à leur juste valeur;
- Les gains actuariels et les pertes actuarielles s'expliquent par les augmentations ou les diminutions de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies découlant des changements aux hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience. Les gains actuariels et les pertes actuarielles sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global sans incidence sur le bénéfice net;
- Les coûts des services passés sont enregistrés dans les résultats à la première des dates suivantes :
  - La date de modification ou de réduction du régime;
  - La date à laquelle la société comptabilise les frais de restructuration ou d'indemnité de cessation d'emploi correspondants; et
- Les intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies correspondent au passif (à l'actif) net au titre des prestations définies multiplié par le taux d'actualisation et sont inclus dans les frais financiers.

Pour les régimes à cotisations déterminées, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la société est tenue de verser en échange des services rendus par les salariés.

La valeur actualisée des obligations de retraite dépend d'un certain nombre de facteurs qui sont déterminés sur une base actuarielle en utilisant un certain nombre d'hypothèses. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations de retraite. La société détermine le taux d'actualisation approprié à la fin de chaque exercice. Il s'agit du taux utilisé pour déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs qui devraient être nécessaires pour régler les obligations de retraite. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la société considère les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la devise dans laquelle les prestations seront versées et qui ont une échéance se rapprochant de celle de l'obligation de retraite concernée.

### Provisions

Les provisions sont comptabilisées si la société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable que la société sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liés à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

La valeur actuelle des provisions dépend d'un certain nombre de facteurs qui sont évalués sur une base régulière en utilisant un certain nombre d'hypothèses, y compris le taux d'actualisation, les flux de trésorerie attendus pour éteindre l'obligation et le nombre d'années jusqu'au règlement de la provision. Toute modification de ces hypothèses ou des réglementations gouvernementales aura une incidence sur la valeur comptable des provisions. Lorsque les flux de trésorerie réels sont différents des montants initialement comptabilisés, ces différences ont une incidence sur les résultats de la période au cours de laquelle le paiement est effectué. Historiquement, la société n'a pas connu de différences significatives dans ses prévisions par rapport aux résultats réels.

### *Coûts environnementaux*

La société constate une provision pour les frais de réhabilitation de sites estimatifs futurs afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour ses sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur l'expérience antérieure de la société en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs, tels que l'état de la contamination des sites, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

### *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent principalement aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs souterrains de carburant et sont fondées sur l'expérience antérieure de la société dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, la durée restante des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir de carburant est installé, un passif actualisé est comptabilisé à la valeur actuelle de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial à comptabiliser, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

À la suite de la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la valeur comptable du passif est accrue de manière à tenir compte de l'écoulement du temps, puis ajustée selon les variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché ou de l'échéancier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation.

### *Obligations relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail*

Aux États-Unis et en Irlande, la société a recours à l'autoassurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail. Le coût ultime attendu actualisé de réclamations engagées à la date du bilan consolidé est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base des données historiques de la société et d'évaluations actuarielles. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

### *Restructuration*

Une provision pour restructuration est comptabilisée seulement lorsqu'un plan formel et détaillé de restructuration existe et que le plan a débuté ou que les principales caractéristiques du plan ont été communiquées aux personnes concernées. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs a été calculée en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Un plan formel et détaillé inclut habituellement :

- L'identification de l'entreprise ou la partie de l'entreprise concernée;
- Les principaux sites affectés;
- Les détails relatifs aux salariés affectés;
- L'échéancier de la restructuration; et
- Les charges qui devront être engagées.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

La société a effectué les classements suivants de ses actifs et passifs financiers :

Actifs et passifs financiers	Classement	Évaluation subséquente <sup>(1)</sup>	Classement des gains et pertes
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Trésorerie soumise à restrictions	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Débiteurs	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Placements	Juste valeur par le biais du résultat net (sauf si la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est retenue) <sup>(2)</sup>	Juste valeur	Bénéfice net (Autres éléments du résultat global non sujets à reclassement au bénéfice net si ce choix est effectué)
Instruments financiers dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur	Bénéfice net
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures d'investissement net et comme couverture de flux de trésorerie	Juste valeur par le biais du résultat net assujettie aux exigences de la comptabilité de couverture	Juste valeur	Autres éléments du résultat global sujets à reclassement au bénéfice net
Instruments financiers dérivés désignés à titre de couvertures de la juste valeur	Juste valeur par le biais du résultat net assujettie aux exigences de la comptabilité de couverture	Juste valeur	Bénéfice net, avec ajustement compensatoire constaté à l'élément couvert
Dette bancaire et dette à long terme	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Créditeurs et charges à payer	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net

(1) L'évaluation initiale des comptes à recevoir est au prix de transaction tandis que pour tous les autres actifs et passifs financiers, l'évaluation initiale est faite à la juste valeur.

(2) La société a fait le choix d'évaluer ses placements en instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

### Couverture et instruments financiers dérivés

La société applique les exigences générales de la comptabilité de couverture d'IAS 39 *Instruments financiers: comptabilisation et évaluation*.

#### Swap sur rendement total intégré

Afin de gérer les risques actuels et prévus liés aux variations de la juste valeur de marché des AF et des unités d'actions différenciées (« UAD ») octroyées par la société, cette dernière est partie à un contrat de dépôt indexé. Le contrat de dépôt indexé est comptabilisé à la juste valeur dans les débiteurs et autres actifs aux bilans consolidés et classé à la juste valeur par le biais du résultat net.

La société a documenté et désigné le contrat de dépôt indexé comme élément de couverture de flux de trésorerie de la transaction de règlement en espèces prévue des AF et des UAD octroyées. La société a déterminé que le contrat de dépôt indexé représente une couverture efficace lors de la mise en place de la couverture et pendant la durée du contrat de dépôt indexé. Les variations de la juste valeur sont initialement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et sont subséquemment reclassées au bénéfice net consolidé au même moment où la variation de la juste valeur des AF et des UAD est comptabilisée dans le bénéfice net consolidé. Lorsque l'entité s'attend à ce que la transaction prévue ne se réalise pas, les gains, pertes, produits ou charges rattachés à l'élément de couverture qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global par suite de l'application de la comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le bénéfice net de la période visée par les états financiers consolidés dans les Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux.

#### Swaps sur carburant

La société a recours à des swaps sur carburant pour gérer le risque lié aux prix du carburant pour le transport routier. La variation de la juste valeur de ces swaps est comptabilisée au poste Coût des ventes dans les états des résultats consolidés.

De plus, la société emploie de temps à autre des swaps sur carburant pour gérer le risque de prix associé à une transaction de règlement en espèces prévue liée à la vente d'un important volume de carburant. La société documente et désigne les swaps sur carburant comme éléments de couverture de flux de trésorerie de la transaction de règlement en espèces prévue liée à la vente de carburant. Ainsi, les variations de la juste valeur des éléments de couverture, soit les swaps sur carburant, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les gains réalisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont ensuite reclassés dans les revenus sur la même période que la réalisation de la transaction couverte.

## **Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### *Dette à long terme libellée en devises étrangères désignée*

La société désigne une portion de sa dette à long terme libellée en dollars américains et en couronnes norvégiennes à titre d'instrument de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations aux États-Unis et en Norvège, respectivement. La société désigne également une portion de sa dette à long terme libellée en euros à titre d'instrument de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations en zone euro et au Danemark. Ainsi, les gains et les pertes liés à la conversion des dettes désignées, qui sont considérés comme une couverture efficace, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devise provenant de la conversion de son investissement net dans ses opérations aux États-Unis, en Norvège, en zone euro et au Danemark.

### *Swaps de taux d'intérêt multidevises*

La société désigne des swaps multidevises à titre d'instruments de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations étrangères. Ainsi, les gains et les pertes liés à la conversion de ces swaps de taux d'intérêt multidevises, qui sont considérés comme une couverture efficace, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devise provenant de la conversion de l'investissement net de la société dans ses opérations étrangères.

### *Swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme*

Occasionnellement, la société utilise des swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme pour gérer le risque de change lié aux déboursés prévus dans une devise étrangère. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion de ces swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme sont constatés dans les états des résultats consolidés à titre de gain ou perte de change.

### *Swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable*

La société utilisait des swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable pour gérer le risque de variation de juste valeur créée par les variations de taux d'intérêt associé aux dettes à taux d'intérêt fixe. La société a désigné ces swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable à titre d'instruments de couverture de la juste valeur de la dette à taux d'intérêt fixe émise (« l'élément couvert »). Ainsi, l'élément couvert est réévalué afin de refléter les changements de la juste valeur découlant des changements du risque couvert, et ces réévaluations sont comptabilisées dans les états des résultats consolidés à titre de frais financiers. Ceci est contrebalancé par les gains et les pertes découlant de la réévaluation de la valeur du swap, qui sont également comptabilisés dans les états des résultats consolidés à titre de frais financiers.

### *Accords de fixation de taux d'intérêt*

De temps à autre, la société utilise des accords de fixation de taux d'intérêt pour gérer le risque de taux d'intérêt lié aux titres de créance qu'elle prévoit émettre. Elle considère ces accords de fixation de taux d'intérêt comme des éléments de couverture des flux de trésorerie liés aux taux d'intérêt prévus relativement à l'émission de titres de créance. Ainsi, les variations de la juste valeur des éléments de couverture, soit les accords de fixation de taux d'intérêt, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les gains et les pertes réalisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans la charge d'intérêts sur les mêmes périodes, à mesure que la charge d'intérêts sur la dette sera imputée aux résultats.

### **Garanties**

Une garantie s'entend d'un contrat ou d'une convention d'indemnisation qui peut éventuellement obliger la société à faire des paiements à un tiers en fonction d'événements futurs. Ces paiements dépendent soit des changements dans un élément sous-jacent ou autres variables liés à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie, soit de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une tierce partie. Il peut aussi s'agir d'une garantie indirecte des dettes d'une autre partie. Les garanties sont initialement constatées à la juste valeur et sont ultérieurement réévaluées lorsqu'une perte devient probable.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs engagés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la société en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les frais d'acquisition directs sont constatés dans les résultats au moment où ils sont engagés.

Le goodwill découlant du regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif et initialement évalué au coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis. Si, après réévaluation, la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent (« goodwill négatif ») est immédiatement comptabilisé en résultats.

Déterminer la juste valeur des actifs acquis et passifs pris en charge exige du jugement et l'utilisation d'hypothèses qui, si elles sont modifiées, peuvent affecter les états des résultats consolidés et les bilans consolidés.

Les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont alloués aux UGT aux fins de l'allocation du prix d'achat et du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. La répartition est faite à ces UGT, qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises dans lesquelles le goodwill et les autres immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont pris naissance.

Les résultats des entreprises acquises sont inclus aux états des résultats consolidés à compter de leur date respective d'acquisition.

### Nouvelles normes comptables publiées récemment, mais non encore appliquées

#### Définition d'une entreprise

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications aux directives d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*, qui modifient la définition d'une entreprise. Ces modifications introduisent un test de concentration facultatif qui, s'il est positif, mène à la conclusion que l'ensemble d'actifs acquis ne constitue pas une entreprise, et qu'aucune autre appréciation n'est nécessaire. Pour être considéré comme une entreprise, une acquisition doit inclure une entrée et un processus substantiel qui, ensemble, contribuent de manière importante à la capacité de créer des sorties. Également, il n'est plus nécessaire d'évaluer si des intervenants du marché sont en mesure de remplacer les éléments manquants ou d'intégrer les activités et les actifs acquis. La société va appliquer ces modifications aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe à l'ouverture ou après l'ouverture de l'exercice se terminant le 25 avril 2021 et aux acquisitions d'actifs qui ont lieu à l'ouverture ou après l'ouverture de cet exercice .

## 4. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

La société a effectué les acquisitions d'entreprises suivantes :

#### 2020

- Le 13 janvier 2020, la société a fait l'acquisition de 17 magasins auprès d'un exploitant de franchises. Ces magasins sont exploités sous la bannière Holiday dans le Dakota du Sud et au Minnesota, aux États-Unis. La société est propriétaire du terrain et de la bâtie pour 16 emplacements et loue le terrain et la bâtie pour l'emplacement restant.
- Au cours de l'exercice terminé le 26 avril 2020, la société a aussi fait l'acquisition de 13 magasins corporatifs par l'entremise de transactions distinctes. La société est propriétaire du terrain et de la bâtie pour 7 sites et loue le terrain et la bâtie pour les 6 autres sites.

Ces transactions ont été effectuées pour une contrepartie totale de 89,7 \$, financée à même les liquidités disponibles et les facilités de crédit existantes. Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, des frais d'acquisition de 6,7 \$ ont été comptabilisés au poste des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à ces acquisitions et à d'autres acquisitions non réalisées et en cours.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Le tableau qui suit présente les appréciations préliminaires de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour ces acquisitions basées sur les justes valeurs estimées à la date d'acquisition et sur l'information disponible en date de publication des présents états financiers consolidés:

	\$
Actifs corporels acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,2
Stocks	4,1
Frais payés d'avance	0,1
Immobilisations corporelles	50,8
Actifs au titre de droits d'utilisation	10,9
Actifs corporels totaux	<u>66,1</u>
Passifs pris en charge	
Créditeurs et charges à payer	0,3
Provisions	0,8
Obligations locatives	10,9
Passifs totaux	<u>12,0</u>
Actifs corporels nets acquis	54,1
Goodwill	35,6
Contrepartie totale payée en trésorerie	89,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	0,2
Flux de trésorerie nets à l'acquisition	<u>89,5</u>

La société estime que presque tout le goodwill relatif à ces transactions sera déductible aux fins fiscales.

La société a effectué ces acquisitions avec l'objectif d'accroître ses parts de marché. Ces acquisitions ont généré un goodwill dû principalement à l'emplacement stratégique des magasins acquis. Depuis la date d'acquisition, les revenus et le bénéfice net relatifs à ces magasins ont été respectivement de 61,3 \$ et de 3,6 \$. Étant donné la taille et la nature de ces acquisitions, l'information financière disponible ne permet pas de présenter fidèlement le chiffre d'affaires et le bénéfice net pro forma de la société si elle avait réalisé ces acquisitions au début de son exercice.

### 2019

Au cours de l'exercice terminé le 28 avril 2019, la société a fait l'acquisition de six magasins corporatifs et de deux sites exploités à commission par l'entremise de transactions distinctes. La société est propriétaire du terrain et de la bâtie pour trois sites et loue le terrain et la bâtie pour les trois autres sites. Ces transactions ont été effectuées pour une contrepartie totale de 13,1 \$ financée à même les liquidités disponibles et les facilités de crédit existantes et ont généré du goodwill pour un montant de 2,2 \$. Des frais d'acquisitions de 2,2 \$ ont été comptabilisés au poste Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à ces acquisitions et à d'autres acquisitions non réalisées pour l'exercice terminé le 28 avril 2019.

## **Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### **5. CESSION D'ACTIVITÉS**

#### **2020**

Voir la note 6 pour la cession des intérêts de la société dans CAPL et les ententes d'échange d'actifs associés.

#### **2019**

##### **Cession de sites de commerces de détail**

Le 5 février 2019, la société a vendu 19 sites de commerces de détail en Oregon et dans l'ouest de Washington pour une contrepartie en espèces d'environ 30,0 \$. La transaction a généré un gain de 17,3 \$ pour l'exercice terminé le 28 avril 2019.

Le 3 juillet 2018, la société a vendu à Irving Oil Ltd. 13 sites dans les provinces canadiennes de l'Atlantique pour une contrepartie en espèces d'environ 30,0 \$. La transaction a généré un gain de 4,5 \$ pour l'exercice terminé le 28 avril 2019. Ces magasins, qui continueront d'être exploités par la société, avaient précédemment été acquis par le biais de l'acquisition de CST.

##### **Statoil Fuel & Retail Marine AS**

Le 1<sup>er</sup> décembre 2018, la société a finalisé la cession de ses activités de vente de carburant pour le secteur maritime par l'entremise d'une convention d'achat d'actions en vertu de laquelle St1 Norge AS a acquis 100 % des actions émises et en circulation de Statoil Fuel & Retail Marine AS. Le produit total de la cession s'est élevé à 24,3 \$. La société a reconnu un gain sur disposition de 3,2 \$ en lien avec cette transaction. La cession a aussi généré le transfert aux résultats d'un gain sur redressements cumulés de conversion de devises de 0,8 \$. Ces gains sont inclus dans la section Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs dans l'état des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 28 avril 2019.

### **6. CROSSAMERICA PARTNERS LP**

Le 19 novembre 2019, la société a annoncé la clôture de la vente de ses intérêts dans CAPL, représentant 100 % des titres de participation de l'unique membre du commandité, 100 % des droits de distribution incitatifs et 21,7 % des parts ordinaires en circulation de CAPL à des entités d'investissements contrôlées par Joe Topper, fondateur de CAPL et membre actuel du conseil d'administration du commandité. La décision de céder les intérêts de la société dans CAPL a été basée sur les résultats d'une revue stratégique.

Les produits de la cession, nets des coûts de transaction, ont été de 186,9 \$. La société a reconnu un gain net sur cession de 61,5 \$ en relation avec cette transaction. Ce gain est inclus au poste Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs à l'état des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 26 avril 2020.

Les périodes comptables de CAPL ne coïncidaient pas avec celles de la société. Les états des résultats consolidés, du résultat global consolidés, de la variation des capitaux propres consolidés et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé le 26 avril 2020 comprennent ceux de CAPL pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 19 novembre 2019.

Toutes les transactions entre la société et CAPL ont été éliminées dans les états financiers consolidés de la société jusqu'au 19 novembre 2019. Ces transactions comprenaient l'achat et la vente de carburant entre la société et CAPL, la charge de loyer facturée à la société par CAPL, les bénéfices découlant de la participation de CAPL au capital-actions de CST Fuel Supply LP, une filiale de la société, la quote-part de la société dans les distributions de parts ordinaires de CAPL et la quote-part de la société des revenus des droits de distribution incitatifs de CAPL. De plus, la société fournissait à CAPL des services de gestion et des services de support corporatif et facturait à CAPL des frais de gestion conformément aux modalités de l'*« Amended and Restated Omnibus Agreement »*, en plus d'une allocation de certains éléments de rémunération incitative. Environ 78,3 % des résultats d'exploitation de CAPL ont été attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle pour l'exercice terminé le 26 avril 2020 (78,3 % pour l'exercice 2019). Par conséquent, les actionnaires de la société n'avaient pas les droits sur une partie importante des résultats d'exploitation de CAPL. Le bénéfice attribuable aux autres détenteurs de parts de CAPL était présenté à titre de participation ne donnant pas le contrôle.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

CAPL est une société en commandite du Delaware cotée en bourse et ses parts ordinaires sont inscrites à la Bourse de New York sous le symbole « CAPL ». Par conséquent, CAPL doit déposer ses rapports auprès de la « Securities and Exchange Commission » (« SEC ») des États-Unis, où l'on peut trouver des renseignements supplémentaires sur ses résultats d'exploitation préparés selon les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis, lesquels devraient être lus conjointement avec le tableau ci-dessous, qui résume les résultats d'exploitation et certaines données financières, lesquels sont conformes aux IFRS :

États des résultats pour les périodes du	1 <sup>er</sup> avril 2019 au 19 novembre 2019	1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019 <sup>(1)</sup>
	\$	\$
Chiffre d'affaires	1 460,9	2 368,8
Marge brute	130,0	188,1
Frais d'exploitation totaux (excluant l'amortissement et la perte de valeur)	50,8	89,3
Amortissement et perte de valeur	53,9	143,5
Frais financiers nets	25,6	29,3
Perte avant impôts sur les bénéfices	(0,3)	(74,0)
Dépense (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices	0,7	(2,8)
Perte nette	(1,0)	(71,2)

États des flux de trésorerie pour les périodes du	1 <sup>er</sup> avril 2019 au 19 novembre 2019	1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019 <sup>(1)</sup>
	\$	\$
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	80,1	86,8
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(7,9)	(14,9)
Sorties de fonds nettes liées aux activités de financement, incluant 11,8 \$ et 15,7 \$ pour des distributions à la société, respectivement	(76,8)	(67,3)

Bilans au	19 novembre 2019 <sup>(2)</sup>	31 mars 2019 <sup>(1)</sup>
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1,7	6,3
Actifs à court terme (excluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie)	36,6	49,5
Goodwill	87,3	73,2
Actifs à long terme (excluant le goodwill)	1 088,3	1 016,4
Passifs à court terme	82,3	64,7
Passifs à long terme	784,8	676,0

(1) Ajusté en fonction des transactions importantes, le cas échéant.

(2) Au 22 octobre 2019, les critères de classification à titre d'actifs détenus en vue de la vente avaient été atteints pour ces actifs et passifs

### Ententes d'échanges d'actifs

#### Entente d'échange d'actifs de novembre 2019

Le 26 mars 2020, la société a annoncé la clôture d'une entente d'échange d'actifs avec CAPL (« entente d'échange d'actifs de novembre 2019 ») selon laquelle la société a transféré une portion de ses opérations américaines de vente en gros de carburant pour le transport routier, qui consistait en des contrats d'approvisionnement de carburant pour le transport routier couvrant 333 sites, 33 propriétés détenues et louées qui étaient également sujettes à des contrats d'approvisionnement de carburant, pour un total de 366 contrats d'approvisionnement, ainsi qu'une contrepartie en espèces d'environ 14,0 \$, recevant en retour la participation de 17,5 % détenue par CAPL dans la société en commandite CST Fuel Supply LP. La société a reconnu un gain net sur cession de 41,0 \$, en relation avec cette transaction, qui est inclus dans Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs dans les états des résultats consolidés de l'exercice terminé le 26 avril 2020. Suivant cette entente d'échange d'actifs, la société détient 100 % des intérêts dans CST Fuel Supply LP. Par conséquent, un montant de 105,2 \$, net d'impôts, a été reconnu aux bénéfices non répartis correspondant à la différence entre la participation ne donnant pas le contrôle dans CST Fuel Supply LP comptabilisée dans les états financiers consolidés de la société et la juste valeur de la contrepartie afin d'acquérir les 17,5 % de participation restantes dans CST Fuel Supply LP.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### Entente d'échange d'actifs de décembre 2018

Le 17 décembre 2018, la société a conclu une entente d'échange d'actifs avec CAPL qui visait à échanger 192 magasins Circle K aux États-Unis contre les biens immobiliers détenus par CAPL pour 56 magasins corporatifs aux États-Unis qui sont loués et exploités par la société aux termes d'un bail principal que CAPL a antérieurement acheté conjointement avec, ou de, CST Brands Inc., et 17 magasins corporatifs qui étaient détenus et exploités par CAPL et établis dans le nord du Midwest des États-Unis (« entente d'échange d'actifs de décembre 2018 »). La valeur totale de cette entente s'élèvera à environ 185,0 \$.

Au cours de l'exercice terminé le 26 avril 2020, la société a complété les quatre premières transactions de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 entre CAPL et les activités détenues en propriété exclusive par la société. Dans ces transactions, 139 magasins Circle K aux États-Unis, pour une valeur totale approximative de 132,0 \$, ont été échangés contre 17 magasins corporatifs qui étaient détenus et exploités par CAPL ainsi que les biens immobiliers de 39 propriétés détenues par CAPL pour une valeur équivalente.

Les deux premières transactions de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018, qui ont été complétées alors que CAPL était entièrement consolidée dans les états financiers consolidés de la société, ont entraîné un reclassement de 7,7 \$ entre les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société et les capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle. À la suite de ces transactions d'échange, la société a effectué une réévaluation de ses actifs et passifs d'impôts différés, ce qui a généré une dépense nette d'impôt sur les bénéfices de 4,4 \$, dont 2,7 \$ sont attribuables aux actionnaires de la société. Les troisième et quatrième transactions de cette même entente, survenues après la cession des intérêts de la société dans CAPL, ont entraîné un gain net de 1,9 \$ qui est inclus dans Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs dans les états des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 26 avril 2020.

Au 19 novembre 2019, les critères de classification à titre d'actifs détenus en vue de la vente avaient été atteints pour les actifs qui seront échangés dans les tranches restantes de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 ainsi que dans l'entente d'échange d'actifs de novembre 2019. Les actifs et passifs suivants, liés aux tranches restantes de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018, ont donc été classés comme détenu en vue de la vente au 26 avril 2020 :

	Au 26 avril 2020
	\$
<b>Actifs</b>	
Immobilisations corporelles	37,6
Actifs au titre de droits d'utilisation	5,4
Immobilisations incorporelles	1,4
Goodwill	19,6
	<hr/>
	64,0
<b>Passifs</b>	
Obligations locatives	5,9
Provisions	2,2
	<hr/>
	8,1

Le 5 mai 2020, subséquemment à la fin de l'exercice terminé le 26 avril 2020, la société a complété la cinquième transaction de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL. Dans le cadre de cette cinquième transaction, la société a transféré 29 magasins Circle K aux États-Unis d'une valeur totale approximative 32,0 \$. En échange, CAPL a transféré les biens immobilier de 13 propriétés d'une valeur équivalente. Il est attendu que les actifs restants de cette entente seront échangés au cours du deuxième semestre de l'année civile 2020.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 7. INVESTISSEMENT DANS FIRE & FLOWER HOLDINGS CORP. (« Fire & Flower »)

Le 7 août 2019, la société a investi un montant de 26,0 \$ CA (19,5 \$) dans Fire & Flower, un détaillant de cannabis indépendant de premier plan inscrit à la Bourse de Toronto et ayant son siège social en Alberta, Canada. Cet investissement se compose des éléments suivants :

- Débentures convertibles non garanties portant un taux d'intérêt annuel de 8 % et qui viennent à maturité le 31 décembre 2020. Les intérêts sont payés semi-annuellement le 30 juin et le 31 décembre. Au choix de la société, les débentures convertibles non garanties peuvent être converties en actions ordinaires de Fire & Flower à un prix de conversion de 1,07 \$ CA, et ce, à tout moment entre leur date d'émission et leur date de maturité. Au 26 avril 2020 et sur une base entièrement diluée, la conversion de la totalité des débentures convertibles non garanties résulterait en une participation de 11,3 % dans Fire & Flower. Les débentures convertibles non garanties sont évaluées à la juste valeur par le biais du bénéfice net. Au 26 avril 2020, les débentures convertibles non garanties n'avaient pas été converties.
- Bons de souscription d'actions ordinaires qui consistent en Bons de souscription de série A, Bons de souscription de série B et Bons de souscription de série C, chacune des séries ayant ses propres modalités et conditions, comme suit :
  - Les Bons de souscription de série A, s'ils étaient exercés conformément à leurs modalités, augmenteraient subséquemment la participation de la société dans Fire & Flower jusqu'à concurrence de 21,5 % sur une base entièrement diluée au 26 avril 2020. Les Bons de souscription de série A expirent 90 jours suivant la date de maturité des débentures convertibles non garanties. Les bons de souscription de série A doivent être exercés avant que les Bons de souscription de série B ne puissent l'être.
  - Les Bons de souscription de série B, s'ils étaient exercés conformément à leurs modalités, augmenteraient subséquemment la participation de la société dans Fire & Flower jusqu'à concurrence de 35,1 % sur une base entièrement diluée au 26 avril 2020. Ceux-ci expirent 12 mois suivant la date où la totalité des Bons de souscription de série A ont été exercés, à moins que les Bons de souscription de série A n'expirent, dans quel cas les Bons de souscription de série B expireraient eux aussi. Les bons de souscription de série B doivent être exercés avant que les Bons de souscription de série C ne puissent l'être.
  - Les Bons de souscription de série C, s'ils étaient exercés conformément à leurs modalités, augmenteraient subséquemment la participation de la société dans Fire & Flower jusqu'à concurrence de 51,6 % sur une base entièrement diluée au 26 avril 2020. Ceux-ci expirent 12 mois suivant la date où la totalité des Bons de souscription de série B ont été exercés, à moins que les Bons de souscription de série B n'expirent, dans quel cas les Bons de souscription de série C expireraient eux aussi.

Les bons de souscription d'actions ordinaires sont évalués à la juste valeur par le biais du bénéfice net. Au 26 avril 2020, les bons de souscription d'actions ordinaires n'avaient pas été exercés.

La juste valeur estimée lors de la comptabilisation initiale pour les débentures convertibles non garanties ainsi que les bons de souscription d'actions ordinaires différait du prix de transaction. Tel que décrit plus en détail ci-dessous, ces justes valeurs ont été déterminées à l'aide de données spécifiques à l'entité et non uniquement par un cours sur un marché actif pour un actif ou un passif identique ou par une technique d'évaluation qui utilise uniquement des données provenant de marchés observables. Ces justes valeurs estimées sont ainsi des évaluations de niveau 3 (note 31). L'évaluation initiale de ces actifs financiers a donc été ajustée afin de différer l'écart entre la juste valeur à la date de la comptabilisation initiale et le prix de transaction. Puisque ces écarts découlent principalement de la composante temporelle de chacun des modèles d'évaluation, ces écarts initiaux seront constatés graduellement sur la durée de vie estimée de chacun des actifs à l'aide de la méthode linéaire.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Le tableau ci-dessous indique les montants présentés sous le poste Autres actifs financiers à court terme au bilan consolidé :

	Juste valeur estimée des débentures convertibles	Juste valeur estimée des bons de souscription d'actions ordinaires	Juste valeur estimée totale des actifs financiers	Écarts différés	Valeur nette comptable
	\$	\$	\$	\$	\$
Évaluation initiale	27,6	39,9	67,5	(48,0)	19,5
Revenus (frais) reconnus aux Frais financiers nets	(8,0)	(29,3)	(37,3)	33,4	(3,9)
Effet des fluctuations du taux de change	(1,1)	(0,5)	(1,6)	0,8	(0,8)
<b>Solde au 26 avril 2020</b>	<b>18,5</b>	<b>10,1</b>	<b>28,6</b>	<b>(13,8)</b>	<b>14,8</b>

La juste valeur estimée des débentures convertibles non garanties est déterminée à l'aide d'un modèle à un facteur, où il est assumé que le prix de l'action suit un processus log-normal de type Black-Scholes et la juste valeur estimée des bons de souscription d'actions ordinaires est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes. Les données clés d'entrée non observables suivantes ont été utilisées dans l'établissement de la juste valeur initiale de ces actifs financiers et aucun changement n'a été apporté aux techniques d'évaluation utilisées depuis l'évaluation initiale :

	Au 26 avril 2020	Au 7 août 2019
Volatilité attendue <sup>(a)</sup>	85,0 %	60,0 %
Écart de crédit sur le taux du gouvernement du Canada (applicable uniquement aux débentures convertibles non garanties) <sup>(b)</sup>	35,0 %	25,0 %

### (a) Volatilité attendue

La sensibilité à la volatilité découle principalement de la disponibilité limitée des données historiques de Fire & Flower puisque le détaillant est inscrit à la Bourse de Toronto depuis février 2019, aussi bien que du marché émergent dans lequel il opère.

Au 7 août 2019 et au 26 avril 2020, toutes les autres hypothèses étant égales par ailleurs, une augmentation ou diminution de 5 % de la volatilité attendue n'aurait pas eu d'impact significatif sur la juste valeur des débentures convertibles non garanties.

Au 7 août 2019 et au 26 avril 2020, toutes les autres hypothèses étant égales par ailleurs, une augmentation de 5 % de la volatilité attendue aurait augmenté de 6,3 \$ et de 2,1 \$ la juste valeur des bons de souscription d'actions ordinaires, respectivement. Aux mêmes dates, une diminution de 5 % de la volatilité attendue aurait diminué de 6,0 \$ et de 1,9 \$ la juste valeur des bons de souscription d'actions ordinaires, respectivement.

### (b) Écart de crédit

La sensibilité à l'écart de crédit découle principalement de la nature de l'instrument financier émis aussi bien que du marché émergent dans lequel Fire & Flower exerce ses activités.

Au 7 août 2019 et au 26 avril 2020, toutes les autres hypothèses étant égales par ailleurs, une augmentation ou diminution de 5 % de l'écart de crédit n'aurait pas eu d'impact significatif sur la juste valeur des débentures convertibles non garanties.

### Processus d'évaluation

La société effectue les évaluations de ses instruments financiers requises pour les fins de divulgation financière, incluant les justes valeurs de niveau 3. Les changements dans les justes valeurs de niveau 2 et niveau 3 sont analysés par la société à chacune des périodes de publication et des rapports expliquant les causes des mouvements dans les justes valeurs sont présentés à la direction de la société.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 8. PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES ET DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

	2020	2019
	\$	\$
Participation dans des coentreprises	139,6	134,5
Participation dans des entreprises associées	0,1	1,5
	<b>139,7</b>	<b>136,0</b>

Le placement de la société dans ses coentreprises et entreprises associées, dont aucune n'est individuellement significative pour la société, est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Les montants suivants représentent la quote-part de la société dans le bénéfice net et le résultat global de ses coentreprises et entreprises associées :

	2020	2019
	\$	\$
Bénéfice net et résultat global des coentreprises	25,4	23,2
Bénéfice net et résultat global des entreprises associées	0,1	0,2
	<b>25,5</b>	<b>23,4</b>

### 9. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES DÉPENSES

	2020	2019
	\$	\$
Coût des ventes	44 397,7	49 922,7
Frais de vente	5 788,1	5 852,6
Frais d'administration	702,7	758,4
Autres frais d'exploitation	81,4	95,0
Frais d'exploitation totaux	<b>6 572,2</b>	<b>6 706,0</b>

	2020	2019
	\$	\$
Dépenses au titre des avantages du personnel		
Salaires	2 394,0	2 373,4
Avantages sociaux et autres contributions relatives aux employeurs	293,1	280,1
Avantages sociaux futurs (note 30)	128,1	126,0
Primes de départ	6,8	10,0
Rémunération et autres paiements fondés sur des actions (note 28)	14,3	15,4
	<b>2 836,3</b>	<b>2 804,9</b>

### 10. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

	2020	2019
	\$	\$
Salaires et autres avantages à court terme	11,2	14,5
Régime de rémunération et autres paiements fondés sur des actions	8,8	9,5
Avantages sociaux futurs (note 30)	2,5	2,9
	<b>22,5</b>	<b>26,9</b>

Pour 2020, les principaux dirigeants comprennent les membres du conseil d'administration et du comité de direction. Pour 2019, ils comprennent les membres du conseil d'administration et de la haute direction.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 11. FRAIS FINANCIERS NETS

	2020	2019
	\$	\$
Frais financiers		
Dépenses d'intérêts		
Intérêts sur la dette à long terme	214,7	259,0
Intérêts sur les obligations locatives (intérêts sur les obligations découlant des contrats de location-financement pour l'exercice terminé le 28 avril 2019)	90,3	28,5
Charge de désactualisation des provisions (note 25)	18,3	20,4
Intérêts sur les découverts et les emprunts bancaires	1,5	3,2
Intérêts nets sur les régimes à prestations définies (note 30)	1,9	1,8
Autres charges financières	<u>15,5</u>	<u>25,8</u>
	<u>342,2</u>	<u>338,7</u>
Revenus financiers		
Intérêts sur les dépôts bancaires	(15,4)	(5,0)
Autres revenus financiers	<u>(8,8)</u>	<u>(8,3)</u>
	<u>(24,2)</u>	<u>(13,3)</u>
Gain de change	(33,5)	(5,3)
Frais financiers nets	<u>284,5</u>	<u>320,1</u>

### 12. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

	2020	2019
	\$	\$
Charge d'impôt sur les bénéfices exigible	440,8	279,2
Charge d'impôt différé	<u>105,1</u>	<u>91,7</u>
	<u>545,9</u>	<u>370,9</u>

Les principaux éléments ayant eu pour effet de produire des écarts entre les taux d'imposition effectifs et statutaires combinés au Canada se détaillent comme suit :

	2020	2019
	%	%
Taux d'imposition statutaire combiné au Canada <sup>(a)</sup>	26,57	26,67
Incidence des taux d'imposition d'autres juridictions	(7,19)	(4,59)
Incidence des variations des taux d'imposition	(0,01)	(0,23)
Autres écarts permanents	(0,57)	(4,93)
Taux d'imposition effectif	<u>18,80</u>	<u>16,92</u>

(a) Le taux d'imposition statutaire combiné de la société au Canada comprend les taux d'imposition sur les bénéfices provinciaux pertinents.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Les composantes des actifs et passifs d'impôts différés sont les suivantes :

	Solde au 28 avril 2019	Adoption d'IFRS 16 (note 3)	Solde ajusté au début de l'exercice	Comptabilisé aux résultats	Comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global ou aux capitaux propres	Comptabilisé par le biais d'acquisitions et dispositions d'entreprises ainsi que des actifs détenus en vue de la vente	Solde au 26 avril 2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs d'impôts différés</b>							
Immobilisations corporelles	(8,0)	—	(8,0)	1,8	2,0	—	(4,2)
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(2,4)	—	(2,4)	(1,5)	0,2	—	(3,7)
Immobilisations incorporelles	20,3	—	20,3	(20,0)	2,1	—	2,4
Goodwill	(0,1)	—	(0,1)	—	—	—	(0,1)
Frais reportés	25,5	—	25,5	3,9	(1,1)	—	28,3
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	14,6	—	14,6	(1,7)	(0,3)	—	12,6
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	7,6	—	7,6	4,7	(1,7)	—	10,6
Crédits reportés	(6,8)	—	(6,8)	1,6	0,9	—	(4,3)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	3,0	—	3,0	(0,8)	0,2	—	2,4
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	—	—	(47,2)	4,3	—	(42,9)
Obligations locatives	—	—	—	47,9	(4,4)	—	43,5
Placements	—	—	—	—	1,6	—	1,6
Perte de change non réalisée	32,7	—	32,7	5,8	(32,9)	—	5,6
	<b>86,4</b>	<b>—</b>	<b>86,4</b>	<b>(5,5)</b>	<b>(29,1)</b>	<b>—</b>	<b>51,8</b>
<b>Passifs d'impôts différés</b>							
Immobilisations corporelles	951,4	(28,7)	922,7	69,4	(7,3)	(60,0)	924,8
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(73,0)	12,8	(60,2)	43,0	(0,5)	—	(17,7)
Immobilisations incorporelles	44,0	—	44,0	18,0	0,3	—	62,3
Goodwill	235,7	—	235,7	5,0	(2,1)	(18,5)	220,1
Frais reportés	(74,2)	(0,1)	(74,3)	(1,3)	(4,1)	17,6	(62,1)
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	49,9	—	49,9	12,1	21,6	0,6	84,2
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(83,6)	—	(83,6)	8,6	1,2	—	(73,8)
Crédits reportés	(51,2)	53,2	2,0	(3,0)	(1,9)	—	(2,9)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	26,8	—	26,8	1,0	(0,8)	—	27,0
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	552,2	552,2	8,5	(25,1)	—	535,6
Obligations locatives	—	(592,6)	(592,6)	(14,8)	27,0	—	(580,4)
Placements	23,8	—	23,8	(19,5)	(0,1)	—	4,2
Autres	(0,5)	—	(0,5)	0,5	—	—	—
Perte de change non réalisée	(12,0)	—	(12,0)	(27,9)	(36,4)	—	(76,3)
	<b>1 037,1</b>	<b>(3,2)</b>	<b>1 033,9</b>	<b>99,6</b>	<b>(28,2)</b>	<b>(60,3)</b>	<b>1 045,0</b>

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

2019

	Solde au 29 avril 2018	Comptabilisé aux résultats	Comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global ou aux capitaux propres	Comptabilisé par le biais d'acquisitions et dispositions d'entreprises	Solde au 28 avril 2019
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs d'impôts différés</b>					
Immobilisations corporelles	1,2	(7,9)	(1,8)	0,5	(8,0)
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(2,0)	(0,1)	(0,3)	—	(2,4)
Immobilisations incorporelles	25,0	(5,0)	0,3	—	20,3
Goodwill	—	(0,1)	—	—	(0,1)
Frais reportés	18,9	7,8	(1,2)	—	25,5
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	3,4	16,5	(5,3)	—	14,6
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1,2	6,8	(0,4)	—	7,6
Crédits reportés	(4,6)	(1,1)	(1,1)	—	(6,8)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	—	3,2	(0,2)	—	3,0
Perte de change non réalisée	14,4	2,6	15,7	—	32,7
	57,5	22,7	5,7	0,5	86,4
<b>Passifs d'impôts différés</b>					
Immobilisations corporelles	841,8	126,3	(16,7)	—	951,4
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(14,2)	(52,1)	(6,7)	—	(73,0)
Immobilisations incorporelles	53,8	(7,4)	(2,4)	—	44,0
Goodwill	174,4	62,9	(1,6)	—	235,7
Frais reportés	(56,3)	(16,8)	(1,1)	—	(74,2)
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	(51,0)	77,8	23,1	—	49,9
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(58,2)	(28,4)	3,0	—	(83,6)
Crédits reportés	(46,8)	(4,8)	0,4	—	(51,2)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	—	28,8	(2,0)	—	26,8
(Perte) gain de change non réalisé	37,2	(49,2)	—	—	(12,0)
Placements	38,0	(14,2)	—	—	23,8
Autres	8,0	(8,5)	—	—	(0,5)
	926,7	114,4	(4,0)	—	1 037,1

Les pertes reportées prospectivement et les différences temporaires déductibles à l'égard des actifs d'impôts différés n'ont pas été comptabilisés s'établissaient à 1 421,3 \$ au 26 avril 2020 (1 272,5 \$ au 28 avril 2019), dont une tranche de 821,5 \$ qui sera reprise par le biais des autres éléments du résultat global (554,2 \$ au 28 avril 2019).

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

De ces montants, une tranche d'environ 968,7 \$ n'avait pas de date d'échéance au 26 avril 2020 (705,6 \$ au 28 avril 2019). Les pertes en capital nettes peuvent être reportées prospectivement indéfiniment et ne peuvent être utilisées qu'à l'égard de gains en capital imposables futurs. Les autres pertes reportées prospectivement et les différences temporaires déductibles viendront à échéance comme suit :

	\$
Moins d'un an	8,5
Un à deux ans	6,4
Deux à trois ans	26,5
Trois à quatre ans	75,5
Quatre à cinq ans	1,2
Cinq à dix ans	—
Dix à vingt ans	334,5
	<hr/>
	452,6

Au cours de l'exercice terminé le 26 avril 2020, 34,7 \$ d'impôts différés qui n'avaient pas été précédemment comptabilisés ont été utilisés.

Les passifs d'impôts différés relatifs aux impôts qui seraient payables advenant un rapatriement des bénéfices non répartis de certaines filiales étrangères n'ont pas été comptabilisés puisque ces montants ne devraient pas se matérialiser dans un avenir prévisible. Les différences temporelles liées à ces participations s'élèvent à 4 016,0 \$ (2 685,1 \$ en 2019).

### 13. BÉNÉFICE NET PAR ACTION

Le tableau suivant présente les informations sur le calcul du bénéfice net par action de base et dilué :

	2020	2019
	\$	\$
Bénéfice net disponible aux détenteurs d'actions des catégories A et B	<hr/> 2 353,6	1 833,9
Nombre moyen pondéré d'actions (en millions)	1 123,3	1 128,6
Effet dilutif des options d'achat d'actions (en millions)	1,2	1,5
Nombre moyen pondéré d'actions dilué (en millions)	<hr/> 1 124,5	1 130,1
Bénéfice net de base par action disponible aux détenteurs d'actions des catégories A et B	2,10	1,62
Bénéfice net dilué par action disponible aux détenteurs d'actions des catégories A et B	<hr/> 2,09	1,62

Aux fins du calcul du bénéfice net dilué par action de 2020, 246 668 options d'achat d'actions ont été exclues compte tenu de leur effet antidilutif (323 536 options d'achat d'actions exclues en 2019).

Pour l'exercice 2020, le conseil d'administration a déclaré des dividendes totalisant 26,5 ¢ CA par action (22,5 ¢ CA par action en 2019).

### 14. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

#### Variations du fonds de roulement hors caisse

	2020	2019
	\$	\$
Débiteurs	545,3	40,2
Stocks	204,2	(126,3)
Frais payés d'avance	(47,6)	14,8
Créditeurs et charges à payer	(936,3)	205,9
Impôts exigibles	235,0	(55,1)
	<hr/> 0,6	79,5

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### Changement en lien avec les passifs découlant des activités de financement

	2020	2019			
	Autres passifs financiers nets	Obligations locatives	Dette à long terme	Autres passifs financiers nets	Dette à long terme, incluant les obligations en vertu de contrats de location-financement
Solde au début de l'exercice	258,7	—	6 951,4	171,7	8 906,7
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	—	2 952,2	(328,3)	—	—
<b>Solde ajusté au début de l'exercice</b>	<b>258,7</b>	<b>2 952,2</b>	<b>6 623,1</b>	<b>171,7</b>	<b>8 906,7</b>
<b>Flux de trésorerie</b>					
Entrées (sorties) nettes de fonds sur la dette à long terme	—	—	1 706,9	—	(1 819,2)
Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives	—	(378,2)	—	—	—
Règlements d'instruments financiers dérivés	(100,6)	—	—	3,0	—
<b>Variations des éléments hors trésorerie</b>					
Reclassement à titre de passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (note 6)	—	(187,9)	(522,7)	—	—
Révision d'estimations	—	194,3	—	—	—
Ajouts d'obligations locatives (nouvelles obligations en vertu de contrats de location-financement, déduction faite des cessions pour 2019)	—	130,2	—	—	29,6
Variation de la juste valeur	79,3	—	—	84,0	—
Acquisitions d'entreprises (note 4)	—	10,9	—	—	—
Amortissement des frais de financement	—	—	7,0	—	8,3
Variation de la juste valeur de swaps connexes	—	—	3,9	—	2,9
Effet des fluctuations du taux de change	—	(72,7)	(87,7)	—	(176,9)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>237,4</b>	<b>2 648,8</b>	<b>7 730,5</b>	<b>258,7</b>	<b>6 951,4</b>

### 15. DÉBITEURS

	2020	2019
	\$	\$
Montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit <sup>(a)</sup>	521,5	801,8
Comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir <sup>(a)</sup>	518,1	846,9
Provision pour pertes de crédit	(38,1)	(30,8)
Montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir – nets	1 001,5	1 617,9
Autres débiteurs	254,5	246,0
	<b>1 256,0</b>	<b>1 863,9</b>

(a) Ces montants sont présentés déduction faite d'un montant de 148,7 \$ présenté en réduction des comptes fournisseurs et charges à payer en raison d'accords de compensation (338,1 \$ au 28 avril 2019).

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Le tableau qui suit présente l'âge des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir sur une base brute de même que l'âge de la provision pour pertes de crédit attendues en fonction du taux de perte attendu :

	2020		
	Valeur comptable brute	Taux de perte attendu	Provision pour perte
	\$	%	\$
Courants	881,1	0,4	3,4
En souffrance depuis 1-30 jours	78,7	1,5	1,2
En souffrance depuis 31-60 jours	21,2	7,1	1,5
En souffrance depuis 61-90 jours	9,3	5,4	0,5
En souffrance depuis 91 jours et plus	49,3	63,9	31,5
	<b>1 039,6</b>		<b>38,1</b>

	2019		
	Valeur comptable brute	Taux de perte attendu	Provision pour perte
	\$	%	\$
Courants	1 460,1	0,1	1,6
En souffrance depuis 1-30 jours	94,6	0,5	0,5
En souffrance depuis 31-60 jours	17,9	1,7	0,3
En souffrance depuis 61-90 jours	15,1	8,6	1,3
En souffrance depuis 91 jours et plus	61,0	44,4	27,1
	<b>1 648,7</b>		<b>30,8</b>

Les mouvements de la provision pour pertes de crédit attendues s'établissent comme suit :

	2020	2019
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	30,8	31,7
Provision pour pertes de crédit attendues, déduction faite du solde de début inutilisé	18,7	11,3
Créances radiées au cours de l'exercice	(8,7)	(10,0)
Reclassement à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 6)	(0,4)	—
Effet des fluctuations du taux de change	(2,3)	(2,2)
Solde à la fin de l'exercice	<b>38,1</b>	<b>30,8</b>

## 16. STOCKS

	2020	2019
	\$	\$
Marchandises	831,6	782,7
Carburant pour le transport routier <sup>(a)</sup>	396,4	665,2
Autres	9,4	19,8
	<b>1 237,4</b>	<b>1 467,7</b>

(a) Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, une dépréciation à la valeur de réalisation nette de 12,9 \$ a été comptabilisée, pour cette catégorie, dans le Coût des ventes aux états des résultats consolidés (néant pour l'exercice terminé le 28 avril 2019).

Les montants des coûts des ventes présentés dans les états consolidés des résultats sont presque entièrement composés des stocks comptabilisés à titre de dépenses.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 17. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Immeubles et composantes de bâtisse <sup>(b)</sup>	Équipements <sup>(c)</sup>	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Exercice terminé le 26 avril 2020</b>					
Valeur comptable nette au début	3 830,6	3 233,9	3 670,7	394,7	11 129,9
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	(143,2)	(105,2)	(58,1)	—	(306,5)
<b>Valeur comptable nette ajustée au début</b>	<b>3 687,4</b>	<b>3 128,7</b>	<b>3 612,6</b>	<b>394,7</b>	<b>10 823,4</b>
Ajouts	55,4	272,9	786,4	98,0	1 212,7
Acquisitions d'entreprises (note 4)	13,6	17,4	19,6	0,2	50,8
Dispositions	(33,2)	(17,5)	(52,3)	(5,5)	(108,5)
Dépense d'amortissement et de perte de valeur	(0,7)	(255,0)	(531,9)	(70,3)	(857,9)
Reclassements	12,0	4,2	(20,7)	4,5	—
Reclassement à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 6)	(319,3)	(292,6)	(140,6)	(5,6)	(758,1)
Effet des fluctuations du taux de change	(70,4)	(67,3)	(84,7)	(3,5)	(225,9)
<b>Valeur comptable nette à la fin<sup>(a)</sup></b>	<b>3 344,8</b>	<b>2 790,8</b>	<b>3 588,4</b>	<b>412,5</b>	<b>10 136,5</b>
<b>Au 26 avril 2020</b>					
Coût	3 378,4	4 150,0	6 316,7	927,3	14 772,4
Amortissement et perte de valeur cumulés	(33,6)	(1 359,2)	(2 728,3)	(514,8)	(4 635,9)
<b>Valeur comptable nette<sup>(a)</sup></b>	<b>3 344,8</b>	<b>2 790,8</b>	<b>3 588,4</b>	<b>412,5</b>	<b>10 136,5</b>
Portion relative aux immobilisations corporelles non opérées par la société car sujettes à des contrats de location simple	28,1	42,1	3,5	—	73,7
<b>Exercice terminé le 28 avril 2019</b>					
Valeur comptable nette au début	3 917,2	3 306,6	3 768,7	293,3	11 285,8
Ajouts	71,7	341,0	672,2	133,3	1 218,2
Acquisitions d'entreprises (note 4)	2,1	4,8	3,2	—	10,1
Dispositions	(52,1)	(47,6)	(87,7)	(4,0)	(191,4)
Dépense d'amortissement et de perte de valeur	(12,7)	(273,7)	(553,3)	(69,6)	(909,3)
Reclassements	2,0	(8,4)	(39,1)	45,5	—
Effet des fluctuations du taux de change	(97,6)	(88,8)	(93,3)	(3,8)	(283,5)
<b>Valeur comptable nette à la fin<sup>(a)</sup></b>	<b>3 830,6</b>	<b>3 233,9</b>	<b>3 670,7</b>	<b>394,7</b>	<b>11 129,9</b>
<b>Au 28 avril 2019</b>					
Coût	3 868,8	4 520,7	6 186,0	869,9	15 445,4
Amortissement et perte de valeur cumulés	(38,2)	(1 286,8)	(2 515,3)	(475,2)	(4 315,5)
<b>Valeur comptable nette<sup>(a)</sup></b>	<b>3 830,6</b>	<b>3 233,9</b>	<b>3 670,7</b>	<b>394,7</b>	<b>11 129,9</b>
Portion relative aux contrats de location-financement	143,2	105,2	58,1	—	306,5

(a) La valeur comptable nette au 26 avril 2020 inclut un montant de 753,9 \$ relatif aux constructions en cours (677,4 \$ au 28 avril 2019).

(b) Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, une perte de valeur de 4,7 \$ a été constatée pour cette catégorie au poste Amortissement et perte de valeur aux états des résultats consolidés (néant pour l'exercice terminé le 28 avril 2019).

(c) Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, aucune perte de valeur n'a été constatée pour cette catégorie (13,0 \$ au poste Amortissement et perte de valeur aux états des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 28 avril 2019).

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 18. CONTRATS DE LOCATION

*L'information sur les contrats de location pour lesquels la société est locataire est présentée ci-dessous :*

#### Actifs au titre de droits d'utilisation

La réconciliation des actifs au titre de droits d'utilisation de la société par catégories d'actifs sous-jacents se présente comme suit :

	Propriétés	Véhicules motorisés	Équipements	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Exercice terminé le 26 avril 2020</b>				
Valeur comptable nette au début	—	—	—	—
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	2 789,8	37,6	7,6	2 835,0
<b>Valeur comptable nette ajustée au début</b>				
Ajouts	116,1	12,2	0,6	128,9
Acquisitions d'entreprises (note 4)	10,9	—	—	10,9
Dépense d'amortissement	(399,4)	(9,0)	(0,8)	(409,2)
Révision d'estimations	221,6	(21,6)	(4,5)	195,5
Reclassement à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 6)	(172,7)	—	—	(172,7)
Cessions réputées liées à des sous-locations	(1,7)	—	—	(1,7)
Effet des fluctuations du taux de change	(71,2)	(1,2)	(0,4)	(72,8)
<b>Valeur comptable nette à la fin</b>				
	2 493,4	18,0	2,5	2 513,9
 <b>Au 26 avril 2020</b>				
Coût	2 831,1	26,6	3,8	2 861,5
Amortissement et perte de valeur cumulés	(337,7)	(8,6)	(1,3)	(347,6)
<b>Valeur comptable nette à la fin</b>				
	2 493,4	18,0	2,5	2 513,9

#### Montants comptabilisés aux états des résultats consolidés

	2020
	\$
Dépenses relatives aux contrats de location à court terme	28,6
Dépenses relatives aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur	4,8
Dépenses relatives aux paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative	23,5

Pour l'exercice terminé le 28 avril 2019, les états des résultats consolidés incluent une charge locative de 416,8 \$, net des revenus de sous-location de 28,7 \$.

#### Information sur les flux de trésorerie

	2020
	\$
Total des sorties de fonds relatives aux contrats de location	526,3

Au 26 avril 2020, la société loue principalement des terrains, des immeubles, des composantes de bâtisse, de l'équipement et des véhicules motorisés. La durée de chaque contrat de location est négociée sur une base individuelle et les conditions peuvent grandement varier. La durée des contrats de location, pour la majorité des contrats en Amérique du Nord, varie entre 5 et 20 ans et cette durée inclut le terme de base ainsi qu'une ou plusieurs options de renouvellement, lorsqu'appllicable. En Europe, la durée des contrats de location varie entre moins de 12 mois jusqu'à plus de 50 ans et inclut également des options de renouvellement au prix du marché, lorsqu'appllicable. Les contrats de location ne sont pas assortis de clauses restrictives, mais la société ne peut contracter d'emprunt en donnant les biens loués en garantie. Au 26 avril 2020, la société respectait les restrictions imposées par ses contrats de location. Au 26 avril 2020, les garanties de valeur résiduelle que la société s'attend à payer incluses dans le calcul des obligations locatives ainsi que celles que la société ne s'attend pas à payer et qui sont, par conséquent, exclues des obligations locatives n'étaient pas significatives.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Certains contrats de location sur des biens sont assortis de modalités de paiements variables, qui sont fonction des ventes générées par un magasin. Pour les magasins individuels, les paiements de loyers étant fondés sur des modalités de paiements variables peuvent atteindre 100 % et les pourcentages de ventes appliqués varient grandement. Les modalités de paiements variables existent pour une multitude de raisons, dont minimiser la base de frais fixes pour les nouveaux magasins. Les paiements de loyers variables qui sont fonction des ventes sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle se produit la situation qui est à l'origine de ces paiements. Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, une augmentation de 10 % des modalités variables dans tous les magasins du groupe ayant de telles modalités de paiements variables n'aurait pas eu un impact significatif sur les paiements de location totaux.

Plusieurs contrats de location conclus par la société sont assortis d'options de prolongation et de résiliation. Ces modalités maximisent la souplesse opérationnelle dans le cadre de la gestion des contrats. La plupart des options de prolongation et de résiliation ne peuvent être levées que par la société, non le bailleur. Au 26 avril 2020, de potentielles futures sorties de fonds non actualisées de 192,1 \$ annuellement n'ont pas été incluses dans les obligations locatives dont les échéances contractuelles sont dans moins de cinq ans, car il n'est pas raisonnablement certains que des options de renouvellement sur ces baux seront exercées.

Au 26 avril 2020, des sorties de fonds futures non actualisées de 15,9 \$ n'ont pas été incluses dans les obligations locatives puisque celles-ci sont relatives à des contrats de location qui n'ont pas encore débuté, mais pour lesquels la société s'est engagée.

*L'information sur les contrats de location lorsque la société est bailleur est présenté ci-dessous :*

Au 26 avril 2020, la société loue principalement des immeubles. Les modalités sont négociés sur une base individuelle et contiennent une grande variété de durées et conditions.

### Montant comptabilisés dans les états des résultats consolidés

	<b>2020</b>
	\$
Produits locatifs sur contrats de location simple, excluant ceux se rapportant aux paiement de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux	38,2
Produits locatifs se rapportant aux paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux	37,7
Revenus de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	44,7

Au 26 avril 2020, le montant total des paiements minimaux futurs non actualisés attendus à être reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location est de 21,6 \$. Ces paiements minimaux devraient être reçus comme suit :

	\$
Moins d'un an	6,9
Un à cinq ans	11,2
Plus de cinq ans	3,5
	<b>21,6</b>
Produits financiers non acquis inclus dans les paiements ci-dessus	(1,9)
Investissement net dans des contrats de sous-location	<b>19,7</b>

Au 26 avril 2020, le montant total des paiements minimaux futurs non actualisés sur contrats de location simple attendus à être reçus au titre des accords de location et de sous-location est de 92,8 \$. Ces paiements minimaux devraient être reçus comme suit :

	\$
Moins d'un an	23,4
Un à cinq ans	46,9
Plus de cinq ans	22,5
	<b>92,8</b>

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 19. GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

#### Goodwill

	2020	2019
	\$	\$
Valeur comptable nette au début de l'exercice	5 683,1	5 845,8
Reclassements à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 6)	(140,9)	—
Acquisitions d'entreprises (note 4)	35,6	2,2
Perte de valeur relative au goodwill de CAPL	—	(55,0)
Cession d'activités (note 5)	—	(25,5)
Effet des fluctuations du taux de change	(72,0)	(84,4)
<b>Valeur comptable nette à la fin de l'exercice</b>	<b>5 505,8</b>	<b>5 683,1</b>

#### Immobilisations incorporelles

	Marques de commerce	Contrats de franchise	Logiciels <sup>(a)</sup>	Contrats d'approvisionnement en carburant	Contrats de location favorables	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Exercice terminé le 26 avril 2020</b>							
Valeur comptable nette au début	255,6	61,0	170,4	267,9	104,5	85,0	944,4
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	—	—	—	—	(104,5)	—	(104,5)
<b>Valeur comptable nette ajustée au début</b>	<b>255,6</b>	<b>61,0</b>	<b>170,4</b>	<b>267,9</b>	<b>—</b>	<b>85,0</b>	<b>839,9</b>
Ajouts	—	0,3	56,0	—	—	0,2	56,5
Dispositions	—	—	(0,9)	—	—	(0,1)	(1,0)
Dépense d'amortissement	(7,5)	(10,2)	(34,4)	(14,7)	—	(6,3)	(73,1)
Reclassements	—	0,2	2,6	—	—	(2,8)	—
Reclassements à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 6)	—	—	—	(238,9)	—	(1,5)	(240,4)
Effet des fluctuations du taux de change	(7,3)	(2,9)	(19,6)	—	—	(1,3)	(31,1)
<b>Valeur comptable nette à la fin</b>	<b>240,8</b>	<b>48,4</b>	<b>174,1</b>	<b>14,3</b>	<b>—</b>	<b>73,2</b>	<b>550,8</b>
<b>Au 26 avril 2020</b>							
Coût	277,3	136,3	348,5	55,6	—	180,0	997,7
Amortissement cumulé	(36,5)	(87,9)	(174,4)	(41,3)	—	(106,8)	(446,9)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>240,8</b>	<b>48,4</b>	<b>174,1</b>	<b>14,3</b>	<b>—</b>	<b>73,2</b>	<b>550,8</b>
<b>Exercice terminé le 28 avril 2019</b>							
Valeur comptable nette au début	275,3	75,2	177,7	297,9	129,7	92,2	1 048,0
Ajouts	—	0,2	41,6	—	—	4,9	46,7
Acquisitions d'entreprises (note 4)	—	—	—	—	—	0,3	0,3
Dispositions	(0,8)	—	(0,5)	(1,2)	(1,5)	(0,8)	(4,8)
Loyer et dépense d'amortissement	(10,9)	(12,3)	(37,4)	(28,9)	(19,4)	(8,2)	(117,1)
Reclassements	—	—	(0,9)	0,1	(0,1)	0,9	—
Effet des fluctuations du taux de change	(8,0)	(2,1)	(10,1)	—	(4,2)	(4,3)	(28,7)
<b>Valeur comptable nette à la fin</b>	<b>255,6</b>	<b>61,0</b>	<b>170,4</b>	<b>267,9</b>	<b>104,5</b>	<b>85,0</b>	<b>944,4</b>
<b>Au 28 avril 2019</b>							
Coût	295,3	149,7	335,6	360,7	152,0	199,2	1 492,5
Amortissement cumulé	(39,7)	(88,7)	(165,2)	(92,8)	(47,5)	(114,2)	(548,1)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>255,6</b>	<b>61,0</b>	<b>170,4</b>	<b>267,9</b>	<b>104,5</b>	<b>85,0</b>	<b>944,4</b>

(a) La valeur comptable nette au 26 avril 2020 comprend 19,8 \$ relatifs aux logiciels en cours (14,5 \$ au 28 avril 2019).

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont répartis aux UGT en fonction de la localisation géographique des magasins acquis. La répartition au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019 est la suivante :

UGT	2020		2019	
	Immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée	Goodwill	Immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée	Goodwill
	\$	\$	\$	\$
Canada	—	743,1	—	773,8
États-Unis	185,5	4 278,4	185,4	4 313,1
CAPL <sup>(a)</sup>	—	—	—	73,2
Scandinavie	53,8	408,2	59,5	444,6
Europe centrale et Europe de l'Est	24,3	11,3	26,0	11,7
Irlande	—	64,8	—	66,7
	<b>263,6</b>	<b>5 505,8</b>	<b>270,9</b>	<b>5 683,1</b>

(a) Au 28 avril 2019, ce montant est présenté déduction faite d'une perte de valeur cumulée de 55,0 \$.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée pour l'UGT des États-Unis sont la marque de commerce Circle K et les licences, qui devraient procurer des avantages économiques à la société indéfiniment. L'immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée pour les UGT de la Scandinavie et de l'Europe centrale et Europe de l'Est est le logo de la gouttelette, qui devrait procurer des avantages économiques à la société indéfiniment. L'UGT de la Scandinavie regroupe les activités de la Norvège, de la Suède et du Danemark tandis que l'UGT de l'Europe centrale et Europe de l'Est regroupe les activités de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne et de la Russie.

Pour le test annuel de dépréciation, la valeur recouvrable des UGT est déterminée sur la base de leur juste valeur diminuée des coûts de vente. La société utilise une approche basée sur les multiples du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (« BAAI », une mesure non conforme aux IFRS) de sociétés comparables (niveau 3) allant de 8,7 x à 12,1 x pour établir ces valeurs. Pour CAPL, la société utilisait une approche fondée sur sa capitalisation boursière (niveau 1) et les flux de trésorerie actualisés de ses droits de distribution incitatifs (niveau 3).

Au cours du premier trimestre de 2019, la société a procédé à son test de dépréciation annuel du goodwill. En raison de la diminution de la capitalisation boursière de l'UGT de CAPL, qui était entièrement incluse dans la zone géographique des États-Unis, ainsi que de la diminution de la juste valeur des droits de distribution incitatifs, une perte de valeur sur le goodwill de 55,0 \$ a été enregistrée au poste Amortissement et perte de valeur dans les états des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 28 avril 2019.

Au moment où le test de dépréciation du goodwill a été effectué, la valeur recouvrable de la part de la société dans l'UGT de CAPL s'établissait à 157,3 \$ et la perte de valeur enregistrée a réduit à 73,2 \$ la valeur comptable du goodwill lié à l'UGT CAPL. Cette valeur recouvrable de l'UGT CAPL a été déterminée sur la base de la juste valeur diminuée des coûts de sortie, qui inclut la participation de la société dans la capitalisation boursière de CAPL (niveau 1) ainsi que la valeur actualisée des flux de trésorerie de ses droits de distribution incitatifs (niveau 3).

La juste valeur diminuée des coûts de sortie de la participation de la société dans la capitalisation boursière de CAPL a été déterminée en utilisant les données observables suivantes :

Valeur de clôture des parts ordinaires de CAPL au 23 juillet 2018, date du test de dépréciation annuel du goodwill.	17,41 \$
Nombre de parts ordinaires en circulation au 22 juillet 2018	34 433 574
% de détention par la société des parts ordinaires de CAPL au 22 juillet 2018	21,7 %

Toutes les autres hypothèses étant égales par ailleurs, chaque tranche de 1,00 \$ de diminution dans la valeur des parts ordinaires de CAPL aurait généré une augmentation de 7,5 \$ sur la perte de valeur enregistrée.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie des droits de distribution incitatifs a été déterminée en utilisant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs basés sur le plan stratégique de CAPL qui a été élaboré par sa direction et qui est fondé sur l'expérience passée.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Les hypothèses clés qui suivent ont été utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des droits de distribution incitatifs et aucun changement n'a été apporté à la technique d'évaluation utilisée :

Ratio annuel de Flux de trésorerie distribuables/Distributions totales	<b>1,1 x à 1,2 x</b>
Ratio de financement Dette/Capitaux propres lié aux acquisitions d'entreprises	<b>57/43</b>
Taux d'actualisation	<b>12,5 %</b>
Période de projection des flux de trésorerie	<b>4 ans</b>

### Taux de croissance annuel du BAIIA de CAPL

En plus des hypothèses clés ci-dessus, en établissant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des droits de distribution incitatifs, la société a considéré un taux de croissance annuel du BAIIA de CAPL qui a été déterminé en prenant en considération la croissance organique, la croissance générée par les acquisitions d'entreprises ainsi que des synergies.

## 20. AUTRES ACTIFS

	<b>2020</b>	<b>2019</b>
	\$	\$
Placements en instruments de capitaux propres	<b>78,5</b>	0,7
Montants à recevoir pour réclamations environnementales (note 25)	<b>68,4</b>	75,5
Actifs de rémunération différée	<b>51,9</b>	49,1
Contrat de dépôt indexé (note 31)	<b>34,4</b>	39,7
Paiements incitatifs différés	<b>27,1</b>	38,2
Dépôts	<b>25,4</b>	14,9
Investissement net dans des contrats de sous-location (note 18)	<b>19,7</b>	—
Actifs au titre des prestations définies (note 30)	<b>12,5</b>	36,6
Autres	<b>32,2</b>	51,9
	<b>350,1</b>	306,6

## 21. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	<b>2020</b>	<b>2019</b>
	\$	\$
Comptes fournisseurs et charges à payer <sup>(a)</sup>	<b>1 507,6</b>	2 550,1
Taxes à payer	<b>733,0</b>	767,0
Salaires et avantages afférents	<b>284,1</b>	275,8
Autres	<b>283,6</b>	324,2
	<b>2 808,3</b>	3 917,1

(a) Ce montant est présenté déduction faite d'un montant de 129,8 \$ de montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et de 18,9 \$ de comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir en raison d'accords de compensation (261,6 \$ et 76,5 \$, respectivement, au 28 avril 2019).

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 22. DETTE À LONG TERME

	2020	2019
	\$	\$
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, échéant de juillet 2022 à janvier 2050 <sup>(a)</sup>	3 970,7	3 379,9
Crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti, libellé en dollars américains, échéant en décembre 2024 <sup>(b)</sup>	1 500,0	40,0
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, échéant de août 2020 à juin 2025 <sup>(a)</sup>	1 384,8	1 774,5
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros, échéant en mai 2026 <sup>(a)</sup>	806,8	831,2
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes, échéant en février 2026 <sup>(a)</sup>	63,3	77,4
Facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang libellée en dollars américains de CAPL, qui était sans recours contre la société (note 6)	—	514,8
Autres dettes (obligations relatives à des immeubles et à des équipements loués en vertu de contrats de location-financement, remboursables à différentes dates, et autres dettes au 28 avril 2019)	4,9	333,6
	<b>7 730,5</b>	<b>6 951,4</b>
Portion à court terme de la dette à long terme	<b>214,7</b>	<b>1 310,7</b>
Portion à long terme de la dette long terme	<b>7 515,8</b>	<b>5 640,7</b>

#### (a) Billets de premier rang non garantis

Au 26 avril 2020, la société avait des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 4 000,0 \$, des billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens totalisant 1 950,0 \$ CA, des billets de premier rang non garantis libellés en euros totalisant 750,0 € ainsi que des billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes totalisant 675,0 NOK, répartis comme suit :

	Montant nominal	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif au 26 avril 2020	Dates de paiement des intérêts
Émission du 1 <sup>er</sup> novembre 2012	250,0 \$ CA	1 <sup>er</sup> novembre 2022	3,899 %	3,963 %	1 <sup>er</sup> mai et 1 <sup>er</sup> novembre
Émission du 21 août 2013	300,0 \$ CA	21 août 2020	4,214 %	4,317 %	21 août et 21 février
Émission du 2 juin 2015	700,0 \$ CA	2 juin 2025	3,600 %	3,649 %	2 juin et 2 décembre
Émission du 18 février 2016	675,0 NOK	18 février 2026	3,850 %	3,927 %	20 avril et 20 octobre
Émission du 6 mai 2016	750,0 €	6 mai 2026	1,875 %	1,944 %	6 mai
Émission du 26 juillet 2017	1 000,0 \$	26 juillet 2022	2,700 %	2,819 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 26 juillet 2017	700,0 \$ CA	26 juillet 2024	3,056 %	3,133 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 26 juillet 2017	1 000,0 \$	26 juillet 2027	3,550 %	3,642 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 26 juillet 2017	500,0 \$	26 juillet 2047	4,500 %	4,576 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 22 janvier 2020	750,0 \$	25 janvier 2030	2,950 %	3,033 %	25 juillet et 25 janvier
Émission du 22 janvier 2020	750,0 \$	25 janvier 2050	3,800 %	3,880 %	25 juillet et 25 janvier

Le 22 janvier 2020, la société a émis des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 1 500,0 \$. Une partie du produit net de ces émissions, qui a totalisé 1 484,1 \$, a été utilisée pour rembourser le crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti de la société. Une partie de ces billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains était assujetti à des accords de fixation de taux d'intérêt en prévision de leur émission (note 23).

Le 13 décembre 2019, la société a remboursé intégralement, à échéance, ses billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 600,0 \$ émis le 14 décembre 2017. Ces billets à taux d'intérêt fixe de premier rang non garantis libellés en dollars américains étaient assujettis à des swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable (note 24).

Le 1<sup>er</sup> novembre 2019, la société a remboursé intégralement, à échéance, ses billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, de 450,0 \$ CA (341,4 \$) émis le 1<sup>er</sup> novembre 2012.

Le 28 mai 2019, la société a remboursé, sans pénalité, 150,0 \$ des billets de premier rang non garantis de 300,0 \$, libellés en dollars américains, émis le 14 décembre 2017 et venant à échéance le 13 décembre 2019. Le 13 août 2019, la société a remboursé, sans pénalité, la tranche restante de 150,0 \$ de ces billets de premier rang non garantis de 300,0 \$, libellés en dollars américains.

Les billets libellés en dollars canadiens émis le 1<sup>er</sup> novembre 2012, le 2 juin 2015 et le 26 juillet 2017 sont liés à des swaps de taux d'intérêt multidevises (note 24).

## **Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### **(b) Crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti**

Au 26 avril 2020, la société avait une convention de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant maximal de 2 525,0 \$. La facilité de crédit était disponible sous les formes suivantes :

- Un crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars américains, iii) en euros et iv) sous forme de lettres de garantie n'excédant pas 150,0 \$ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain, le taux LIBOR ou le taux EURIBOR, plus une marge variable; et
- Une ligne de crédit non garantie d'un montant maximal de 115,0 \$, disponible en dollars canadiens ou américains, portant intérêts à des taux variables fondés, selon la forme et la devise d'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain ou le taux de base bancaire américain plus une marge variable.

Des frais d'attente, variant selon la cote de crédit de la société, étaient appliqués sur la partie inutilisée de la facilité de crédit. Les frais sur lettres de garantie et la marge variable servant à déterminer le taux d'intérêt sur les sommes empruntées étaient établis en fonction de la cote de crédit de la société également. En vertu de cette convention de crédit, la société doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Durant l'exercice terminé le 26 avril 2020, l'échéance de ce crédit d'exploitation a été prolongée jusqu'en décembre 2024.

Au 26 avril 2020, la société avait emprunté 1 500,0 \$ sur le crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 2,110 % (non utilisé au 28 avril 2019) et la société n'avait pas utilisé la ligne de crédit non garantie (40,0 \$ au 28 avril 2019 portant intérêts à 5,625 %). La société était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit.

Durant le mois de mai 2020, subséquemment à la fin de l'exercice terminé le 26 avril 2020, la société a entièrement remboursé le montant de 1 500,0 \$ emprunté sur le crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti.

### **Facilités de découvert bancaire**

La société avait accès à des facilités de découvert bancaire totalisant approximativement 64,1 \$ au 26 avril 2020 (65,2 \$ au 28 avril 2019). Au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019, elles étaient inutilisées.

### **Lettres de garantie**

Au 26 avril 2020, la société disposait de lettres de garantie en circulation liées à ses propres activités de 83,5 \$ (81,0 \$ au 28 avril 2019), dont 11,9 \$ (12,6 \$ au 28 avril 2019) se portaient en réduction des fonds disponibles en vertu du crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 23. ACCORDS DE FIXATION DE TAUX D'INTÉRÊT

Durant l'exercice terminé le 26 avril 2020, la société a conclu des accords de fixation de taux d'intérêt aux modalités qui suivent :

Montant notionnel	Terme des accords de fixation de taux d'intérêt	Taux	Date d'échéance
500,0 \$	10 ans	De 1,566 % à 1,626 %	9 mars 2020

Les instruments ont permis à la société de couvrir la variabilité de ses intérêts payables à l'égard de l'émission anticipée de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains et découlant de la variation des taux des bons du Trésor américain. Ces instruments étaient désignés comme des éléments de couverture des flux de trésorerie liés au risque de taux d'intérêt de la société et, par conséquent, pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, un gain de 7,5 \$ a été comptabilisé au Cumul des autres éléments du résultat global afin de tenir compte de la variation de la juste valeur des accords de fixation de taux d'intérêt.

Le 22 janvier 2020, avant leur échéance, la société a réglé l'ensemble de ses accords de fixation de taux d'intérêt. Le montant cumulatif total des gains de 7,5 \$ comptabilisé au Cumul des autres éléments du résultat global est amorti sur la durée des billets correspondants de premier rang non garantis libellés en dollars américains émis le 22 janvier 2020 et venant à échéance le 25 janvier 2030 comme un ajustement des dépenses d'intérêts connexes.

### 24. SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT ET MULTIDEVISSES

La société a conclu des ententes de swaps de taux d'intérêt multidevises lui permettant ainsi de synthétiquement convertir en dollars américains une portion de ses billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens.

Reçoit – Notionnel	Reçoit – Taux	Paie – Notionnel	Paie – Taux	Échéance	Juste valeur au (note 31)	
					26 avril 2020	28 avril 2019
1 650,0 \$ CA	De 3,056 % à 3,899 %	1 377,9 \$ US	De 3,226 % à 3,870 %	Du 1 <sup>er</sup> novembre 2022 au 2 juin 2025	\$ 237,4	\$ 250,1
				Portion à court terme des passifs financiers	—	115,0
				Autres passifs financiers à long terme	237,4	135,1

Ces ententes sont désignées à titre d'instruments de couverture du risque de change lié à l'investissement net de la société dans ses opérations aux États-Unis.

Au 1<sup>er</sup> novembre 2019, la société a réglé, à échéance, les swaps de taux d'intérêt multidevises suivants :

Reçoit – Notionnel	Reçoit – Taux	Paie – Notionnel	Paie – Taux
450,0 \$ CA (341,4 \$)	3,319 %	451,4 \$ US	De 2,733 % à 2,740 %

En plus des ententes présentées dans le tableau ci-dessus, la société conclut à l'occasion des swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme. Au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019, la société ne prenait part à aucune de ces ententes.

De plus, les ententes de swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable suivantes de 600,0 \$, qui convertissaient synthétiquement en billets à taux d'intérêt variable les billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 600,0 \$ émis le 14 décembre 2017 de la société, sont venues à échéance le 13 décembre 2019 :

Montant notionnel	Reçoit – Taux	Paie – Taux
600,0 \$	2,350 %	Taux LIBOR trois mois majoré de taux se situant entre 0,350 % et 0,355 %

Ces ententes étaient désignées à titre d'instrument de couverture de la juste valeur des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains de la société émis le 14 décembre 2017. Aucune inefficacité n'a été reconnue durant l'exercice terminé le 26 avril 2020 en lien avec cette désignation de couverture de la juste valeur.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 25. PROVISIONS

Le rapprochement des principales provisions de la société est présenté ci-dessous :

	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations <sup>(a)</sup>	Provision pour coûts environnementaux <sup>(b)</sup>	Provision pour restructuration <sup>(c)</sup>	Provision pour indemnités d'accidents de travail <sup>(d)</sup>	Obligation relative à la responsabilité civile <sup>(d)</sup>	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>2020</b>							
Solde au début de l'exercice	452,2	166,7	14,9	40,7	42,3	33,3	750,1
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	—	—	—	—	—	(3,0)	(3,0)
Solde ajusté au début de l'exercice	452,2	166,7	14,9	40,7	42,3	30,3	747,1
Acquisitions d'entreprises (note 4)	0,8	—	—	—	—	—	0,8
Passifs engagés	6,3	19,6	4,5	28,6	32,0	1,4	92,4
Passifs réglés	(6,0)	(19,9)	(14,1)	(26,0)	(23,0)	(1,3)	(90,3)
Charge de désactualisation	15,6	2,1	—	0,6	—	—	18,3
Renversement de provisions	(6,2)	(7,9)	(0,9)	—	(0,2)	(0,6)	(15,8)
Révision d'estimations	(33,7)	3,6	0,1	0,7	(0,3)	—	(29,6)
Reclassements à titre de passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (note 6)	(39,8)	(3,5)	—	—	(0,5)	—	(43,8)
Effet des fluctuations du taux de change	(15,4)	(3,5)	(0,3)	(0,1)	—	(0,4)	(19,7)
Solde à la fin de l'exercice	373,8	157,2	4,2	44,5	50,3	29,4	659,4
Portion à court terme	31,7	45,5	4,0	13,1	9,4	4,4	108,1
Portion à long terme	342,1	111,7	0,2	31,4	40,9	25,0	551,3
<b>2019</b>							
Solde au début de l'exercice	465,9	180,1	20,4	44,1	36,0	43,6	790,1
Acquisitions d'entreprises (note 4)	0,2	—	—	—	—	—	0,2
Passifs engagés	2,7	14,4	10,5	23,5	27,5	4,2	82,8
Passifs réglés	(5,4)	(19,8)	(14,2)	(25,6)	(24,5)	(11,0)	(100,5)
Charge de désactualisation	18,2	1,6	—	0,5	0,1	—	20,4
Renversement de provisions	(4,9)	(6,8)	(1,0)	(0,1)	(0,1)	(2,8)	(15,7)
Révision d'estimations	(5,8)	1,4	—	(1,4)	3,3	—	(2,5)
Effet des fluctuations du taux de change	(18,7)	(4,2)	(0,8)	(0,3)	—	(0,7)	(24,7)
Solde à la fin de l'exercice	452,2	166,7	14,9	40,7	42,3	33,3	750,1
Portion à court terme	72,1	47,4	14,3	12,5	8,7	5,0	160,0
Portion à long terme	380,1	119,3	0,6	28,2	33,6	28,3	590,1

(a) Le montant total non actualisé des flux de trésorerie estimatifs nécessaire pour régler les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est d'approximativement 698,8 \$ et devrait être encouru au cours des 40 prochaines années. Si des changements devaient survenir dans les coûts d'enlèvement futurs estimatifs, les durées de vie utile des réservoirs, les termes des baux ou les exigences réglementaires des gouvernements, le passif pourrait faire l'objet d'une révision.

(b) Les coûts environnementaux devraient être déboursés au cours des 20 prochaines années.

(c) Les frais de restructuration devraient être déboursés au cours des deux prochaines années.

(d) Les indemnités pour accidents de travail et les obligations relatives à la responsabilité civile devraient être déboursées au cours des cinq prochaines années.

#### Coûts environnementaux

La société est assujettie aux diverses lois canadiennes, américaines et européennes portant sur l'entreposage, la manutention et la vente de carburant pour le transport routier et d'autres produits à base de pétrole. La société estime qu'elle respecte, à tous les égards importants, la législation actuelle portant sur l'environnement.

La société a un programme continu de formation de ses employés en matière environnementale et effectue des tests préventifs et de réhabilitation des sites en collaboration avec les autorités de réglementation. La société procède également à une évaluation annuelle de ses équipements pétroliers.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Dans la plupart des États américains où la société exerce ses activités, à l'exception de l'Alaska, de la Californie, de la Floride, de l'Iowa, du Maryland, de New York, de l'Oregon, du Texas, de Washington, de la Virginie-Occidentale et du Wisconsin, la société a recours à un fonds en fiducie pour couvrir les frais de certaines mesures de réhabilitation environnementale, déduction faite de la franchise applicable du fonds en fiducie, laquelle varie selon les États. Ces fonds en fiducie fournissent aux exploitants d'installations pétrolières une assurance pour couvrir une partie des frais de nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs de carburant et/ou par des taxes de vente de chacun des États sur la vente de carburant. La société paie les frais d'enregistrement annuel et remet les taxes de vente aux États participants. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

Afin de pourvoir aux coûts environnementaux mentionnés plus haut, la société a comptabilisé une provision pour frais de réhabilitation de sites de 157,2 \$ au 26 avril 2020 (166,7 \$ au 28 avril 2019). De plus, la société a comptabilisé un montant à recevoir de fonds en fiducie pour réclamations environnementales de 79,4 \$ au 26 avril 2020 (87,3 \$ au 28 avril 2019), dont un montant de 11,0 \$ (11,8 \$ au 28 avril 2019) est inclus dans les débiteurs et 68,4 \$ est inclus dans les autres actifs (75,5 \$ au 28 avril 2019).

### 26. CRÉDITS REPORTÉS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2020	2019
	\$	\$
Passifs de rémunération différée	75,8	75,2
Crédits reportés	25,0	29,5
Dépôts	24,8	39,4
Crédits reportés relatifs aux coûts de changements de marques	21,8	22,9
Autres passifs	14,5	23,7
Contrats de location défavorables (note 3)	—	102,7
Dépense de location reportée (note 3)	—	55,6
	<hr/> 161,9	<hr/> 349,0

### 27. CAPITAL-ACTIONS

#### Autorisé

Nombre illimité d'actions sans valeur nominale

- Actions privilégiées de premier et de deuxième rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, ayant priorité sur les autres catégories d'actions en ce qui concerne les dividendes et le remboursement du capital au moment de la dissolution. Le conseil d'administration est autorisé à déterminer avant l'émission la désignation, les droits, les priviléges, les conditions et les restrictions se rattachant aux actions de chaque série.
- Actions à droit de vote multiple de catégorie A, participantes, avec droit de vote à raison de dix votes par action, sauf à l'égard de certaines situations où les actions ne comportent qu'un vote par action, convertibles au gré du détenteur en une action à droit de vote subalterne de catégorie B pour chaque action à droit de vote multiple de catégorie A. En vertu des statuts de modification, aucune nouvelle action à droit de vote multiple de catégorie A ne peut être émise.
- Actions à droit de vote subalterne de catégorie B, participantes, convertibles automatiquement en une action à droit de vote multiple de catégorie A pour chaque action à droit de vote subalterne de catégorie B selon la première des éventualités suivantes :
  - Lorsque les 4 co-fondateurs de la société auront atteint l'âge de 65 ans; ou
  - Lorsque les 4 co-fondateurs de la société détiendront, directement ou indirectement, moins de 50 % des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation à droit de vote multiple de catégorie A et à droit de vote subalterne de catégorie B de la société.

Lors du paiement de dividendes, l'ordre de priorité des actions s'établit comme suit :

- Actions privilégiées de premier rang;
- Actions privilégiées de deuxième rang;
- Actions à droit de vote subalterne de catégorie B et actions à droit de vote multiple de catégorie A, de rang égal.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### Émis et payé

Les modifications survenues quant au nombre d'actions en circulation sont les suivantes :

	2020	2019
<b>Actions à droit de vote multiple de catégorie A (en milliers)<sup>(a)</sup></b>		
Solde au début de l'exercice	253 818	264 048
Conversion en actions de catégorie B	(14)	(10 230)
Solde à la fin de l'exercice	<b>253 804</b>	<b>253 818</b>
 <b>Actions à droit de vote subalterne de catégorie B (en milliers)<sup>(a)</sup></b>		
Solde au début de l'exercice	875 004	864 388
Émission résultant de la conversion d'actions de catégorie A	14	10 230
Actions rachetées et annulées <sup>(b)</sup>	(16 354)	—
Émissions d'actions découlant de la levée d'options d'achat d'actions	224	386
Solde à la fin de l'exercice	<b>858 888</b>	<b>875 004</b>
	<b>1 112 692</b>	<b>1 128 822</b>

#### **(a) Fractionnement des actions à droit de vote multiple de catégorie A et des actions à droit de vote subalterne de catégorie B**

Le 4 septembre 2019, le conseil d'administration a approuvé le fractionnement, à raison de deux pour une, de toutes les actions à droit de vote multiple de catégorie A et de toutes les actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la société émises et en circulation au 20 septembre 2019. Ce fractionnement d'actions a été approuvé par les autorités réglementaires et a eu lieu le 27 septembre 2019. Toutes les données sur les actions et par action présentées dans les présents états financiers consolidés ont été ajustées de façon rétroactive pour tenir compte de ce fractionnement d'actions.

#### **(b) Régime de rachat d'actions**

Le 8 avril 2019, la Bourse de Toronto a approuvé la mise en place d'un nouveau régime de rachat d'actions, qui est entré en vigueur le 10 avril 2019. Ce régime permettait à la société de racheter jusqu'à 33 955 152 actions à droit de vote subalterne de catégorie B, soit 4,00 % des 848 878 808 actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la flotte publique, émises et en circulation au 5 avril 2019 (3,88 % des 874 850 206 actions à droit de vote subalterne de catégorie B émises et en circulation au 5 avril 2019). Conformément aux exigences de la Bourse de Toronto, la société avait le droit d'acheter, tout jour de Bourse, jusqu'à concurrence de 490 748 actions à droit de vote subalterne de catégorie B, ce qui représente 25,00 % du volume transactionnel quotidien moyen des actions à droit de vote subalterne de catégorie B pour la période de six mois précédant le 1<sup>er</sup> avril 2019. Lorsque des rachats ont lieu, le nombre d'actions à droit de vote subalterne de catégorie B en circulation était réduit et la participation proportionnelle de tous les actionnaires restants dans le capital-action de la société était augmenté au prorata. Le dernier rachat d'actions a été effectué le 26 mars 2020. Le régime de rachat d'actions a pris fin le 9 avril 2020 et n'a pas été renouvelé.

Un régime de rachat de titres automatique était aussi en place et permettait à un courtier désigné de procéder au rachat d'actions de la société, en son nom, selon des paramètres qui avaient été établis par la société. Le plan d'achat automatique de titres a été approuvé au préalable par la Bourse de Toronto lors de la création du régime de rachats d'actions et il a pris fin le 9 avril 2020.

Durant l'exercice terminé le 26 avril 2020, et sous ce régime, la société a racheté 16 354 384 actions à droit de vote subalterne de catégorie B (néant pour l'exercice terminé le 28 avril 2019). Ces rachats ont été conclus pour un montant net de 470,8 \$ (néant pour l'exercice terminé le 28 avril 2019). Toutes les actions rachetées sous ce régime ont été annulées suite à leur rachat.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 28. RÉGIME DE RÉMUNÉRATION ET AUTRES PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

#### Régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions

La société possède un régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions (le « régime ») en vertu duquel elle a autorisé l'octroi de jusqu'à 101 352 000 options d'achat d'actions permettant d'acheter des actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la société.

Les options d'achat d'actions, d'une durée maximale de 10 ans, sont acquises à 20,0 % à la date de l'octroi et cumulativement par la suite à chaque date anniversaire de l'octroi et peuvent être levées au prix de marché désigné à la date de l'octroi. Le prix d'octroi de chaque option d'achat d'actions ne peut être établi en dessous du prix de clôture moyen pondéré par un lot régulier des actions de catégorie B à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant la date de l'octroi. Chaque option d'achat d'actions peut être exercée en contrepartie d'une action de catégorie B de la société au prix précisé dans les conditions des options d'achat d'actions. Afin de permettre aux détenteurs de lever leurs options sans décaissement, le régime leur permet de recevoir un nombre d'actions à droit de vote subalterne égal à la différence entre le nombre total d'actions à droit de vote subalterne sous-jacentes aux options levées et le nombre d'actions à droit de vote subalterne suffisant pour régler le prix de levée des options.

Un sommaire de la situation au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019 du régime de la société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	Nombre d'options d'achat d'actions	2020		2019
		Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début de l'exercice	3 305 592	19,60	3 452 964	16,68
Émises	246 668	42,17	327 186	30,93
Levées	(232 782)	3,02	(449 964)	5,02
Annulées	—	—	(24 594)	27,15
En circulation à la fin de l'exercice	3 319 478	22,44	3 305 592	19,60
Pouvant être levées à la fin de l'exercice	2 746 798	19,91	2 666 838	17,04

Pour les options levées au cours de 2020, le prix moyen pondéré à la date d'exercice est de 44,86 \$ CA (35,94 \$ CA en 2019).

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation et pouvant être levées au 26 avril 2020 :

Fourchette des prix d'exercice	Options en circulation		Options pouvant être levées		
	Nombre d'options d'achat d'actions en circulation au 26 avril 2020	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions pouvant être levées au 26 avril 2020	Prix d'exercice moyen pondéré
\$ CA			\$ CA		\$ CA
2 – 16	471 866	1,13	5,35	471 866	5,35
16 – 30	1 970 396	4,90	21,39	1 911 594	21,14
30 – 45	877 216	8,16	34,01	363 338	32,35
	3 319 478			2 746 798	

La juste valeur des options octroyées a été estimée, à la date d'octroi, au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes pour les options octroyées au cours de l'exercice :

	2020	2019
Dividendes prévus (par action)	0,25 \$ CA	0,20 \$ CA
Volatilité prévue	23 %	24 %
Taux d'intérêt sans risque	1,56 %	2,12 %
Durée prévue	8 ans	8 ans

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

La juste valeur des options octroyées était de 10,48 \$ CA en 2020 (juste valeur moyenne pondérée de 8,84 \$ CA en 2019).

Pour 2020, le coût de rémunération comptabilisé aux résultats consolidés s'élève à 2,1 \$ (2,4 \$ en 2019).

### Régime d'unités d'actions différences

La société a un régime d'UAD à l'intention de ses administrateurs externes leur permettant, à leur choix, de toucher la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle et jetons de présence sous forme d'UAD. Une UAD est une unité nominale, d'une valeur équivalente à celle de l'action de catégorie B de la société. Lorsqu'ils cessent d'être membres du conseil d'administration, les participants ont le droit de recevoir le versement de leurs UAD cumulées, soit a) sous forme d'espèces basées sur le prix de l'action de catégorie B de la société, négociée sur le marché ouvert à la date du versement, ou b) sous forme d'actions de catégorie B achetées par la société sur le marché ouvert au nom du participant.

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date de l'octroi. Le passif est rajusté périodiquement pour tenir compte de toute variation de la valeur de marché de l'action de catégorie B. Au 26 avril 2020, la société avait un total de 383 109 UAD en circulation (353 964 au 28 avril 2019) et un passif lié à ce régime de 11,0 \$ (10,4 \$ au 28 avril 2019) était comptabilisé dans les crédits reportés et autres passifs. L'exposition au risque de prix des actions de la société est gérée au moyen d'un swap sur rendement total intégré (note 31). Pour 2020, le coût de rémunération net a été de 0,9 \$ (coût de la rémunération de 0,9 \$ en 2019).

### Régime d'attribution d'actions fictives

La société a un régime d'AF permettant au conseil d'administration, par le biais de son comité de ressources humaines et de régie d'entreprise, d'octroyer des AF aux dirigeants et à certains employés clés de la société (les « participants »). Une AF est une unité nominale, ayant une valeur basée sur le prix de fermeture moyen pondéré pour un lot régulier d'actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la société (« actions de catégorie B ») à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi. Les AF donnent l'opportunité aux participants de recevoir une rémunération en espèces. Chaque AF octroyée initialement est acquise au plus tard une journée avant la troisième date anniversaire de la date d'octroi en fonction, notamment, de l'atteinte d'objectifs de performance de la société, sur une période de trois ans, basés sur des points de références internes et externes. Les AF sont antidilutives puisqu'elles sont payables uniquement en espèces.

Un sommaire de la situation au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019 du régime d'AF de la société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous en nombre d'unités :

	2020	2019
En circulation au début de l'exercice	1 500 784	1 451 304
Émises	554 172	593 992
Payées	(344 698)	(325 068)
Annulées	(162 611)	(219 444)
En circulation à la fin de l'exercice	<u>1 547 647</u>	<u>1 500 784</u>

Au 26 avril 2020, un passif relié à ce régime d'attribution d'AF de 12,3 \$ a été comptabilisé dans les créiteurs et charges à payer (9,2 \$ au 28 avril 2019) et un passif de 11,3 \$ a été comptabilisé dans les crédits reportés et autres passifs (12,4 \$ au 28 avril 2019). Le risque de prix de ce passif est également géré à l'aide du swap sur rendement total intégré (note 31). Pour 2020, le coût de rémunération a été de 11,3 \$ (12,1 \$ pour 2019).

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 29. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Attribuable aux actionnaires de la société					Placements en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Cumul des autres éléments du résultat global
	Éléments qui peuvent être reclassés aux résultats		Ne seront jamais reclassés aux résultats				
	Redressements cumulés des conversions de devises	Couverture de l'investissement net	Couverture de flux de trésorerie	Cumul des pertes actuarielles nettes			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Exercice terminé le 26 avril 2020</b>							
Solde au début de l'exercice	(496,1)	(348,2)	(8,3)	(4,0)	—	(856,6)	
Autres éléments du résultat global	(268,8)	(102,8)	4,6	(23,3)	(14,0)	(404,3)	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>(764,9)</b>	<b>(451,0)</b>	<b>(3,7)</b>	<b>(27,3)</b>	<b>(14,0)</b>	<b>(1 260,9)</b>	
 Exercice terminé le 28 avril 2019							
Solde au début de l'exercice	(287,4)	(263,7)	(13,5)	(1,7)	—	(566,3)	
Autres éléments du résultat global	(208,7)	(84,5)	5,2	(2,3)	—	(290,3)	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>(496,1)</b>	<b>(348,2)</b>	<b>(8,3)</b>	<b>(4,0)</b>	<b>—</b>	<b>(856,6)</b>	

### 30. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La société a des régimes capitalisés et non capitalisés à prestations définies et à cotisations déterminées qui prévoient des prestations de retraite à certains employés.

#### Régime à prestations définies

La société évalue ses obligations au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables le dernier dimanche d'avril de chaque année.

La société a des régimes à prestations définies au Canada, aux États-Unis, en Norvège, en Suède et en Irlande. Ces régimes prévoient des prestations sur la base des salaires moyens de fin de carrière, ou en considération des années où le salaire a été le plus élevé, et du nombre d'années de service. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a eu lieu le 31 décembre 2019 et la prochaine évaluation requise aura lieu le 31 décembre 2020.

Certains régimes prévoient une indexation des rentes en fonction de l'indice des prix à la consommation alors que la majorité ne prévoit pas de tels ajustements. La majorité des paiements sont effectués par les administrateurs des régimes qui gèrent les fonds des régimes capitalisés. Toutefois, la société effectue les paiements de prestations pour les régimes non capitalisés lorsque les conditions donnant droit aux prestations sont atteintes. Les actifs détenus par les administrateurs des régimes ainsi que les relations entre ces derniers et la société sont régis par les règles et pratiques de chaque pays. La responsabilité de la gouvernance des régimes, des décisions d'investissement et des paiements de cotisations incombe aux comités de retraite et à la société.

Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite par rapport aux montants comptabilisés aux états financiers consolidés :

	2020	2019
	\$	\$
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les régimes capitalisés	(141,1)	(125,9)
Juste valeur des actifs des régimes	155,4	165,9
<b>Situation de capitalisation nette de régimes capitalisés – surplus net</b>	<b>14,3</b>	<b>40,0</b>
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les régimes non capitalisés	(93,3)	(96,0)
Passif net au titre des prestations définies	(79,0)	(56,0)

L'actif au titre des prestations définies de 12,5 \$ (36,6 \$ au 28 avril 2019) est inclus dans les autres actifs et le passif au titre des prestations définies de 91,5 \$ (92,6 \$ au 28 avril 2019) est présenté séparément dans les bilans consolidés.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

L'obligation au titre des prestations définies et les actifs des régimes sont répartis de la façon suivante dans les différents pays :

	Canada	États-Unis	Norvège	Suède	Irlande	Total
<b>2020</b>	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies	(56,4)	(20,2)	(29,4)	(120,2)	(8,2)	(234,4)
Juste valeur des actifs des régimes	21,2	—	1,6	132,6	—	155,4
Situation de capitalisation nette – (déficit) surplus	(35,2)	(20,2)	(27,8)	12,4	(8,2)	(79,0)
<b>2019</b>						
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies	(57,6)	(14,5)	(34,9)	(106,3)	(8,6)	(221,9)
Juste valeur des actifs des régimes	21,4	—	1,8	142,7	—	165,9
Situation de capitalisation nette – (déficit) surplus	(36,2)	(14,5)	(33,1)	36,4	(8,6)	(56,0)

À la date de l'évaluation, les actifs des régimes comprenaient :

	2020						2019	
				Allocation des actifs des régimes			Allocation des actifs des régimes	
	Cotés	Non cotés	Total	%	Cotés	Non cotés	Total	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,2	—	0,2	0,1	0,3	—	0,3	0,2
Instruments de capitaux propres	77,1	—	77,1	49,6	88,7	—	88,7	53,5
Titres de créance								
de gouvernements	68,5	—	68,5	44,1	66,5	—	66,5	40,1
de sociétés	5,4	—	5,4	3,5	4,0	—	4,0	2,4
Immobilier	—	0,2	0,2	0,1	—	0,9	0,9	0,5
Autres actifs	4,0	—	4,0	2,6	5,5	—	5,5	3,3
Total	155,2	0,2	155,4	100,0	165,0	0,9	165,9	100,0

La charge de retraite de la société pour l'exercice est déterminée comme suit :

	2020	2019
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations des employés	3,1	3,7
Frais d'administration	0,1	0,1
Charge de retraite de l'exercice	3,2	3,8
Charge d'intérêts nets	1,9	1,8
Gain de compression	(1,1)	(2,7)
Montant total imputé aux résultats au cours de l'exercice	4,0	2,9

Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global pour l'exercice est déterminé comme suit :

	2020	2019
	\$	\$
Pertes découlant de changements dans les hypothèses financières	29,7	16,7
Gains liés à l'expérience	(1,3)	(4,9)
Rendement des actifs des régimes (excluant les produits d'intérêts)	1,3	(8,0)
Montant comptabilisé aux autres éléments du résultat global	29,7	3,8

La société prévoit verser une cotisation de 6,3 \$ dans les régimes à prestations définies au cours du prochain exercice.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

La moyenne pondérée des hypothèses actuarielles significatives que la direction considère comme les plus probables pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées et la charge de retraite sont les suivantes :

	2020					2019				
	Canada	États-Unis	Norvège	Suède	Irlande	Canada	États-Unis	Norvège	Suède	Irlande
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Taux d'actualisation	2,95	3,00	1,75	1,50	1,00	3,30	4,00	2,50	2,25	1,20
Taux de croissance de la rémunération	3,00	3,00	2,25	2,75	—	3,00	3,00	2,75	2,75	—
Taux de croissance prévu des prestations de retraite	2,00	2,00	0,50	1,75	0,75	2,00	2,00	0,80	1,75	1,30
Taux de croissance prévu du montant de sécurité sociale de base ( <i>G-amount</i> )	—	—	2,00	2,75	—	—	—	2,50	2,75	—

La société utilise les tables de mortalité fournies par les autorités réglementaires et les regroupements d'actuaires propres à chacun des pays. Le montant de sécurité sociale de base (*G-amount*) est le taux de croissance prévu des rentes payables par le gouvernement. Dans certains pays européens, la société est responsable de combler la différence entre les montants que les retraités reçoivent de l'État et la pension admissible en fonction de leur salaire au moment de la retraite.

La durée moyenne prévue de l'obligation au titre des prestations définies de la société est de 20 ans.

La sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies à un changement apporté aux hypothèses actuarielles significatives est la suivante :

	Changement d'hypothèse	Augmentation de l'hypothèse	Diminution de l'hypothèse
Taux d'actualisation	0,50 %	Réduction de 9,5 %	Augmentation de 10,6 %
Taux de croissance de la rémunération	0,50 %	Augmentation de 2,4 %	Réduction de 2,1 %
Taux de croissance prévu des prestations de retraite	0,50 %	Augmentation de 7,4 %	Réduction de 7,5 %
Augmentation de l'espérance de vie	1 an	Augmentation de 4,4 %	-

La précédente analyse de sensibilité a été effectuée en prenant pour hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes. Cela n'est pas représentatif de la réalité, puisque certaines hypothèses pourraient être corrélées entre elles. La méthode de calcul utilisée dans la précédente analyse de sensibilité est la même que la méthode utilisée pour calculer le passif au titre des prestations définies enregistré aux bilans consolidés.

Par l'intermédiaire de ses régimes de retraite à prestations définies, la société est exposée aux risques suivants :

**Rendement des actifs :** La valeur de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en utilisant un taux d'actualisation basé sur les taux des obligations de sociétés. Dans l'éventualité où le rendement des actifs serait inférieur au rendement des obligations de sociétés, les régimes devraient assumer un déficit. Pour tous les régimes capitalisés, une portion significative des actifs est investie dans des instruments de capitaux propres. Ces instruments ont généralement des rendements plus élevés que les obligations de sociétés sur un horizon à long terme. De plus, un suivi rigoureux de la rentabilité des actifs est effectué afin de s'assurer que le rendement des actifs respecte les attentes. Afin de contrer les risques liés au rendement des actifs, les politiques de placement prévoient une diversification qui répartit le risque à travers divers types d'instruments.

**Variation des taux des obligations de sociétés :** Une baisse des taux des obligations de sociétés entraînerait une hausse de l'obligation au titre des prestations définies. Toutefois, cette même baisse entraînerait une augmentation de la valeur des obligations détenues par les différents régimes.

**Variation des hypothèses démographiques :** Une variation des hypothèses démographiques (croissance de la rémunération et des prestations de retraite, changement dans les taux de mortalité prévus) entraînerait une augmentation ou une diminution de l'obligation.

Pour les régimes capitalisés, les différents régimes ont des politiques d'investissement qui prévoient que la durée moyenne des investissements s'apparie à la durée moyenne prévue de l'obligation et les paiements prévus de prestations. La société et les gestionnaires des régimes s'assurent constamment que les durées et les rendements prévus coïncident avec les sorties de fonds prévues pour le paiement des prestations. De plus, afin de gérer les risques, les investissements sont diversifiés, tel que démontré plus haut. La société n'utilise pas de dérivé afin de contrer ce risque et n'a pas changé son processus depuis le dernier exercice financier.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

En Europe, il incombe à la société de cotiser à ses régimes capitalisés, le cas échéant. La société contribue à ces régimes sauf lorsqu'ils sont surcapitalisés. Pour les régimes capitalisés qui présentent un déficit, la société effectue actuellement les paiements sur la base des recommandations des actuaires et de la réglementation applicable. La société s'est engagée à effectuer des paiements spéciaux au cours des prochaines années afin d'éliminer ce déficit. Ces contributions n'ont pas d'effet significatif sur les flux de trésorerie de la société. La société n'a aucun régime capitalisé aux États-Unis.

### Régimes à cotisations déterminées

La charge totale de la société au titre de ses régimes à cotisations déterminées et de régimes obligatoires gouvernementaux pour l'exercice 2020 s'élève à 126,1 \$ (125,0 \$ pour 2019).

### Régime de rémunération différée – opérations américaines

La société offre un régime de rémunération différée qui permet à certains employés de ses divisions américaines de différer jusqu'à 25,0 % de leur salaire de base et 100,0 % de leur prime en espèces pour une année donnée. L'intérêt couru sur le montant différé et sur les montants dus aux participants est généralement payable au moment de la retraite, à l'exception de certaines circonstances particulières. Les obligations à l'égard de ce régime s'élèvent à 53,5 \$ au 26 avril 2020 (52,4 \$ au 28 avril 2019) et sont incluses dans les crédits reportés et autres éléments de passif. Les actifs de ce régime sont détenus dans une fiducie et sont soumis aux réclamations des créanciers généraux de la société en vertu des lois fédérales ainsi que des lois des États en cas d'insolvabilité, la fiducie se qualifie donc à titre de fiducie de Rabbi pour les fins de l'impôt sur les bénéfices. Les actifs du régime sont composés principalement de fonds communs de placement et sont classés en tant que placements mesurés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs à l'égard de ce régime s'élèvent à 51,9 \$ au 26 avril 2020 (49,1 \$ au 28 avril 2019) et sont inclus dans les autres actifs (note 20).

## 31. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DU CAPITAL

### Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

Les activités de la société l'exposent à une variété de risques financiers : risque de change, risque de taux d'intérêt, risque de crédit, risque de liquidité et risque de prix. La société utilise des swaps de taux d'intérêt multidevises afin de couvrir son risque de change lié à son investissement net dans ses opérations aux États-Unis, en Norvège, au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. La société utilise également à l'occasion des accords de fixation de taux d'intérêt afin de couvrir les taux d'intérêt des titres de créance qu'elle prévoit émettre ainsi que des swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable afin de couvrir les taux d'intérêt associés à ses titres de créance à taux d'intérêt fixe.

La gestion des risques financiers de la société est principalement contrôlée par son département de trésorerie ainsi que son groupe d'approvisionnement en carburant pour le transport routier et autres combustibles fossiles sous des politiques ayant été approuvées par le conseil d'administration. Ces groupes contrôlant la gestion des risques financiers identifient, évaluent et couvrent les risques financiers en étroite collaboration avec les unités opérationnelles de la société. Le conseil d'administration fournit des principes écrits sur la gestion du risque dans son ensemble, ainsi que des politiques couvrant des secteurs plus spécifiques, tel que le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, l'usage d'instruments financiers dérivés et d'instruments financiers non dérivés, l'investissement des surplus de liquidités ainsi que la gestion du capital.

### Risque de change

Une grande partie des revenus et des dépenses consolidés de la société sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de la société à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

La société est aussi exposée au risque de change lié à sa trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises étrangères, sa dette à long terme libellée en dollars américains, à ses billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes et en euros et aux swaps de taux d'intérêt multidevises, dont une portion est désignée comme couverture d'investissement net dans ses opérations aux États-Unis, en Norvège, au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. Puisque la société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation, une partie de ces impacts est compensée par la conversion des états financiers consolidés libellés en dollars canadiens vers le dollar américain. Au 26 avril 2020, en ce qui concerne la dette à long terme libellée en dollars américains, les billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes et en euros et les swaps de taux d'intérêt multidevises qui sont désignés comme instruments de couverture de l'investissement net dans ses opérations étrangères, toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % du dollar américain aurait eu un impact net de 19,0 \$ sur les autres éléments du résultat global, montant qui serait contrebalancé par des montants équivalents des investissements nets couverts. En ce qui concerne la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises étrangères, au 26 avril 2020 et avec toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % des diverses devises étrangères aurait eu un impact net de 152,1 \$ sur le Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, lequel serait partiellement contrebalancé par un impact net de 112,5 \$ des dettes à long terme libellées en dollars américains non désignées comme instruments de couverture de l'investissement net dans ses opérations étrangères.

### Risque de taux d'intérêt

La dette à long terme à taux fixe de la société est exposée au risque de variation de leur juste valeur créée par les variations de taux d'intérêt. Pour atténuer une partie de ce risque, la société a conclu des contrats de swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable pour couvrir partiellement le risque de juste valeur des taux d'intérêt liés aux titres de créance à taux d'intérêt fixe (note 24).

Par le biais de sa dette à taux variable, la société est exposée au risque de variation de ses flux de trésorerie causée par les variations de taux d'intérêt. Au 26 avril 2020, la société ne détenait aucun instrument financier dérivé afin de mitiger ce risque. La société analyse le risque de liquidité sur une base continue. Différents scénarios sont simulés en prenant en considération les possibilités de refinancement, de renouvellement des positions actuelles, de financement alternatif ainsi que les possibilités de couvertures. Selon ces scénarios, la société calcule l'impact qu'aurait une variation définie du taux d'intérêt sur ses frais financiers. Basé sur les soldes des dettes à long terme à taux variables au 26 avril 2020, l'impact annuel sur les frais financiers nets de l'exercice d'une variation de 1,0 % des taux d'intérêt serait de 15,0 \$ (14,2 \$ basé sur les soldes au 28 avril 2019).

La société est aussi exposée au risque de variation des flux de trésorerie découlant des variations de taux d'intérêt des futures émissions de titres de créance. Pour atténuer ce risque, la société conclut de temps à autre des accords de fixation de taux d'intérêt pour couvrir les taux d'intérêt des titres de créance qu'elle prévoit d'émettre (note 23).

### Risque de crédit

La société assume un risque de crédit à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et rabais fournis à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit, de l'investissement dans des contrats de sous-location, du contrat de dépôt indexé et des instruments financiers dérivés lorsque leur juste valeur est favorable à la société.

Les éléments-clés de l'approche de gestion du risque de crédit de la société comprennent les politiques de risque de crédit, les mandats de crédit, un processus d'évaluation de crédit interne, les outils d'atténuation des risques de crédit et de surveillance et de gestion du risque de crédit continues. Avant de conclure des transactions avec de nouvelles contreparties, la politique de crédit de la société exige que les contreparties soient formellement identifiées, approuvées et que des cotes de crédit internes ainsi que des limites d'exposition leur soient attribuées. Une fois établies, les contreparties sont réévaluées en fonction de la politique et surveillées sur une base régulière. Les évaluations du risque des contreparties sont basées sur une analyse quantitative et qualitative d'états financiers récents, lorsque disponibles, et autres informations pertinentes. En outre, la société évalue la performance passée de paiement, la taille des contreparties et la diversification de l'entreprise et le risque inhérent de l'industrie. Les cotes de crédit internes reflètent l'évaluation du risque de crédit des contreparties de la société. La société établit des limites de crédit pour chaque contrepartie. La société surveille les soldes et les expositions individuelles en les comparant aux limites établies sur une base régulière.

## **Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Le risque de crédit lié aux comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir relié aux opérations des magasins d'accompagnement est limité étant donné la nature des activités de la société et de ses contreparties. Au 26 avril 2020, aucun client unique ne comptait pour plus de 10,0 % du total des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir et l'exposition maximale au risque de crédit liée correspondait à leur valeur comptable.

La société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit en faisant affaire avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit très faible ou minimal. Au 26 avril 2020, l'exposition maximale au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit correspondait à leur valeur comptable en plus du risque de crédit relié aux cartes de crédit Circle K / MasterCard décrit ci-après.

Dans certains marchés européens, les clients peuvent régler leurs achats effectués aux différents points de vente de la société ou chez tout autre marchand par l'utilisation d'une carte de crédit combinée Circle K / MasterCard. La société a conclu des accords en vertu desquels les risques et avantages liés aux cartes de crédit, tels que les revenus d'honoraires, les frais d'administration et les créances douteuses, sont partagés entre la société et les banques externes. Les soldes sont facturés aux clients mensuellement. L'exposition de la société au 26 avril 2020 consiste à des créances de 92,3 \$ dont 57,2 \$ porte intérêts. Ces créances des détenteurs de cartes ne sont pas comptabilisées dans le bilan consolidé de la société. Pour l'exercice 2020, les pertes enregistrées en charges n'étaient pas significatives. À la lumière d'évaluations de crédit précises ainsi que d'une surveillance continue des soldes, la société estime que les crédits ne représentent pas un risque significatif. Les revenus et les risques liés à ces accords avec les banques sont signalés et comptabilisés sur une base mensuelle et réglés à tous les quatre mois.

La société est exposée au risque de crédit provenant du contrat de dépôt indexé et des instruments financiers dérivés lorsque leur juste valeur est favorable à la société. En conformité avec sa politique de gestion des risques, afin de réduire ce risque, la société a conclu ces contrats d'instruments dérivés avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit très faible.

### **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers et aux obligations locatives. La société est exposée à ce risque principalement en regard de sa dette à long terme, de ses comptes fournisseurs et charges à payer, de ses obligations locatives et des instruments financiers dérivés lorsque leur juste valeur est défavorable pour la société. La société tire principalement ses liquidités des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et des emprunts disponibles en vertu de ses facilités de crédit renouvelables.

De façon régulière, la société analyse ses réserves en liquidités prévisionnelles sur la base des flux de trésorerie attendus en prenant en compte ses besoins opérationnels, sa situation fiscale et ses besoins en capital tout en s'assurant d'avoir une flexibilité suffisante pour respecter ses obligations en vertu des sources de liquidités actuellement disponibles.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers et des intérêts qui y sont reliés au 26 avril 2020 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	Entre un et deux ans	Entre deux et cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers non dérivés <sup>(1)</sup>						
Créditeurs et charges à payer <sup>(2)</sup>	2 025,2	2 025,2	2 025,2	—	—	—
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains	3 970,7	6 028,6	135,6	135,6	1 339,3	4 418,1
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens	1 384,8	1 580,5	258,1	40,1	775,1	507,2
Crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti, libellé en dollars américains	1 500,0	1 502,4	1 502,4	—	—	—
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros	806,8	916,4	15,2	15,2	45,6	840,4
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes	63,3	77,5	2,4	2,4	7,2	65,5
Obligations locatives - Échéances contractuelles actuelles	2 648,8	2 037,7	437,3	363,2	643,0	594,2
Obligations locatives - Options de renouvellement futures		1 156,6	17,0	52,9	298,8	787,9
Autres dettes	4,9	5,4	1,7	1,6	1,7	0,4
Swaps de taux d'intérêt multidevises à payer <sup>(1)</sup>	237,4	1 606,7	48,9	48,9	928,2	580,7
Swaps de taux d'intérêt multidevises à recevoir <sup>(1)</sup>		(1 362,4)	(40,1)	(40,1)	(775,0)	(507,2)
	12 641,9	15 574,6	4 403,7	619,8	3 263,9	7 287,2

(1) Basé sur les taux du marché, au 26 avril 2020, pour les soldes en dollars canadiens, en couronnes norvégiennes, en euros, et pour les soldes portant intérêts à taux variables.

(2) Exclut les crédits reportés ainsi que les créditeurs et charges à payer statutaires tels que les taxes à la consommation, les taxes d'accise et les taxes foncières.

### Risque de prix

Les ventes de produits pétroliers raffinés de la société, qui incluent le carburant pour le transport routier et l'énergie pour les moteurs stationnaires, représentent une part significative de sa marge brute. En conséquence, son activité, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie sont affectés par les variations des prix de ces produits. La société cherche à transmettre toute modification des prix d'achat à ses clients en ajustant les prix de vente pour refléter les changements dans le prix de ces produits. Le délai entre un changement des prix des produits pétroliers raffinés et un changement des prix des carburants vendus par la société peut avoir un effet sur la marge brute des ventes de ces produits. À l'occasion, en fonction des calendriers d'achat ainsi que de l'évaluation des risques de prix, la société conclut des ententes visant des instruments financiers liés aux marchandises pour atténuer une partie de ce risque à l'égard de ses ventes et de ses achats de carburant pour le transport routier et autres combustibles fossiles. Au 26 avril 2020, le volume notionnel de ces instruments financiers dérivés était de 193 500 tonnes métriques de carburant pour le transport routier et autres combustibles fossiles et la comptabilité de couverture n'a été appliquée pour aucun de ces instruments financiers dérivés.

La société est exposée à une forme de risque de prix attribuable à l'obligation liée à son régime d'attribution d'AF ainsi qu'à l'obligation liée à son régime d'UAD, puisque ces passifs ont une valeur qui fluctue partiellement en fonction de la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société. Afin de gérer ce risque, cette dernière a conclu un contrat de dépôt indexé avec une institution financière de première qualité avec un indice sous-jacent représentant des actions de catégorie B qui est comptabilisé à la juste valeur de marché dans les Autres actifs et Débiteurs aux bilans consolidés. Au 26 avril 2020, le nominal du contrat de dépôt indexé était 1 854 307 actions de catégories B. Le contrat de dépôt indexé est ajusté, au besoin, pour refléter les nouvelles attributions, les ajustements et les règlements sur les AF ou les UAD. Au 26 avril 2020, l'impact sur le bénéfice net ou les capitaux propres d'une variation de 5,0 % de la valeur du cours de l'action de la société n'aurait pas été significatif.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### Juste valeur

La juste valeur des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et des crédeuteurs et charges à payer est comparable à leur valeur comptable étant donné leur échéance rapprochée. Les valeurs comptables du crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti et de la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de CAPL (en 2019) se rapprochent de leurs justes valeurs étant donné que leurs écarts de taux sont comparables à l'écart de taux que la société obtiendrait dans des conditions semblables à la date du bilan.

### Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les évaluations à la juste valeur sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix non rajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 : Données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement; et

Niveau 3 : Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

La juste valeur estimative de chacune des catégories d'instruments financiers, les méthodes et les hypothèses utilisées pour les déterminer et la hiérarchie des évaluations à la juste valeur s'établissent comme suit :

*Instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :*

- La juste valeur du contrat de dépôt indexé est principalement fondée sur la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société et s'est établie à 52,7 \$ au 26 avril 2020 (49,5 \$ au 28 avril 2019) (niveau 2). Au 26 avril 2020, ils sont présentés à titre de Débiteurs pour un montant de 18,3 \$ (9,8 \$ au 28 avril 2019) et d'Autres actifs pour un montant de 34,4 \$ (39,7 \$ au 28 avril 2019) aux bilans consolidés;
- La juste valeur des swaps de taux d'intérêt multidevises est basée sur des prix de marché et s'est établie à 237,4 \$ au 26 avril 2020 (250,1 \$ au 28 avril 2019) (niveau 2). Au 26 avril 2020, ils sont présentés dans les Autres passifs financiers à court terme pour un montant de 237,4 \$ aux bilans consolidés. Au 28 avril 2019, ils sont présentés dans les Autres passifs financiers à court terme pour un montant de 115,0 \$ et dans Autres passifs financiers à long terme pour un montant de 135,1 \$ aux bilans consolidés;
- La juste valeur des placements en instruments de capitaux propres est basée sur des prix non rajustés cotés et s'est établie à 78,5 \$ au 26 avril 2020 (0,7 \$ au 28 avril 2019) (niveau 1). Ils sont présentés dans les Autres actifs aux bilans consolidés;
- La juste valeur des swaps de carburant est basée sur des prix de marché et s'est établie à 23,8 \$ au 26 avril 2020 (4,7 \$ au 28 avril 2019) (niveau 2). Ils sont présentés dans les Autres actifs financiers à court terme au 26 avril 2020 et dans les Autres passifs financiers à court terme au 28 avril 2019 aux bilans consolidés; et
- La juste valeur des swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable était basée sur des prix de marché et ceux-ci étaient échus au 26 avril 2020 (3,9 \$ au 28 avril 2019) (niveau 2). Au 28 avril 2019, ils sont présentés dans les Autres passifs financiers à court terme aux bilans consolidés.

*Instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :*

- Le tableau qui suit présente la juste valeur, qui est basée sur des prix non rajustés cotés (niveau 1) ou sur des données observables sur le marché (niveau 2), et la valeur comptable des billets de premier rang non garantis qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

	2020		2019	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains (niveau 2)	3 970,7	4 026,3	3 379,9	3 347,6
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens (niveau 1)	1 384,8	1 436,9	1 774,5	1 815,0
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros (niveau 2)	806,8	795,6	831,2	869,2
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes (niveau 2)	63,3	68,5	77,4	86,0

- Voir la note 7 pour l'information sur l'évaluation de l'investissement dans Fire & Flower.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### Gestion du capital

Les objectifs de la société, en ce qui a trait à la gestion du capital, sont d'assurer sa continuité d'exploitation en vue d'offrir un rendement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes ainsi que d'optimiser sa structure de capital afin d'en réduire le coût. Le capital de la société est constitué du total des capitaux propres et de la dette nette portant intérêts. La dette nette portant intérêt est composée de la dette à long terme et de sa portion à court terme ainsi que des obligations locatives, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires, s'il y a lieu.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la société peut émettre de nouvelles actions, racheter ses actions, vendre des actifs moins performants dans le but de réduire la dette ou peut modifier le montant des dividendes payés aux actionnaires (notes 22 et 27).

Dans sa structure de capital, la société prend en considération ses régimes d'options d'achat d'actions, d'AF et d'UAD (note 28). Occasionnellement, la société utilise des régimes de rachat d'actions pour atteindre ses objectifs de gestion du capital (note 27).

La société fait le suivi de son capital basé sur le ratio de dette nette portant intérêts sur capitalisation totale et tient compte de ses cotes de crédit telles qu'elles sont établies par de tierces parties. Pour 2019, cette mesure était présentée comme si la participation de la société dans CAPL était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, car la société croit qu'elle permettait une présentation plus pertinente du rendement sous-jacent. De plus, aux fins de ce calcul pour 2019, la dette à long terme de CAPL était exclue, car il s'agissait d'une dette sans recours contre la société.

En date des bilans consolidés, le ratio de dette nette à intérêt sur capitalisation totale s'est établi comme suit :

	2020	2019
	\$	\$
Portion à court terme de la dette à long terme et portion à court terme des obligations locatives	597,8	1 308,4
Dette et obligations locatives à long terme	<u>9 781,5</u>	<u>5 103,8</u>
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie, incluant la trésorerie soumise à des restrictions	<u>3 649,5</u>	<u>736,6</u>
Dette nette portant intérêts	<u><u>6 729,8</u></u>	<u><u>5 675,6</u></u>
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	10 066,6	8 923,2
Dette nette portant intérêts	<u>6 729,8</u>	<u>5 675,6</u>
Capitalisation totale	<u><u>16 796,4</u></u>	<u><u>14 598,8</u></u>
Ratio de dette nette portant intérêts sur capitalisation totale	40,1 %	38,9 %

En vertu de ses crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis, la société doit respecter certains ratios financiers sur une base consolidée, ce qui exclut toutefois les résultats et la situation financière de CAPL pour 2019 :

*Au 26 avril 2020*

- Un ratio de levier financier qui représente le ratio de la dette totale moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie sur le BAIIA, qui est une mesure non conforme aux IFRS, des quatre trimestres les plus récents; et
- Un ratio de couverture des intérêts qui représente le ratio du BAIIA pour les quatre trimestres les plus récents sur le total des intérêts déboursés pour la même période.

*Au 28 avril 2019*

- Un ratio de levier financier ajusté qui représente le ratio de la dette à long terme totale plus le produit de huit fois la dépense de loyer consolidée de la société moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie sur le bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et loyer, qui est une mesure non conforme aux IFRS, des quatre trimestres les plus récents; et
- Un ratio de couverture des intérêts qui représente le ratio du BAIIA pour les quatre trimestres les plus récents sur le total des intérêts déboursés pour la même période.

## **Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

La société fait un suivi continu de ces ratios et était en conformité avec ces clauses restrictives au 26 avril 2020 et 28 avril 2019.

La société n'est soumise à aucune exigence externe significative concernant son capital.

### **32. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

#### **Engagements d'achats**

La société a conclu diverses ententes d'achat de biens immobiliers et ententes d'achat de produits qui l'obligent à acheter annuellement des marchandises et du carburant pour des montants ou des quantités minimums. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, une pénalité financière pour les volumes manquants, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus. Historiquement, la société a généralement excédé ces exigences minimales et ne s'attend pas à ce que de potentiels non-respects de ces exigences dans un avenir prévisible pourraient conduire à la matérialisation de l'un des résultats mentionnés ci-dessus.

### **33. ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES**

#### **Éventualités**

Dans le cours normal de son exploitation et par le biais d'acquisitions, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Même si l'issue est difficile à prévoir avec certitude, la société n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur sa situation financière, sur les résultats de ses activités ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

#### **Garanties**

La société a transféré un certain nombre de contrats de location de locaux à des tiers. En vertu de certains de ces contrats, advenant un défaut de paiement de la part du sous-locataire, la société conserve la responsabilité finale envers le propriétaire du paiement des montants définis aux termes des contrats de location. Au 26 avril 2020, le total des paiements futurs au titre de location en vertu de ces contrats est d'approximativement 14,1 \$ et leur juste valeur est non significative. Historiquement, la société n'a versé aucune somme importante aux termes de telles indemnisations et ne s'attend pas à devoir en verser dans un avenir prévisible.

La société a également émis des cautionnements envers des tiers et pour le compte de tiers visant des paiements maximums futurs non actualisés totalisant 12,9 \$. Ces cautionnements ont surtout trait à des engagements en vertu de cautionnements financiers de baux automobiles et pour le compte de détaillants en Suède. Les cautionnements pour le compte de détaillants en Suède se composent de garanties destinées aux inventaires en magasin, en plus des garanties visant l'équipement loué des magasins. La valeur comptable et la juste valeur des engagements en vertu de cautionnements comptabilisés au bilan consolidé au 26 avril 2020 étaient non significatives.

### **34. INFORMATION SECTORIELLE**

La société exploite des magasins d'accommodation aux États-Unis, en Europe et au Canada. Elle exerce ses activités dans un seul secteur isolable, soit la vente de produits de consommation immédiate, de carburant pour le transport routier et d'autres produits, principalement par l'entremise de magasins corporatifs ou de franchises. L'exploitation des magasins d'accommodation se fait sous différentes bannières, dont Circle K, Corner Store, Couche-Tard, Holiday, Ingo et Mac's. Les revenus tirés de clients externes proviennent principalement de trois catégories, soit les marchandises et les services, le carburant pour le transport routier et les autres revenus.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

Le tableau suivant fournit de l'information sur les principales catégories de revenus ainsi que de l'information d'ordre géographique :

	2020				2019			
	États-Unis	Europe	Canada	Total	États-Unis	Europe	Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Revenus tirés de clients externes<sup>(a)</sup></b>								
Marchandises et services	10 947,2	1 416,3	2 302,7	14 666,2	10 874,9	1 457,8	2 172,7	14 505,4
Carburant pour le transport routier	26 802,5	7 481,1	4 415,7	38 699,3	29 962,7	8 380,7	4 957,9	43 301,3
Autres	93,6	652,0	21,3	766,9	65,7	1 220,7	24,5	1 310,9
	<b>37 843,3</b>	<b>9 549,4</b>	<b>6 739,7</b>	<b>54 132,4</b>	<b>40 903,3</b>	<b>11 059,2</b>	<b>7 155,1</b>	<b>59 117,6</b>
<b>Marge brute</b>								
Marchandises et services	3 692,7	587,6	750,9	5 031,2	3 667,3	609,0	729,7	5 006,0
Carburant pour le transport routier	3 188,8	932,0	344,2	4 465,0	2 575,1	981,1	392,8	3 949,0
Autres	93,7	123,6	21,2	238,5	65,7	149,7	24,5	239,9
	<b>6 975,2</b>	<b>1 643,2</b>	<b>1 116,3</b>	<b>9 734,7</b>	<b>6 308,1</b>	<b>1 739,8</b>	<b>1 147,0</b>	<b>9 194,9</b>
<b>Total de l'actif à long terme<sup>(b)</sup></b>	<b>13 079,8</b>	<b>3 565,3</b>	<b>2 504,8</b>	<b>19 149,9</b>	<b>12 617,5</b>	<b>3 402,1</b>	<b>2 104,1</b>	<b>18 123,7</b>

(a) Les zones géographiques sont délimitées en fonction de l'endroit où la société génère les produits d'exploitation (l'endroit où se fait la vente) ainsi que de l'emplacement des actifs à long terme.

(b) Excluant les instruments financiers, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi.

## 35. ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

### Dividendes

Lors de sa réunion du 29 juin 2020, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 7,0 ¢ CA par action pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020 aux actionnaires inscrits le 9 juillet 2020, et a approuvé son paiement pour le 23 juillet 2020. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*.

# Gouvernance d'entreprise & équipe de direction

## CONSEIL D'ADMINISTRATION (En date du 26 avril 2020)

**Alain Bouchard**  
Fondateur et président exécutif du conseil  
**Nathalie Bourque<sup>(1)</sup>**  
**Jean Bernier**  
**Eric Boyko<sup>(2)</sup>**  
Président du comité d'audit  
**Jacques D'Amours**  
Cofondateur  
**Richard Fortin**  
Cofondateur  
**Brian Hannasch**  
Président et chef de la direction

**Mélanie Kau<sup>(1)</sup>**  
Administratrice principale et présidente du comité des ressources humaines et de la gouvernance  
**Marie-Josée Lamothe<sup>(2)</sup>**  
**Monique F. Leroux<sup>(2)</sup>**  
**Réal Plourde**  
Cofondateur  
**Daniel Rabinowicz<sup>(1)</sup>**  
**Louis Têtu**

(1) Membre du Comité des ressources humaines et de la gouvernance  
(2) Membre du comité d'audit

## COMITÉ DE DIRECTION (En date du 26 avril 2020)

**Brian Hannasch**  
Président et chef de la direction  
**Darrell Davis**  
Premier vice-président, Opérations, Amérique du Nord  
**Hans-Olav Høidahl**  
Premier vice-président, Opérations, Europe  
**Deborah Hall Lefevre**  
Chef de la direction informatique  
**Kevin A. Lewis**  
Chef de la direction du marketing  
**Timothy Alexander Miller**  
Premier vice-président, Optimisation commerciale  
**Ina Strand**  
Chef de la direction des ressources humaines  
**Claude Tessier**  
Chef de la direction financière

## ÉQUIPE DE DIRECTION EXÉCUTIVE (En date du 26 avril 2020)

**Niall Anderton**  
Vice-président principal, Opérations  
**Brian Bednarz**  
Vice-président principal, Opérations  
**Kathleen K. Cunnington**  
Vice-présidente principale, Services partagés globaux  
**Rick Johnson**  
Vice-président principal, Opérations  
**Jørn Madsen**  
Vice-président principal, Opérations  
**Dennis Tewell**  
Vice-président principal, Mise en marché  
**Stéphane Trudel**  
Vice-président principal, Opérations

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

**Siège social**  
4204, boul. Industriel  
Laval, Québec, H7L 0E3 Canada

**Inscription des titres**  
Bourse de Toronto  
Symboles : ATD.A et ATD.B;  
La Société fait partie de l'indice TSX 60.

**Agent de transfert**  
La Société de fiducie AST (Canada)  
2001, boul. Robert-Bourassa, Bureau 1600  
Montréal, Québec, H3A 2A6 Canada

**Auditeur indépendant**  
PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
1250, boul. René-Lévesque Ouest, Bureau 2500  
Montréal, Québec, H3B 4Y1 Canada

**Relations investisseurs**  
Jean Marc Ayas, Gestionnaire, Relations investisseurs  
investor.relations@couche-tard.com  
1-450-662-6632, poste 4619

**Secrétariat corporatif**  
Valéry Zamuner, Vice-présidente, Conseillère juridique principale et Secrétaire corporative  
valery.zamuner@couche-tard.com  
1-450-662-6632, ext. 4549

**Media Relations**  
Lisa Koenig, Chef de service, Communications globales  
communication@couche-tard.com  
1-450-662-6632, poste 6611

**Assemblée annuelle des actionnaires**  
16 septembre 2020

Des renseignements supplémentaires au sujet d'Alimentation Couche-Tard et les communiqués de presse sont disponibles sur le site web de l'entreprise : [www.corpo.couche-tard.com](http://www.corpo.couche-tard.com)





[corpo.couche-tard.com](http://corpo.couche-tard.com)

